



COMITÉ
INTERNATIONAL
OLYMPIQUE

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ÉVALUATION POUR 2020

JEUX DE LA XXXII^e OLYMPIADE



Rapport de la commission d'évaluation pour 2020

Jeux de la XXXII^e Olympiade

© CIO. 19 AVRIL 2013. TOUS DROITS RÉSERVÉS.
VERSION ORIGINALE : ANGLAIS

Ce document est disponible uniquement en version électronique. Veuillez penser à l'environnement avant d'imprimer et si vraiment nécessaire, essayez de le faire recto-verso.

Sommaire

Introduction.....	3
1 → ISTANBUL.....	10
2 → TOKYO.....	46
3 → MADRID.....	78
4 → ANNEXES.....	110

Introduction

En présentant ce rapport technique, la commission d'évaluation tient à souligner que les projets des trois villes candidates (Istanbul, Tokyo et Madrid¹) pour l'organisation des Jeux de la XXXII^e Olympiade en 2020 sont de grande qualité et que chaque ville propose une approche qui lui est propre, décrite dans sa vision, son concept et l'héritage envisagé. Chaque ville a été en mesure de défendre son dossier en expliquant pourquoi elle souhaite être choisie pour organiser les Jeux Olympiques et comment chacune, selon sa propre vision, offre des conditions exceptionnelles pour le Mouvement olympique.

L'organisation pratique des Jeux Olympiques est extrêmement complexe. Les plans détaillés de la manière dont chaque ville se propose de mettre son projet en œuvre sont décrits dans le dossier de candidature. Au cours d'une visite effectuée dans chaque ville, la commission a vérifié les informations présentées dans le dossier de candidature et étudié la faisabilité des plans proposés par chaque ville. Les faits relevés par la commission sont traités dans les rubriques du rapport suivantes : vision, concept et héritage, sports et sites de compétition, village olympique, Jeux Paralympiques, hébergement, transport, opérations médias, environnement, sûreté et sécurité, services médicaux et contrôle du dopage, aspects juridiques, gouvernance et livraison des Jeux, soutien politique et public, marketing et finances.

La commission d'évaluation a pour mandat d'effectuer une analyse technique des risques afin d'aider les membres du CIO dans la tâche difficile d'élire la ville hôte des Jeux Olympiques de 2020. La commission confirme que les villes candidates pourraient toutes trois accueillir les Jeux Olympiques en 2020. Toutefois, chaque ville offre une vision et un concept qui lui sont propres et chaque projet, de par sa nature, comporte donc des risques différents que la commission relève tout au long de ce rapport.

Le CIO s'emploie constamment à améliorer les services qu'il fournit aux villes candidates. Istanbul, Tokyo et Madrid ont ainsi pu participer aux initiatives lancées par le CIO à cet égard, notamment à un séminaire destiné aux villes requérantes, au programme des observateurs des Jeux Olympiques de Londres ainsi qu'à la séance bilan officielle des Jeux de Londres, et bénéficier par ailleurs de l'accès aux ressources croissantes du programme de gestion des connaissances sur les Jeux Olympiques.

Le savoir-faire et les compétences mis à disposition par le CIO se reflètent dans les projets présentés par les villes candidates pour 2020, lesquels sont tous d'un niveau extrêmement élevé. Ces projets résultent d'une planification détaillée et de l'élaboration de stratégies globales sur les plans technique et opérationnel, ainsi que dans beaucoup d'autres domaines tels que la durabilité, l'environnement, l'héritage à laisser (à la fois pour les Jeux de 2020 et pour la candidature elle-même), l'accessibilité et l'aménagement urbain intégré. Il est évident que les investissements réalisés pour la candidature laisseront un héritage positif à bien des égards, que la ville se voie attribuer ou non les Jeux Olympiques de 2020. La qualité des dossiers de candidature et des exposés présentés lors des visites a grandement aidé la commission pour évaluer la proposition de chaque ville et rédiger ce rapport. La commission profite de cette occasion pour remercier les trois villes de leurs efforts considérables à cet égard.

¹ Les villes sont citées dans l'ordre du tirage au sort

Introduction

Ce rapport reflète l'opinion unanime de la commission et tient compte de toutes les informations reçues jusqu'au départ de la commission de chaque ville. Toutes les informations reçues après la visite n'ont en effet pas été prises en considération dans ce rapport mais elles ont été ajoutées au dossier de la ville concernée. Le contenu du rapport a été finalisé le 19 avril 2013 lors de la réunion finale de la commission à Lausanne.

Pour un pays, l'organisation d'une édition des Jeux Olympiques revêt une importance telle que les plus hautes instances du gouvernement sont prêtes à apporter leur soutien à une candidature et à défendre le projet olympique auprès de la commission d'évaluation. La présence et l'engagement du gouvernement, du secteur privé et des autorités sportives dans les trois candidatures démontrent l'importance des Jeux sur les plans local, régional et national et soulignent que, même dans le contexte économique mondial actuel, l'organisation des Jeux reste un catalyseur de changement et offre des perspectives de développement social, économique et environnemental. Cet engagement témoigne également du fait qu'une candidature à l'organisation des Jeux est l'occasion de nouer de nouveaux partenariats qui se poursuivront au-delà de la candidature, indépendamment du résultat de l'élection.

PHASE 1 PROCÉDURE DE DEMANDE DE CANDIDATURE :

À la suite des recommandations faites lors du bilan effectué avec les villes candidates pour 2018, le CIO a procédé à un certain nombre de changements à la procédure applicable pour 2020. Tout en restant une procédure en deux phases, la phase II (villes candidates) est devenue une suite de la phase I (villes requérantes) et certains points traités à la satisfaction du CIO en phase I n'ont pas été de nouveau abordés en phase II.

Les points restés en suspens lors de la phase I ont été soit réglés par correspondance avec les villes concernées, à la satisfaction du CIO, soit commentés dans le présent rapport. Ci-après lien vers le rapport publié par le CIO au terme de la phase I (rapport du groupe de travail pour 2020) : [ICI](#)

La qualité de l'air était l'un des sujets abordés en phase I. Les villes candidates sont toutes trois conscientes de l'importance de la qualité de l'air pour les Jeux et la commission estime que les mesures prises ou proposées par chaque ville seraient compatibles avec la compétition sportive de haut niveau. Toutefois, la gestion de la qualité de l'air est un problème constant auquel sont confrontées les villes du monde entier. C'est pourquoi il sera important pour la ville hôte de suivre la situation de très près tout au long du cycle de vie du projet olympique et de tenir la commission de coordination du CIO régulièrement informée des progrès accomplis et des éventuelles mesures supplémentaires requises.

Introduction

GÉNÉRALITÉS

La section suivante contient des informations d'ordre général concernant le rapport ainsi qu'un certain nombre de points communs à toutes les villes candidates et qui ne sont donc pas couverts dans le rapport individuel de chaque ville.

1. Méthodes de travail

Les visites ont été effectuées dans les villes aux dates suivantes :

- Tokyo, Japon : 4 – 7 mars 2013
- Madrid, Espagne : 18 – 21 mars 2013
- Istanbul, Turquie : 24 – 27 mars 2013

La commission a suivi la même méthode de travail pour chaque ville candidate : des exposés ont été présentés et de longues séances de questions-réponses ont eu lieu sur l'ensemble des thèmes figurant dans le document intitulé "Procédure de candidature et questionnaire"; des visites ont également été effectuées sur les sites de compétition et autres proposés.

2. Terminologie / langue

Sauf mention particulière, le terme "Jeux" comprend les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques.

Le terme "athlètes" se réfère aux athlètes olympiques et paralympiques.

La version originale du présent rapport a été rédigée en langue anglaise. En conséquence, en cas de divergences entre les textes français et anglais, le texte anglais fait foi.

Une liste de termes et d'abréviations utilisés figure à l'annexe B.

3. Allocation de voyage aux CNO/CNP

Comme demandé par le CIO, chacune des trois villes candidates s'est engagée à prendre à sa charge le coût des billets d'avion aller-retour en classe économique pour tous les athlètes et officiels d'équipe ayant droit de séjourner dans le village olympique.

4. Jeux Paralympiques

Des éléments concernant les Jeux Paralympiques figurent non seulement sous la section Jeux Paralympiques, mais sont également insérés tout au long du rapport. Le budget paralympique a été intégré dans le budget des Jeux Olympiques.

Introduction

5. Chiffres concernant la population

Les chiffres de la population cités dans le rapport sont les chiffres communiqués par les villes dans leur dossier de candidature.

6. Opinion publique

Afin d'obtenir des informations complémentaires, le CIO a fait réaliser un sondage d'opinion dans les villes candidates (ainsi que dans les pays et régions concernés) en janvier 2013. Les résultats de ce sondage figurent à l'annexe C.

7. Communication

Il a été relevé un point commun aux trois projets, celui de la nécessité de veiller soigneusement et très tôt à intégrer la vision des Jeux, propre à chaque ville, tout au long de la planification et pendant toute la période des préparatifs afin d'encourager et de promouvoir l'engagement de toute la nation.

8. Finances

Il a été demandé aux villes candidates de présenter des budgets libellés à la fois en dollars américains et en monnaie locale d'une part, ainsi qu'en valeurs de 2012 et de 2020 d'autre part. Sauf indications contraires, tous les chiffres indiqués dans ce rapport sont en dollars américains (USD), valeur 2012.

Pour la budgétisation (revenus du COJO), le CIO a conseillé aux villes candidates d'inclure les montants de USD 790 millions au titre de la contribution du CIO et de USD 335 millions au titre du partenariat TOP du CIO (valeurs de 2020) et de ramener les chiffres à l'équivalent en dollars de valeur 2012. Les villes n'ont pas procédé de la même manière pour ramener les chiffres aux valeurs de 2012 et ont tenu compte d'hypothèses variées concernant l'inflation, ce qui aboutit dans les budgets des villes à des montants différents en dollars de valeur 2012.

Par ailleurs, le CIO a confirmé aux villes candidates qu'il assumerait la responsabilité et le coût des opérations de l'Organisme de Radio-télévision Olympique (OBO) par le biais de sa filiale détenue à 100 %, OBS SA.

9. Hébergement

Le CIO demande que les villes candidats garantissent :

- 40 000 chambres dans diverses catégories
- Un tarif maximum en USD, valeur de 2020, pour les hôtels du CIO (1 800 chambres)
- Un tarif maximum en USD, valeur de 2020 (avec indication de la méthode de calcul) pour les autres groupes de clients accrédités

Introduction

10. Temps de trajet

Tous les temps de trajet mentionnés dans le rapport sont les temps de trajet moyens en bus prévus en 2020, tels qu'indiqués par les villes dans leurs dossiers de candidature.

11. Chiffres arrondis

D'une manière générale, les chiffres contenus dans le rapport ont été arrondis. Cela peut expliquer les cas où le total des pourcentages n'atteint pas 100 %.

12. Plans

Un plan de chaque projet, provenant des dossiers de candidature des villes, figure à l'annexe D.

Introduction

AU-DELÀ DES EXIGENCES DU CIO

Au cours des récentes procédures de candidature, le CIO a constaté la tendance croissante des villes candidates à tenter d'aller encore au-delà des exigences du CIO. Alors que ces propositions peuvent intéresser certains groupes de clients ou représenter un plus, le futur COJO se retrouve inévitablement confronté à des dépenses supplémentaires pour livrer des services qui n'ont pas été demandés par le CIO.

Tout au long du processus de candidature pour 2020, le CIO a souligné les efforts qu'il déploie pour limiter le coût, la taille et la complexité de l'organisation des Jeux Olympiques. Il a été rappelé aux villes candidates que les conditions requises par le CIO correspondent aux besoins réels et ne doivent pas être interprétées comme des conditions minimales. Elles ont reçu pour instruction de justifier clairement les cas où leurs propositions iraient au-delà des exigences - raisons opérationnelles, utilisation post-olympique, etc.

Il convient de signaler que ceci est dû parfois au fait que des partenaires du CIO demandent aux villes candidates de proposer plus que ce qui est strictement requis. C'est là un problème que doit traiter le Mouvement olympique, tant dans l'intérêt du processus de candidature que dans celui de la gestion de la complexité et du coût de l'organisation des Jeux.

Le dossier de candidature d'Istanbul 2020 fait plusieurs fois référence à un fonds pour l'innovation (*"Un budget spécial de 250 millions USD sera détenu par le Premier ministre de Turquie et affecté exclusivement à des projets déterminés par et avec les présidents du CIO et de l'IPC"*). Par ailleurs, il est également fait référence à la mise à disposition des CNO d'installations d'entraînement avant les Jeux et au versement d'allocations en espèces pour l'entraînement, ainsi qu'à un programme d'allocation pour fret plus généreux pour tous les CNO/CNP.

En ce qui concerne le "fonds pour l'innovation", Istanbul 2020 a reçu pour instruction de revoir toutes les mentions de ce fonds dans la version électronique de son dossier de candidature afin de refléter les explications retenues par le CIO au cours d'une réunion avec le comité de candidature à ce sujet. Ce fonds est en fait destiné à des projets pour les Jeux qui laisseraient un héritage dans le cadre de la stratégie globale menée par la Turquie en faveur de la jeunesse.

Le dossier de candidature de Tokyo 2020 fait état de l'engagement de couvrir les frais de transport des marchandises des CNO.

À la suite de discussions avec le CIO, Istanbul et Tokyo ont reçu pour instruction de ne faire aucune allusion aux propositions initialement contenues dans leur dossier de candidature lors d'un exposé ou dans un document écrit quelconque qui pourrait être diffusé avant l'élection de la ville hôte.

Le CIO a reçu des confirmations écrites de la part d'Istanbul comme de Tokyo et l'affaire est désormais close dans un cas comme dans l'autre.

Introduction

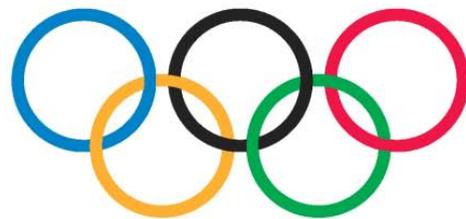
Annexes

- A. Composition de la commission
- B. Liste d'abréviations
- C. Résumé des résultats du sondage d'opinion du CIO
- D. Cartes



iSTANBUL 2020

CANDIDATE CITY



Vision, concept et héritage

VISION

La vision d'Istanbul est d'organiser les Jeux dans une ville dynamique, moderne, à la grande diversité culturelle, dotée d'une histoire longue de 8 000 ans, et d'unir l'Europe et l'Asie sous le slogan de candidature « Un pont vers l'harmonie » (« Bridge Together » en anglais). L'ambition d'Istanbul 2020 est de repositionner la Turquie et de promouvoir la compréhension mutuelle internationale et l'intégration en devenant le premier pays musulman laïc à accueillir les Jeux.

Les Jeux de 2020 font partie du « Plan directeur 2023 de la Turquie » mis sur pied par le gouvernement national, plan au sein duquel le sport constitue une priorité. Lancé en 2008, ce plan aura pour point culminant la célébration du centenaire de la République de Turquie en 2023.

Istanbul 2020 a pour objectif d'intégrer la planification des Jeux dans la modernisation d'Istanbul, actuellement entreprise par le gouvernement, et voit dans les Jeux une opportunité d'augmenter les occasions d'échanges sportifs et culturels et les relations commerciales entre l'Europe de l'est, le Moyen-Orient et l'Afrique.

CONCEPT

Istanbul propose d'organiser les Jeux Olympiques 2020 du vendredi 7 au dimanche 23 août. Ces dates ont été retenues pour des raisons météorologiques; en effet, elles correspondent à la période la plus sèche de l'année. De plus, elles coïncident avec la période des vacances, ce qui garantirait un nombre maximal de spectateurs et une circulation minimale.

Le concept des Jeux vise à intégrer et mettre en valeur les atouts géographiques et culturels de la ville. Avec pour élément clé le Bosphore, la planification des Jeux souligne la particularité de la ville d'être construite sur deux continents et prévoit des compétitions tant en Europe qu'en Asie.

À l'exception de quelques matches préliminaires de football, toutes les épreuves se dérouleraient à Istanbul. La candidature propose quatre zones réparties dans la ville. Les sites ont été retenus sur la base de politiques d'aménagement urbain existantes et futures, de besoins en termes d'héritage, ainsi que du développement du sport à long terme. Les plans prévoient aussi d'utiliser autant que possible des sites existants.

Au nord-ouest de la ville, la zone de la ville olympique comprendrait le village olympique, le CIRTV / CPP et un village des médias. Après les Jeux, cette zone deviendrait un nouveau centre urbain important pour 600 000 personnes.

Au nord de la ville, la zone forestière prévoirait la récupération de sites industriels de la forêt de Belgrade.

Vision, concept et héritage

A l'est de la ville, la zone du Bosphore réunirait l'Europe et l'Asie et nécessiterait le démantèlement d'un port industriel et la construction du site accueillant les cérémonies d'ouverture et de clôture.

Au sud de la ville, la zone côtière a pour élément principal l'utilisation de sites historiques sur les rives de la mer de Marmara.

Pour sélectionner ses sites, Istanbul 2020 s'est aligné sur les plans de développement des infrastructures de la ville, et a intégré tant le côté européen qu'asiatique d'Istanbul. Il en résulte un plan de Jeux répartis dans toute la ville, ce qui se traduit par des temps de trajet plus longs et d'éventuelles difficultés opérationnelles pour les groupes de clients olympiques.

HÉRITAGE

La planification de l'héritage est bien pensée et s'aligne entièrement sur les stratégies à long terme du gouvernement, notamment sur le « Plan national pour les sports », un objectif du gouvernement visant à construire de nouvelles infrastructures sportives afin d'améliorer la santé et la cohésion sociale en augmentant la pratique du sport tant au niveau élite que populaire.

Istanbul voit en l'organisation des Jeux une occasion d'améliorer la mobilité en accélérant les investissements dans les infrastructures de transport urbain et en renforçant l'engagement du pays à améliorer l'accessibilité en général.

Pour Istanbul 2020, le réaménagement du port industriel dans la partie asiatique de la ville constitue l'un des héritages les plus importants de son plan. Grâce à la relocalisation du port industriel et à la création d'un nouvel espace de loisirs, la population du côté asiatique de la ville aurait accès aux rives du Bosphore, ainsi qu'à des espaces verts, dont la création répondrait à un grand besoin.

La zone de la ville olympique comporterait aussi un important centre d'entraînement olympique, qui constituerait un héritage sportif majeur des Jeux.

COMMUNICATION

Les médias sociaux occuperaient une place prépondérante et leur utilisation serait fortement encouragée, en particulier dans le but de toucher les jeunes. Un plan de communication nationale et internationale réparti sur sept ans, qui devrait encore être développé davantage, est prévu.

Les plans prévoient notamment la création d'un « groupe de travail pour la communication stratégique », placé sous le patronage du Premier ministre. Istanbul 2020 a confirmé que ce groupe de travail serait piloté par le COJO. La commission est d'avis qu'il serait important que le COJO gère sa propre communication et la diffusion de ses messages qui devraient avoir pour priorité de susciter l'enthousiasme d'accueillir les Jeux à travers toute la Turquie.

Vision, concept et héritage

CULTURE, ÉDUCATION, CÉRÉMONIES ET ACTIVITÉS ORGANISÉES EN VILLE

Istanbul 2020 s'engage à mettre sur pied un programme culturel de quatre ans, dont le point culminant serait, s'étalant sur trois semaines et coïncidant avec la période des Jeux, un festival d'art et de spectacles intégrant les attractions historiques et géographiques de la ville.

Quarante-deux pour-cent (42 %) de la population turque est âgée de moins de 25 ans. Beaucoup d'activités se concentreraient donc sur la jeunesse turque. Le sport et l'éducation physique étant déjà obligatoires tout au long du cursus scolaire, et un excellent programme d'éducation olympique mis sur pied par le CNO existant déjà, le « Plan national pour les sports » viendrait compléter les initiatives actuelles en offrant de nouveaux programmes de cours en classe et en ligne dans toute la Turquie.

Dans le but d'élargir l'impact éducatif des Jeux à l'échelon mondial, un représentant de chaque CNO/CNP serait invité à participer à un programme professionnel de formation à Istanbul.

Les plans des cérémonies d'ouverture et de clôture sont novateurs et ambitieux. Les cérémonies se dérouleraient dans un nouveau lieu de divertissement d'une capacité de 20 000 places assises (capacité élargie à 70 000 pour la période des Jeux), qui serait construit sur la rive asiatique du Bosphore. Il a été garanti que les athlètes pourraient suivre la cérémonie d'ouverture assis et dans sa totalité.

Le dossier de candidature indique que, grâce à l'emplacement du stade, 500 000 spectateurs supplémentaires pourraient suivre les cérémonies depuis les rives du Bosphore. La planification de cet aspect est actuellement dans sa phase conceptuelle et se base en grande partie sur l'organisation par la ville de la fête nationale, qui accueille environ 200 000 spectateurs chaque année.

Les propositions faites pour les cérémonies exigeraient une planification minutieuse afin d'atténuer la complexité des opérations et une attention particulière devrait être portée au transport des athlètes.

La riche histoire d'Istanbul, la diversité culturelle de la ville, son amour pour le sport et la fête, ainsi que sa popularité en tant que destination touristique, constitueraient certainement des facteurs très positifs pour la promotion des Jeux. Une attention particulière devrait être portée afin que l'expérience des Jeux et l'esprit de célébration olympique soient partagés par la ville entière.

Sports et sites de compétition

CONCEPT SPORTIF

Le concept des Jeux Olympiques d'Istanbul 2020 s'étend à travers toute la ville et sur les deux continents. Il allie une bonne utilisation de sites de compétition existants et le besoin de nouvelles infrastructures sportives. Ces nouvelles infrastructures sont nécessaires à long terme afin de répondre aux besoins de la population croissante d'Istanbul, et constitueraient un héritage durable. En outre, le concept englobe des zones d'importance historique et stratégique situées dans toute la ville et s'intègre dans des initiatives planifiées de revitalisation urbaine.

Istanbul 2020 propose 38 sites*, divisés en 4 zones et 7 noyaux :

*Pour la commission, le VTT et le BMX constituent deux sites, et non un seul comme mentionné dans le dossier de candidature, ce qui porte à 38 le nombre total de sites.

Zone de la ville olympique, à l'ouest de la ville, au nord de l'aéroport Atatürk.

- Noyau de la ville olympique, comprenant 11 sites, ainsi que le village olympique et paralympique, le village des médias, le CIRTV / CPP et le village des officiels techniques
- Noyau d'Esenler, comprenant 3 sites

Zone côtière, sur les rives de la mer de Marmara.

- Noyau d'Ataköy, comprenant 4 sites, parmi lesquels la marina pour la voile
- Noyau de la vieille ville, comprenant 3 sites

Zone du Bosphore, au cœur de la vieille ville, avec des épreuves se déroulant dans les parties européenne et asiatique de la ville.

- Noyau de Taksim, dans la partie européenne, comprenant 2 sites
- Noyau portuaire, dans la partie asiatique, comprenant 6 sites, notamment celui des cérémonies d'ouverture et de clôture

Zone forestière, au nord de la ville.

- Noyau de la forêt de Belgrade, comprenant 5 sites

En plus des sites prévus dans ces zones, 4 sites autonomes viendraient s'ajouter :

- Arène Atasehir pour le volleyball, dans la partie asiatique de la ville
- Sites de football dans les 3 villes co-organisatrices d'Ankara, Antalya et Bursa

Sports et sites de compétition

DISTANCES JUSQU'AUX SITES

En phase avec les plans de développement urbain à long terme et les besoins en matière d'héritage, le concept d'Istanbul prévoit une répartition des sites de compétition dans toute la ville.

Tous les sports se dérouleraient à Istanbul, y compris une partie des matches du tournoi préliminaire de football, et tous les sites se trouveraient dans un rayon de 30 km du village olympique. Grâce à un vaste réseau de voies olympiques et à des mesures de réduction du trafic durant la période des Jeux, Istanbul 2020 indique que le temps de trajet d'un athlète du village olympique aux sites de compétition n'excéderait pas 35 minutes. Toutefois, la commission pense que cette estimation est peut-être optimiste pour les sites les plus éloignés (voir section Transport du présent rapport pour davantage de détails).

Le noyau portuaire, situé dans la partie asiatique de la ville et qui accueillerait 6 sports ainsi que les cérémonies d'ouverture et de clôture, est le site de compétition le plus éloigné.

ÉTAT DE CONSTRUCTION DES SITES

Parmi les 38 sites de compétition proposés :

- 11 sont existants, parmi lesquels 5 nécessiteraient des travaux permanents ;
- 6 seraient temporaires et démontés après les Jeux ;
- 21 seraient des constructions nouvelles permanentes, répondant aux objectifs du Plan national pour les sports, et 10 parmi elles dépendraient des Jeux.

Environ 70% des sites de compétition devraient être construits et, pour plusieurs sites, une préparation préalable du site serait nécessaire avant le début de la construction.

Appartenant à la municipalité d'Istanbul ou au gouvernement national, tous les terrains nécessaires pour les sites des Jeux et l'aménagement olympique ont déjà été garantis.

TOKI, une agence gouvernementale de construction placée sous la supervision directe du bureau du Premier ministre, aurait la responsabilité de tous les projets de construction. Au vu du soutien total du gouvernement et des réalisations de TOKI jusqu'à présent (570 000 unités d'habitation construites ces dix dernières années, ainsi que des sites sportifs), la commission est confiante quant au financement et à la réalisation des constructions, dans le respect des délais, des normes et des meilleures pratiques, et que ces dernières répondraient aux exigences des Jeux. Istanbul 2020 a assuré à la commission que des experts internationaux seraient associés aux différentes étapes de la construction, des premières phases conceptuelles et de planification à la supervision des travaux en cours.

Sports et sites de compétition

Tous les nouveaux sites seraient livrés au COJO d'ici août 2019, ce qui permettrait la tenue d'épreuves tests dans la majorité des sports un an avant les Jeux. Etant donné l'envergure des constructions nécessaires, le processus de supervision serait extrêmement important afin que la livraison de tous les sites au COJO soit garantie.

CARACTÉRISTIQUES DES SITES / DIFFICULTÉS

Tous les sites ont été approuvés par les Fédérations Internationales concernées et le comité de candidature d'Istanbul 2020 a confirmé qu'il :

- réviserait les plans préliminaires de façon à intégrer les exigences opérationnelles des Jeux Olympiques dès les premières phases de la planification ;
- ferait preuve de flexibilité pour procéder à d'éventuels ajustements au programme olympique et/ou à l'horaire des sports et des compétitions ;
- discuterait de l'utilisation optimale des sites et de tout éventuel changement avec le CIO.

À l'exception de l'enceinte de Taksim, les alentours de tous les sites offrent un espace généreux pour aménager les infrastructures olympiques nécessaires.

Des travaux d'infrastructure majeurs seraient nécessaires afin que le noyau forestier, situé au nord de la ville, et le noyau portuaire, sur la rive asiatique du Bosphore, puissent accueillir des sites de compétition.

ÉNERGIE

Le principal fournisseur pour les sites olympiques serait la compagnie turque de distribution d'électricité (TEDAS) et ses entreprises régionales de distribution. L'investissement du gouvernement national d'USD 3 milliards annuels dans l'augmentation des capacités de génération ainsi que le plan quinquennal (2016-2020) visant à augmenter la distribution d'électricité sur tous les sites des Jeux et de leur donner la priorité en termes d'approvisionnement, devraient permettre de répondre tant à la demande à long terme qu'aux exigences identifiées pour les Jeux.

EXPÉRIENCE SPORTIVE

Ces dix dernières années, Istanbul et la Turquie ont accueilli un nombre accru d'événements internationaux, parmi lesquels des championnats du monde, dans les sports olympiques.

Istanbul 2020 s'est engagé à suivre une stratégie visant à continuer d'accueillir des manifestations internationales dans les sports olympiques et paralympiques, et ce dans le but de continuer d'acquérir de l'expérience organisationnelle et de promouvoir les sports moins populaires en Turquie.

Sports et sites de compétition

HÉRITAGE SPORTIF

Le Plan national pour les sports constitue un échéancier robuste, s'étalant sur une période de dix ans (2013-2023). Il vise à promouvoir et développer tous les sports en Turquie afin d'obtenir de plus grands succès sur la scène internationale. Pour atteindre cet objectif, une amélioration des performances est nécessaire et un budget annuel important a été alloué par le ministère de la Jeunesse et des Sports pour le sport de haut niveau.

Dans la plupart des cas, la construction des sites répond à un besoin d'infrastructures sportives supplémentaires généré par la croissance rapide de la population jeune d'Istanbul. Ces constructions sont aussi liées à la décision d'établir un centre d'entraînement olympique à Istanbul.

Village Olympique

EMPLACEMENT / CONCEPT

Istanbul propose un seul village olympique, sur un site de 72 hectares (comprenant une zone résidentielle de 28 hectares), au sein de la zone de la ville olympique, à proximité immédiate du noyau formé autour du stade olympique. Le village comprendrait une enceinte d'entraînement pour les athlètes de 18 hectares, située à proximité de la zone résidentielle. Pour les Jeux Olympiques, 17 500 lits seraient mis à disposition (16 500 pour les besoins des CNO et 1 000 pour des officiels supplémentaires, si nécessaire).

Durant les Jeux Paralympiques, il y aurait 45% de chambres doubles et 55% de chambres simples.

Le village serait constitué de 32 bâtiments, d'une hauteur maximale de dix étages, équipés d'ascenseurs très performants. Pour les Jeux Paralympiques, seuls les étages inférieurs seraient utilisés.

La distance maximale entre les bâtiments résidentiels et le restaurant principal ou le centre de transport serait inférieure à 500 m.

À l'exception des sports pour lesquels les entraînements auraient lieu sur les sites de compétition, tous les entraînements se dérouleraient dans la vaste enceinte d'entraînement des athlètes (composée notamment de pistes d'athlétisme, terrains de hockey, rugby et football et de piscines) ou au centre des congrès CNR proche, à 15 minutes du village. Tous les athlètes participant aux Jeux auraient aussi à leur disposition un centre de récupération se trouvant dans un centre hospitalier adjacent au village.

Tous les athlètes logeraient au village olympique et, selon Istanbul 2020, se trouveraient à 35 minutes ou moins de leur site de compétition (voir section Transport pour davantage de détails).

Dans les villes co-organisatrices (qui accueilleraient certains matches de football), l'hébergement des athlètes et des officiels est garanti dans des hôtels à proximité immédiate des sites de compétition offrant un niveau de services identique à celui du village olympique. Ces athlètes auraient également un lit alloué au village olympique pour la durée des Jeux.

ORGANISATION DU VILLAGE

D'une capacité de 5 000 places assises, le restaurant principal couvrirait une surface de 18 500 m². Il se situerait à côté du centre de transport. Des stands de restauration supplémentaires seraient également disponibles.

Une zone de stationnement réservée, d'une capacité de 1 000 places, serait mise à la disposition des CNO et CNP à proximité immédiate du centre de transport, du restaurant principal et des stands de restauration. Un parking supplémentaire réservé aux invités, d'une capacité de 200 places de stationnement, serait aussi mis à disposition.

Village Olympique

Les palefreniers et les vétérinaires seraient hébergés dans des infrastructures permanentes sur le site des compétitions équestres.

DÉVELOPPEMENT DU VILLAGE

Le terrain nécessaire pour le village olympique appartient au gouvernement national. Des représentants du gouvernement (TOKI) et du COJO travailleraient ensemble à la conception du village. La responsabilité de la construction incomberait à TOKI. La construction débuterait au cours du 2^{ème} trimestre 2017 et se terminerait durant le 1^{er} trimestre 2019. Le village serait ainsi remis au COJO douze mois avant les Jeux.

Le financement du développement du village est entièrement garanti par TOKI et assuré par le gouvernement national.

UTILISATION POST-OLYMPIQUE

Le village olympique serait converti en quartier résidentiel regroupant logements sociaux et logements à prix standard, dont la demande est forte à Istanbul. L'enceinte d'entraînement des athlètes adjacente resterait une infrastructure d'entraînement, comme le prévoit le Plan national pour les sports. Le centre de récupération des athlètes constituerait une partie d'un nouveau complexe de santé.

REMARQUES SUPPLÉMENTAIRES

Le dossier de candidature mentionne une « enceinte CNO » d'une capacité de 1 200 chambres réparties dans huit hôtels et offrant des possibilités d'hébergement supplémentaires pour athlètes et officiels dans la zone du Bosphore. La commission maintient le principe du CIO selon lequel les athlètes devraient loger dans un seul village olympique. Se basant sur les temps de trajet présentés, Istanbul 2020 a confirmé qu'un seul village olympique, situé dans le noyau de la ville olympique, serait mis à la disposition de tous les athlètes. La Commission a confirmé que conformément aux directives du CIO, les COJO ne devraient financer aucun hébergement supplémentaire pour les athlètes et officiels habilités à séjourner au village olympique d'Istanbul sauf si le CIO l'exige.

Jeux Paralympiques

CONCEPT

Istanbul 2020 propose d'utiliser les quatre zones olympiques pour les Jeux Paralympiques. Parmi les 21 sites de compétition au total, dix seraient situés dans la zone de la ville olympique, tout comme le village paralympique, le village des médias et le CIRTV / CPP, sept dans la zone côtière, trois dans la zone du Bosphore et un dans la zone forestière (site autonome pour le tir).

Les Jeux Paralympiques se dérouleraient du 9 au 20 septembre. Les six jours de transition entre la fermeture du village olympique et l'ouverture du village paralympique sont considérés comme suffisants.

La devise « Un pont vers l'harmonie » englobe les piliers paralympiques spécifiques que sont l'intégration, l'accessibilité pour tous, l'héritage, l'inspiration, la sensibilisation au handicap, l'intégration et la diversité.

Istanbul 2020 promet d'être source d'inspiration et d'avancées majeures pour le sport paralympique et au niveau du comportement face aux personnes handicapées. Les Jeux Paralympiques 2020 seraient entièrement intégrés, mais clairement positionnés, et Istanbul 2020 s'engage à garantir un niveau de services identique pour les deux types de Jeux.

Istanbul 2020 prévoit de promouvoir l'accessibilité, la mobilité, la sensibilisation au handicap et de faire évoluer les comportements non seulement à Istanbul, mais aussi partout en Turquie et dans la région au sens large.

BUDGET

Le budget de USD 219,6 millions représente les coûts supplémentaires des Jeux Paralympiques, les dépenses liées aux Jeux Paralympiques étant intégrées dans le budget du COJO et le budget hors COJO.

Le gouvernement national a garanti de financer toute différence entre les recettes et les dépenses paralympiques.

COMITÉ D'ORGANISATION

L'expérience dans l'organisation de manifestations paralympiques a essentiellement été gagnée au niveau national. Le Comité National Paralympique turc a été fondé en 2002 et serait représenté au sein des principaux organes de l'organisation.

La structure organisationnelle serait identique pour les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques. Même si chaque cadre supérieur aurait un domaine de responsabilité explicite pour les Paralympiques, un directeur de l'intégration paralympique aurait une relation directe avec le chef des opérations. La planification et la mise en œuvre de la transition serait assurée par une équipe spécifique dirigée par un directeur de la transition, qui rendrait compte au chef des opérations. Une coopération étroite entre les directeurs mentionnés ci-dessus serait essentielle pour réduire au minimum le temps, les coûts et la complexité de la transition.

Jeux Paralympiques

SPORTS ET SITES

Avec neuf sites situés dans le parc olympique (zone de la ville olympique), Istanbul 2020 indique que 96 % des sites se trouveraient à 30 minutes au maximum du village paralympique.

La tenue de huit épreuves tests paralympiques a été garantie.

Les plans des sites pour les sports actuellement au programme paralympique ont été approuvés par les Fédérations Internationales concernées.

SERVICES AUX JEUX

Hébergement

Les contrats hôteliers pour les Jeux Olympiques couvrent aussi la période des Jeux Paralympiques. Les hôtels spécifiques requis pour les Jeux Paralympiques seraient identifiés vers la fin de la procédure contractuelle. Selon Istanbul 2020, environ 5 000 chambres seraient utilisées et se situeraient principalement dans la vallée des congrès (zone du Bosphore). Le tarif maximal des 850 chambres de la famille paralympique serait de USD 450 pour une chambre 5 étoiles et de USD 250 pour une chambre 4 étoiles. En vertu de la législation en vigueur, 1% des chambres d'hôtel doivent être accessibles et le COJO s'engage à augmenter ce pourcentage grâce à des aménagements temporaires si cela s'avère nécessaire.

Transport

La majorité du système de transports publics, ainsi que la flotte et les stations de trois lignes de métro sont déjà accessibles. Conformément à la loi turque sur le handicap, les arrêts et les wagons de toutes les lignes de métro et de tramway d'Istanbul seront entièrement accessibles d'ici 2015.

Un réseau de voies réservées (192 km) serait déployé durant les Jeux Paralympiques. Toutes les personnes accréditées bénéficieraient de la gratuité des transports publics. Les détenteurs d'un ticket pour une compétition bénéficieraient eux aussi de cette gratuité le jour de la compétition.

Des possibilités de parking pour personnes handicapées seraient à disposition dans tous les noyaux de sites via un système de réservation en ligne. Des bus navettes accessibles circuleraient entre les arrêts et les sites.

MÉDIAS ET COMMUNICATION

Opérations médias

Le CIRTV / CPP utilisé pour les Jeux Olympiques serait également utilisé pour les Jeux Paralympiques, à une échelle adaptée.

Jeux Paralympiques

Communication et promotion des Jeux Paralympiques

Istanbul 2020 prévoit de promouvoir les Jeux Olympiques et Paralympiques par le biais d'un seul programme intégré, tout en garantissant le positionnement des athlètes et des valeurs paralympiques, ainsi que la compréhension de la nature unique du Mouvement paralympique.

Le gouvernement national activerait ses canaux de marketing et de communication afin de garantir une plus grande couverture télévisée des sports paralympiques. D'autres initiatives spécifiques comprendraient des programmes de formation et des campagnes de sensibilisation aux Jeux Paralympiques, ainsi que la tenue d'une Journée paralympique internationale.

Un budget est prévu pour la promotion paralympique, notamment pour la tenue d'activités promotionnelles comme le relais de la flamme paralympique durant la phase de transition.

ASPECTS JURIDIQUES

La législation actuelle, bien établie, et plusieurs initiatives du gouvernement garantissent l'accessibilité et les droits des personnes handicapées, y compris leur accès à la pratique d'un sport.

Hébergement

GÉNÉRALITÉS

Dans un rayon de 50 km d'Istanbul, il existe environ 55 000 chambres d'hôtel (et 9 000 chambres supplémentaires dans des complexes universitaires). Cela garantit un choix d'hébergement suffisant pour les clients des Jeux, spectateurs, visiteurs et main d'œuvre.

Le plan d'hébergement d'Istanbul offre un inventaire de chambres garanties d'environ 46 000 chambres : 24 000 chambres dans 212 hôtels (2-5 étoiles), 2 500 chambres en hébergement universitaire (équivalent à un établissement 2 étoiles) et 19 500 chambres dans trois villages (de type 3 étoiles pour la plupart). Les exigences du CIO sont donc remplies.

Dans un rayon de 10 km du centre des Jeux (vallée des congrès/zone du Bosphore), on ne compte qu'environ 16 000 chambres garanties. Un nombre de 29 000 chambres se trouve dans un rayon de 10 - 50 km du centre des Jeux et plus de 1 000 chambres d'hôtel sont prévues dans les villes co-organisatrices. Cela reflète un plan d'hébergement plutôt dispersé.

TARIFS DES CHAMBRES

Le prix maximal garanti par chambre d'hôtel pour la famille olympique en 2020 serait de USD 450 dans un hôtel 5 étoiles et USD 250 dans hôtel 4 étoiles (jusqu'à deux petits déjeuners, taxes et Wi-Fi inclus).

Istanbul 2020 a confirmé que le tarif des chambres dans les hôtels olympiques serait appliqué dans tout hôtel 4 ou 5 étoiles sélectionné par le CIO (hôtels 5 étoiles+ non inclus). Un poste est prévu au budget du COJO pour combler une différence éventuelle entre les prix pratiqués en 2020 et les prix garantis.

Les tarifs maximaux pour les Jeux 2020 estimés pour les autres groupes clients (qui incluraient jusqu'à deux petits déjeuners, taxes et Wi-Fi) seraient les suivants :

5 étoiles +	USD 1 154
5 étoiles	USD 556
4 étoiles	USD 348
3 étoiles	USD 253

Les tarifs définitifs seraient calculés sur la base de la moyenne des prix pratiqués durant les mois d'août 2015, 2016 et 2017, à laquelle seraient ajoutés l'indice d'inflation et une majoration olympique de 10%. Le tarif définitif pour les clients des Jeux ne serait connu que deux ans et demi avant les Jeux. La devise pour le paiement de l'hébergement auprès du COJO serait l'euro. La formule de calcul des tarifs et la fluctuation du taux de change présentent donc un risque, qui pourrait se traduire par des prix plus élevés que ceux indiqués ci-dessus.

Hébergement

Durant la visite de la commission, Istanbul 2020 a confirmé qu'aucune taxe de réservation ne serait perçue sur aucun groupe de clients, et qu'il n'y aurait aucune durée de séjour minimale.

Les tarifs pour l'utilisation d'espaces fonctionnels ont aussi été négociés.

HÉBERGEMENT DES MÉDIAS

La plupart des représentants des médias seraient hébergés dans le village des médias d'une capacité de 17 000 chambres qui serait construit dans la zone de la ville olympique, à proximité immédiate du CIRTV / CPP et du parc olympique (11 sites de compétition). Près de 2 000 chambres seraient aussi réservées pour les médias dans des hôtels à proximité d'autres sites de compétition.

Le village compterait 16 500 chambres de catégorie 3 étoiles et 500 chambres équivalentes à la catégorie de suites en hôtel 4 étoiles. Toutes les chambres bénéficieraient d'un service de chambre quotidien, de service de restauration en chambre 24h/24, de services de blanchisserie et d'une connexion Internet à haut débit.

Le tarif garanti pour une chambre au village des médias serait d'USD 220 pour une chambre simple et d'USD 110 pour une chambre double occupée par deux personnes. Ces tarifs comprennent le petit déjeuner, les taxes applicables, frais de services et Wi-Fi. Il n'y aurait pas de durée de séjour minimale.

Le développement du village des médias serait confié à TOKI et ferait partie du développement de la ville olympique. Le financement et les garanties des coûts de livraison seraient assurés par le gouvernement national.

Étant donné que le village des médias ferait partie d'un nouveau projet immobilier, il comporterait une variété de restaurants, de boutiques, etc. Au vu de la distance séparant le village des médias du centre-ville, Istanbul 2020 s'engage à mettre à disposition des restaurants temporaires supplémentaires, des boutiques, des bazars, etc., durant les Jeux. Le comité de candidature a confirmé que des discussions auraient lieu avec TOKI au sujet de la conception du village avant la finalisation des plans.

ATTRIBUTION DES CHAMBRES

L'attribution des chambres proposée pour chaque groupe de clients a été effectuée en prenant en considération les différents noyaux de sites et les exigences des clients.

En termes de diversité de chambres, le nombre de chambres à disposition en hôtels 4 - 5 étoiles serait suffisant. Le nombre de chambres en hôtels 3 étoiles semble plutôt bas, mais il serait complété par l'offre d'hébergement supplémentaire dans les villages, à proximité immédiate du parc olympique, pour les médias, les officiels techniques et les officiels supplémentaires des CNO.

Hébergement

REMARQUES SUPPLÉMENTAIRES

Étant donné l'emplacement excentré du village des médias, les médias pourraient avoir besoin de chambres plus proches des sites de compétition pour leur personnel opérationnel. Cela diminuerait le nombre de chambres nécessaires dans le village, mais augmenterait la demande de chambres en hôtel.

Transport

TAILLE DE LA VILLE ET TENDANCES

Avec une population de 13 millions d'habitants, qui devrait atteindre 16 millions d'ici à 2020, Istanbul est la plus grande zone métropolitaine du sud-est de l'Europe, et celle qui connaît la croissance la plus forte. Chaque année, le nombre de véhicules en circulation augmente de 10%. De ce fait, et aussi en raison de la croissance économique enregistrée lors de la dernière décennie, le réseau des transports est mis à l'épreuve par le trafic routier et la demande en transports publics.

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET HÉRITAGE

Ces huit dernières années, Istanbul a investi annuellement USD 1,2 milliard dans l'infrastructure des transports pour gérer l'augmentation de la demande et l'engorgement du trafic. Cet investissement va se poursuivre à l'avenir et s'inscrit dans le « plan directeur pour le transport urbain intégré 2009-2023 ». Ce dernier comprend 18 projets de transport représentant un investissement total d'USD 9,8 milliards (2,3 milliards pour l'amélioration des routes, autoroutes et aéroports et USD 7,5 milliards pour un nouveau système ferroviaire) livrables avant 2020).

Environ 50% de l'investissement total pour le transport concerne des améliorations majeures apportées à la ligne ferroviaire de Marmaray (sur 63 km) dans les parties européenne et asiatique de la ville et au tunnel de 14 km passant sous le Bosphore, dont les travaux devraient être bientôt terminés. Cette ligne ferroviaire sera également reliée à la ligne de train à grande vitesse Ankara - Istanbul. Indépendamment des Jeux, deux extensions (d'une longueur de 13 km) sont prévues à l'est et à l'ouest de la ville, ce qui permettra la connexion avec les deux aéroports d'accès. Si Istanbul est élue ville hôte, une extension de la ligne ferroviaire de Marmaray de 7 km serait réalisée afin de desservir la « ville olympique ».

Des travaux sont actuellement en cours pour doter le réseau du métro d'Istanbul de 43 km de nouvelles lignes.

Les investissements dans le transport ferroviaire sont particulièrement importants puisqu'ils transforment des lignes actuellement autonomes en un système entièrement intégré reliant métro, lignes ferroviaires de banlieue et nationales.

Un nouveau tunnel routier passant sous le Bosphore (le tunnel Eurasia) est également prévu et devrait ouvrir en 2017.

Transport

AÉROPORTS D'ACCÈS

Istanbul est desservie par deux aéroports internationaux :

- l'aéroport international Atatürk, à 25 km à l'ouest du centre-ville, du côté européen, d'une capacité de 45 millions de passagers par an
- l'aéroport international Sabiha Gökçen, à 45 km au sud-est du centre-ville, du côté asiatique, d'une capacité de 32 millions de passagers par an

L'aéroport international Atatürk est relié au centre-ville par le métro et à la ville olympique par la route (16 km). En 2016, la ligne ferroviaire de Marmaray reliera les deux aéroports internationaux et offrira un accès ferroviaire nettement amélioré entre les deux aéroports et le long des zones côtières stambouliotes.

Les deux aéroports disposent de capacités suffisantes pour répondre aux besoins des Jeux Olympiques d'été.

Un troisième aéroport international, d'une très grande capacité (plus de 70 millions de passagers par an), est prévu à 30 km au nord de la zone de la ville olympique et sera également relié par le rail. L'appel d'offre devrait être terminé d'ici le troisième trimestre 2013 et l'ouverture de l'aéroport est prévue pour 2019. Même si cet aéroport n'est pas présenté comme un aéroport d'accès par la candidature, il pourrait être utilisé pour les Jeux, ce qui nécessiterait des modifications de la planification des transports.

CONCEPT DE TRANSPORT POUR LES JEUX

L'ensemble des sites, zones et noyaux prévus pour les Jeux seraient desservis par une infrastructure ferroviaire et routière :

- La zone de la ville olympique (et le noyau d'Esenler) à 28 km au nord-ouest du centre-ville et à 16 km au nord de l'aéroport international Atatürk, il s'agirait du plus gros pôle générateur de trafic des Jeux, avec le village olympique, le village des médias, le CIRTV / CPP et 14 sites de compétition. D'ici 2020, l'accès routier et ferroviaire devrait être nettement meilleur grâce à :
 - l'extension du métro à grande capacité de Marmaray jusqu'à la zone de la ville olympique
 - la connexion d'une ligne de métro existante avec deux nouvelles lignes, l'une allant vers la côte et l'autre vers le centre-ville
 - l'extension de l'autoroute Trans-Europe
 - une nouvelle grande artère reliant la zone de la ville olympique à l'aéroport Atatürk
 - la construction du périphérique de Marmara nord
- La zone forestière, située au nord, est desservie par l'autoroute Trans-Europe et par un service de bus navettes depuis la ligne de métro existante.
- Les noyaux d'Ataköy, de la vieille ville et de Taksim, situés sur la côte, verraient leur accès fortement amélioré grâce à la ligne ferroviaire Marmaray. En outre, les noyaux d'Ataköy et de Taksim seraient chacun reliés par une nouvelle ligne de métro.

Transport

- Le noyau portuaire, du côté asiatique de la ville, serait le deuxième plus gros pôle générateur de trafic, en raison du stade accueillant les cérémonies d'ouverture et de clôture et de six (6) sites de compétition. L'accès à cette zone serait considérablement amélioré grâce :
 - à une nouvelle section de la ligne Marmaray
 - au nouveau tunnel routier Eurasia

L'important programme d'investissement visant à augmenter la capacité et les performances du réseau des transports devrait permettre de répondre à la demande de transport générée par les visiteurs et par l'ensemble des utilisateurs. Néanmoins, au vu des estimations de croissance du trafic, la commission estime que le risque d'engorgement pendant les Jeux reste élevé, en particulier dans la zone côtière et la zone du Bosphore.

TRANSPORTS PUBLICS

Grâce aux améliorations apportées au réseau métropolitain et ferroviaire, 34 des 38 sites olympiques seraient atteignables à pied depuis une gare. Des bus navettes seraient prévus pour les quatre sites restants.

ORGANISATION DES TRANSPORTS ET GESTION DE LA CIRCULATION PENDANT LES JEUX

Les mesures de gestion de la circulation se concentrent sur quatre points principaux :

- Forte augmentation de la fréquentation (20 % actuellement, objectif 50 %) des transports publics grâce à l'amélioration et à l'intégration d'un réseau à grande capacité, constitué de trains de banlieue, métro, tramways, bus et funiculaires à haute performance
- Mise en place d'un réseau de voies olympiques réservées de 210 km sur le réseau étendu d'autoroutes et voies rapides
- Gratuité des transports publics (terrestres et ferry) pour les détenteurs de billets, la main d'œuvre accréditée et la famille olympique, et aucun parking public sur les sites
- Agrandissement du centre de contrôle du transport d'Istanbul et différentes autres mesures de gestion de la circulation, tel un dispositif de circulation alterné entre numéros de plaques d'immatriculation pairs et impairs, afin de diminuer le trafic non inhérent aux Jeux.

DISTANCES ET TEMPS DE TRAJET

Le tableau ci-dessous indique les temps de trajet prévus en 2020 entre le village olympique et les sites de compétition (villes co-organisatrices de football non incluses) :

<10 min	11-20 min	21-30 min*	31-40 min*	>40 min
14	4	11	6	0

Transport

*Comprend les trajets vers les sites du côté asiatique du Bosphore pour lesquels Istanbul 2020 prévoit l'utilisation de « bus pour athlètes » d'une hauteur spécialement limitée, nécessaire pour emprunter le tunnel Eurasia. D'autres bus, y compris les bus des médias, devraient traverser le Bosphore par le pont pour atteindre ces mêmes sites, ce qui augmenterait les temps de trajet depuis le CIRTV / CPP.

Les temps ci-dessus ont été estimés par Istanbul sur la base d'une vitesse moyenne d'environ 60 km/h. Se référant aux expériences lors de Jeux Olympiques passés et aux résultats obtenus avec les systèmes de voies olympiques par le passé, la commission est d'avis que cette estimation est quelque peu optimiste et que les temps de trajet pourraient augmenter.

Les spectateurs, la main d'œuvre et les autres personnes accréditées pourraient profiter du développement majeur du système de transports publics, qui desservirait la plupart des sites olympiques.

Opérations médias

CONCEPT DU CIRTV / CPP

Istanbul 2020 propose un concept d'opérations médias bien structuré répondant aux exigences du CIO et démontrant une bonne connaissance des besoins des médias.

Selon les plans, le CIRTV et le CPP seraient basés dans de nouvelles structures au sein de la zone de la ville olympique, à proximité immédiate du village des médias, dont la capacité prévue est de 17 000 chambres. Le CIRTV / CPP ferait partie de l'enceinte du parc olympique, où se trouveraient 11 sites de compétition et le village olympique.

Le CIRTV se trouverait dans une structure neuve de 85 000 m² à deux étages, avec un troisième étage dans une partie du bâtiment. Le CPP serait installé dans une structure neuve de 50 000 m² à deux étages. Cela répond aux exigences du CIO.

Le CIRTV et le CPP opéreraient comme des structures individuelles, offrant des restaurants et autres possibilités de restauration séparées pour les radiodiffuseurs et la presse écrite mais le complexe CIRTV / CPP contiendrait certains espaces de services partagés. Ce complexe serait construit par TOKI, et le financement garanti par le gouvernement. Après les Jeux, les structures CIRTV / CPP deviendrait un grand centre commercial pour les résidents du quartier futur baptisé « ville olympique ».

Les exigences du CIO sont respectées pour ce qui est du calendrier d'occupation des lieux par le COJO et des places de stationnement.

Istanbul 2020 propose des emplacements de travail supplémentaires pour les radiodiffuseurs accrédités et pour la presse écrite au Centre international des congrès et expositions d'Istanbul (infrastructure existante), qui se situe dans le centre-ville. Il ne s'agit pas d'une exigence du CIO.

TRANSPORT DES MÉDIAS

La plateforme des transports se trouverait dans la zone du parc olympique. Le temps de trajet du CIRTV / CPP aux sites à l'extérieur de l'enceinte de la ville olympique est estimé à moins de 30 minutes pour les sites à l'ouest du Bosphore, et à 40 minutes pour la majorité des sites à l'est du Bosphore.

Les médias bénéficieraient aussi de l'accès gratuit au système de transports publics d'Istanbul.

Environnement

GÉNÉRALITÉS

Le projet d'Istanbul 2020 comprend un nombre considérable de nouveaux sites et infrastructures s'intégrant dans le plan directeur à long terme de cette ville à la croissance rapide. La zone de la ville olympique se trouve au sein d'une zone de développement beaucoup plus grande, qui devrait accueillir 1,5 million de nouveaux habitants ces dix prochaines années.

Actuellement, la ville compte un nombre limité d'espaces verts, en particulier dans les zones développées récemment. Le projet d'Istanbul 2020 a pour but de contribuer de manière significative aux objectifs nationaux en protégeant et restaurant de grands espaces d'héritage naturels et culturels.

Le développement durable serait pris en compte par le biais d'un programme d'envergure très large, qui irait au-delà d'initiatives environnementales et toucherait l'accessibilité, l'inclusion sociale, les modes de vie sains et les programmes liés à l'héritage.

ORGANISATION

Le programme de durabilité du COJO débiterait immédiatement après l'élection de la ville hôte. Il serait géré selon les normes de système de gestion ISO 20121 et certifié par une tierce partie. Un « groupe de pilotage pour l'environnement, la durabilité, l'inclusion et l'accessibilité » serait créé et aurait une fonction de conseiller. La supervision détaillée et la garantie du respect des normes seraient assurées par le partenaire de la mise en œuvre Jeux. Il s'agit d'une structure complexe qui reposerait sur une relation de travail très étroite entre le département de la durabilité du COJO, le partenaire de la mise en œuvre des Jeux et TOKI, l'agence gouvernementale responsable du développement des sites et des infrastructures.

INITIATIVES CLÉS

Les études d'impact environnemental sont exigées par la loi. La construction de tous les nouveaux sites permanents répondrait aux critères de la norme de construction durable reconnue sur le plan international BREAAAM « très bon » ou plus. L'objectif serait aussi d'élever les normes de durabilité dans le secteur de la construction en Turquie.

L'accent serait aussi fortement mis sur la gestion du carbone. Des objectifs spécifiques seraient établis conformément à la participation d'Istanbul au « projet de divulgation des émissions carbone » et se baseraient sur la méthodologie de l'empreinte carbone appliquée par Londres 2012. Des mesures pour réduire ou éviter les émissions seraient surtout prises au niveau de la conception des sites et de leur construction, des transports et des approvisionnements. Le COJO achèterait des crédits carbone afin de compenser les émissions dues aux transports aériens.

Environnement

Istanbul 2020 a pour but de réaliser des Jeux sans déchets, même si ce but paraît très ambitieux. Il s'agirait avant tout de laisser un héritage marqué en améliorant le taux de recyclage et la gestion des déchets en Turquie. Des infrastructures modernes de gestion des déchets en nombre suffisant et une campagne d'éducation et de sensibilisation à ces changements de comportement seraient essentielles pour l'atteinte de cet objectif.

Différentes propositions détaillées d'élaboration d'un code d'approvisionnement durable prenant en compte les aspects sociaux et éthiques de la chaîne d'approvisionnement et des critères environnementaux existent. Cette approche serait novatrice pour la Turquie et il ne serait pas évident de la faire intégrer à des organisations établies qui seraient des fournisseurs des Jeux. Si elle fonctionne, cela constituerait un héritage significatif. Le COJO utiliserait aussi le code d'approvisionnement durable comme critère dans la sélection de ses partenaires locaux et ses détenteurs de licences.

REMARQUES SUPPLÉMENTAIRES

Le noyau d'Esenler (site proposé pour le golf, les sports équestres et pour la deuxième arène de basketball), se trouve dans une zone d'entraînement militaire actuellement inaccessible. Cette zone de l'ouest d'Istanbul est classée « zone importante pour les plantes » ; elle devrait être développée et aménagée avec le plus grand soin afin de maintenir son statut de conservation. Par ailleurs, Istanbul se trouve sur une route migratoire importante pour les oiseaux et ce point devrait aussi être pris entièrement en compte dans l'étude d'impact sur l'environnement détaillée pour les sites clés.

Istanbul et la Turquie ne sont qu'au début de l'apprentissage de la durabilité et le projet 2020 constituerait un véhicule important pour établir de nouvelles normes et approches. Les Jeux pourraient accélérer l'adoption de pratiques durables dans le secteur de la construction, de la gestion des événements et du tourisme en Turquie. En même temps, il s'agit d'un programme ambitieux et plusieurs des mesures proposées n'ont encore jamais été appliquées dans ce contexte. La capacité du COJO à conduire le programme proposé et à soutenir ses partenaires de mise en œuvre serait déterminante pour ce succès.

Sûreté et sécurité

Le gouvernement national, par le biais du ministère de l'Intérieur, assume l'ultime responsabilité de la sécurité. Le gouverneur d'Istanbul, sous les ordres du ministre de l'Intérieur, serait en charge du commandement global des opérations de sécurité durant les Jeux et mettrait sur pied une « direction de la sécurité des Jeux » composée de différentes agences, dont les rôles et les responsabilités ont déjà été établis. La direction serait composée de représentants des unités suivantes :

- Direction de la police d'Istanbul
- Gendarmerie
- Garde côtière
- Services de renseignement
- Services d'urgence et d'aide en cas de catastrophes
- Prestataires privés agréés

Les coûts générés par l'engagement de forces de sécurité privées dans le cadre des opérations de sécurité sur site seraient couverts par le COJO. Le département de la sécurité du COJO assurerait la coordination avec la direction de la sécurité des Jeux.

Le personnel chargé de la sécurité des Jeux serait fourni par des agences gouvernementales et des organisations privées, et compterait environ 43 000 personnes. Ce chiffre inclut quelque 20 000 personnes qui officieraient en tant que gardes de sécurité privés, dont le recrutement pourrait s'avérer compliqué. Istanbul 2020 a confirmé que des officiers expérimentés prêteraient main forte à la formation de gardes de sécurité privés. La police turque, les agences de sécurité du gouvernement, la protection civile et l'armée sont bien entraînées et compétentes sur le plan professionnel.

Le gouvernement a confirmé l'existence d'un poste au budget national pour couvrir une éventuelle augmentation des coûts de sécurité.

Par le passé, la sécurité de la Turquie a été menacée par les activités du PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*). Juste avant la visite de la commission, la direction du PKK a appelé à déposer les armes. Cela représenterait une avancée majeure pour la situation sécuritaire.

La Turquie partage une frontière avec la Syrie. Le conflit en Syrie fait peser des risques pour la sécurité mais les principaux effets semblent se faire ressentir au sud-est du pays.

La Turquie se situe dans une région sujette aux activités sismiques. Istanbul 2020 a confirmé qu'à la suite d'un violent tremblement de terre en 1999, la législation sur la construction a été modifiée afin de répondre à des normes parasismiques très élevées. Ces normes s'appliquent à toutes les nouvelles constructions. De plus, il existe un budget national de USD 40 milliards destiné au « Plan de résistance sismique », actuellement en phase d'application, qui prévoit notamment la restauration d'anciens édifices et installations sportives selon ces normes.

Sûreté et sécurité

Au vu de l'envergure importante du dispositif de sécurité, la commission considère que la planification et les opérations proposées sont adéquates pour permettre le déroulement des Jeux en toute sécurité.

Services médicaux et contrôle du dopage

Istanbul propose un plan complet pour les soins de santé pour les Jeux.

Cinq hôpitaux (4 700 lits) seraient à disposition des athlètes et d'autres groupes de clients du CIO : trois se situeraient à 15 minutes au maximum du village olympique et deux à 15 minutes au plus de la zone du Bosphore. L'un des hôpitaux (2 600 lits) serait un complexe neuf, situé dans la zone de la ville olympique à proximité immédiate du village olympique. Il a été assuré à la commission que la construction de cet hôpital serait achevée en 2015 et qu'il serait pleinement opérationnel durant les Jeux.

Un grand nombre de médecins qualifiés volontaires seraient disponibles. Des cours de premiers secours seraient dispensés à toute la main d'œuvre sur site, ce qui constituerait un bon héritage des Jeux.

Des plans prévoient de centraliser les opérations des centres d'appels des services d'urgence (incendie, police, ambulances). Istanbul a confirmé l'objectif de maintenir à 10 minutes le temps maximal mis par une ambulance pour atteindre le lieu de l'intervention durant les Jeux.

Les médecins d'équipe des CNO seraient autorisés à procurer des soins médicaux sans restriction à leurs délégations durant les Jeux. Il serait exigé que les documents certifiant les qualifications médicales des médecins soient disponibles en turc. Durant la visite de la commission, Istanbul 2020 a confirmé que des services de traduction et d'autres services d'assistance seraient mis à la disposition des CNO afin de faciliter ce processus.

CONTRÔLE DU DOPAGE

La Turquie a ratifié la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport et a signé la Déclaration de Copenhague.

L'organisation nationale anti-dopage turque a été déclarée conforme au Code mondial antidopage.

Istanbul 2020 s'est engagé à fournir un laboratoire temporaire accrédité par l'AMA à Istanbul durant les Jeux.

Aspects juridiques, gouvernance et livraison des Jeux

GARANTIES

Le dossier de candidature et les garanties démontrent une bonne compréhension des exigences du CIO et le respect de ces dernières.

LÉGISLATION / MESURES JURIDIQUES

Promulguée en 1992, la loi olympique turque garantit le financement de l'organisation des Jeux Olympiques à Istanbul et la mise à disposition de services par les différents secteurs du gouvernement pour les Jeux. Le gouvernement a confirmé considérer les lois actuelles comme adéquates, mais s'est dit prêt à procéder, si nécessaire, à des amendements pour faciliter l'organisation des Jeux.

Le gouvernement national et toutes les villes concernées se sont engagés à prendre les mesures nécessaires afin de garantir que la ville d'Istanbul remplisse entièrement ses obligations.

Comme exigé par le CIO, les propriétés olympiques et paralympiques sont protégées par la loi sur la propriété intellectuelle et par la loi olympique.

PERMIS DE TRAVAIL

En collaboration avec les autorités compétentes, Istanbul 2020 mettrait en place une procédure accélérée afin de faciliter la délivrance de permis de travail aux différentes parties prenantes.

Le ministère du Travail et de la Sécurité sociale a fourni une garantie selon laquelle le personnel travaillant dans le cadre des Jeux obtiendrait une autorisation rapide d'entrée temporaire en Turquie. Le ministère collaborerait avec Istanbul 2020 à la coordination et la simplification du traitement de toutes les demandes de permis de travail afin de délivrer ces permis dans les cinq jours suivant la réception de la demande durant les années de préparation des Jeux.

STRUCTURE DU COJO ET TRANSITION

a) Gouvernement

La loi olympique offre les dispositions nécessaires à l'organisation des Jeux à Istanbul. En vertu de cette loi, tous les secteurs gouvernementaux nécessaires seraient entièrement intégrés au sein du COJO et contribueraient directement à la mise en œuvre des Jeux.

Aspects juridiques, gouvernance et livraison des Jeux

b) Organe directeur

La loi olympique prévoit aussi un système de gouvernance à deux niveaux, tous deux placés sous la supervision directe du Premier ministre : un conseil olympique dirigé par le ministère de la Jeunesse et des Sports, qui détiendrait l'ultime pouvoir décisionnel, et un conseil d'administration du COJO, dont le président serait nommé par le ministère de la Jeunesse et des Sports, sur recommandation du CNO. Le conseil d'administration du COJO serait responsable de la livraison des Jeux et de la coordination de tous les aspects liés aux Jeux. Le conseil olympique et le conseil d'administration du COJO auraient chacun leur propre statut juridique et obtiendraient des fonds tel que prévu par la loi olympique.

c) Opérations

Quatre directions (sécurité, transports, Jeux Olympiques et construction) auraient la responsabilité de la mise en œuvre opérationnelle des Jeux. Les directeurs de ces quatre entités seraient nommés respectivement par le gouverneur d'Istanbul, le maire d'Istanbul, le conseil d'administration du COJO et le président de TOKI (l'agence gouvernementale pour les projets de construction). Chaque direction aurait des collaborateurs se consacrant au projet olympique. Selon le comité de candidature, les directions seraient progressivement toutes basées à Istanbul.

Les directions rapporteraient au conseil d'administration COJO. En conséquence, contrairement aux pratiques de Jeux passés, certaines responsabilités assumées habituellement par le COJO incomberaient cette fois directement aux secteurs gouvernementaux, par le biais de ces directions. Ce concept permettrait une bonne utilisation des ressources gouvernementales actuelles et faciliterait les processus de prise de décisions politiques et la délivrance d'autorisations nécessaires pour la livraison des Jeux.

Si Istanbul est élue ville hôte des Jeux de 2020, il serait important que les directions collaborent et coopèrent étroitement et que le conseil d'administration du COJO affiche un leadership opérationnel très fort, afin de pouvoir agir en tant qu'autorité décisionnelle vis-à-vis des parties prenantes olympiques.

Soutien politique et public

POPULATION

La Turquie est une république parlementaire. Elle compte une population d'environ 73 millions d'habitants, dont 13 millions vivent à Istanbul.

ÉCONOMIE NATIONALE

La Turquie est la 17^{ème} économie mondiale. Grâce à une croissance économique rapide, son PIB nominal a presque quadruplé ces dix dernières années. Pour la période 2013 - 2016, *l'Economist Intelligence Unit* prévoit un taux de croissance annuel de l'ordre de 4 à 5 % (état au mois d'avril 2013).

Le Fonds monétaire international indique un PIB nominal d'USD 794 milliards (2012) et un PIB nominal par habitant d'USD 11 000 (2012).

La commission estime que l'économie turque serait capable d'assumer le développement des infrastructures nécessaires à l'organisation des Jeux.

SOUTIEN

En tant que priorité nationale, le projet bénéficie de l'entier soutien de tous les niveaux du gouvernement. Cela est souligné par les engagements pris par le Premier ministre, la grande assemblée nationale de Turquie, différents ministres du gouvernement, le maire et le gouverneur d'Istanbul, ainsi que les gouverneurs des villes co-organisatrices du tournoi de football. Ce soutien a été réitéré lors des présentations de plusieurs représentants de haut rang du gouvernement durant la visite de la commission.

La candidature a le soutien de tous les grands partis politiques, du secteur privé, de la Chambre de commerce d'Istanbul, des syndicats et de nombre d'ONG. Selon Istanbul 2020, il n'existe aucune opposition significative au projet.

Les Jeux bénéficieraient de la loi olympique en vigueur, qui a été modifiée en 2011 afin de garantir que les mesures applicables aux Jeux Olympiques le soient aussi aux Jeux Paralympiques et qu'un représentant du Comité National Paralympique siège au conseil d'administration du COJO. La loi est complétée par le Plan national pour les sports.

La répartition des responsabilités relatives à la mise en œuvre des Jeux entre les différents niveaux de gouvernement a été convenue comme suit :

- Le gouvernement national financerait 100 % des coûts de construction des sites de compétition permanents, du village olympique, du CIRTV / CPP et du village des médias et fournirait gratuitement au COJO tous les services de sécurité, de santé, de douane, d'immigration et autres services gouvernementaux.

Soutien politique et public

- Toutes les constructions permanentes seraient livrées par TOKI, l'agence gouvernementale de construction rendant compte directement au Premier ministre.
- La responsabilité statutaire, financière, de planification et des opérations de la sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques relève du gouverneur d'Istanbul et des gouverneurs des villes co-organisatrices dans leurs villes respectives.
- Chaque niveau du gouvernement réaliserait les développements d'infrastructures routières et ferroviaires conformément à ses responsabilités juridictionnelles.

Le sondage d'opinion publique commandé par le CIO révèle une adhésion au projet d'accueillir les Jeux Olympiques 2020 de 83% à Istanbul et de 76% dans le reste du pays.

Marketing

PROGRAMME DE MARKETING CONJOINT

La ville d'Istanbul et le Comité National Olympique turc ont conclu un accord sur le programme de marketing conjoint conforme aux prescriptions du CIO.

Comme l'exige le CIO, la ville d'Istanbul et le Comité National Paralympique turc ont signé un engagement à conclure un programme de marketing conjoint pour les Jeux Paralympiques, et un budget a été alloué à cet effet.

PANNEAUX D’AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément aux prescriptions du CIO, Istanbul 2020 a apporté des garanties relatives aux espaces publicitaires dans les aéroports, les transports publics et les zones extérieures dans les différentes parties d'Istanbul concernées par les Jeux et dans les villes co-organisatrices. Ces garanties seraient effectives du 7 juillet au 21 septembre 2020. La garantie s'appliquerait aussi aux espaces du troisième aéroport d'Istanbul, actuellement en planification.

Istanbul 2020 a approché les propriétaires d'espaces dans le but que tous les espaces non vendus soient mis à disposition du CIO et d'Istanbul 2020 gratuitement pour promouvoir la marque olympique durant les sept ans de préparation.

PROTECTION DES DROITS

La propriété intellectuelle olympique est protégée en Turquie par la Loi olympique existante et par le décret-loi sur la protection des marques n° 556. Selon Istanbul 2020, la législation actuelle et la pratique juridique permettent aux tribunaux d'ordonner des mesures expresses dans les cas de marketing sauvage. Le comité de candidature estime que ces mesures sont suffisantes dans l'optique des Jeux mais, comme exigé, tous les niveaux de gouvernement se sont engagés à adopter des mesures législatives supplémentaires d'ici janvier 2016, si nécessaire.

BILLETTERIE

Les recettes de la billetterie sont estimées à USD 409 millions pour les Jeux Olympiques et USD 34 millions pour les Jeux Paralympiques. Le comité de candidature prévoit la vente de 6,4 millions de billets pour les Jeux Olympiques (pourcentage de vente de 80 %) et de 1,9 million de billets pour les Jeux Paralympiques (pourcentage de vente de 63 %).

Les billets les moins onéreux coûteraient USD 10 et 14 % des billets coûteraient moins de USD 20. Le prix moyen du billet, toutes épreuves confondues, serait d'USD 57. Le prix moyen d'un billet pour les Jeux Paralympiques serait d'USD 16.

Marketing

Le comité de candidature a identifié différentes stratégies pour garantir de remplir les stades, notamment :

- des tarifs abordables, comparables aux prix actuels des manifestations sportives en Turquie
- gratuité des transports publics locaux pour les détenteurs de billets et accès aux sites de compétition par transports publics
- activités promotionnelles spécifiques pour les épreuves pour lesquelles la demande est susceptible d'être plus basse
- systèmes de gestion de la billetterie permettant un recyclage facile et efficace des billets.

Au vu de la taille du marché turc, de la stratégie tarifaire adoptée et de la passion pour le sport, la commission estime que ces objectifs sont atteignables.

PARRAINAGES LOCAUX ET LICENCES

Istanbul 2020 estime à USD 653 millions les recettes générées par les parrainages nationaux. Les parrainages paralympiques rapporteraient USD 22 millions supplémentaires. Les valeurs moyennes projetées pour chacune des catégories de parrainage sont plus basses que lors de Jeux Olympiques d'été récents, reflétant une approche budgétaire prudente. Au vu des estimations de croissance économique de la Turquie, de la puissance de son secteur des affaires et de l'intérêt du monde des affaires à s'engager pour les Jeux, qui a été démontré de façon évidente durant la visite de la commission, la commission pense que ces estimations sont modestes.

Les revenus générés par la vente de marchandises sous licence sont estimés à USD 47 millions, auxquels viendraient s'ajouter USD 3 millions pour les marchandises paralympiques. Ces objectifs sont considérés comme atteignables pour le marché turc.

Finance

BUDGET DU COJO

Istanbul propose un budget équilibré présentant des recettes et des dépenses d'USD 2,9 milliards, sur la base d'estimations en USD 2012. Une réserve d'USD 244 millions (8,4 % des dépenses totales) pour imprévus est incluse au budget.

Istanbul 2020 estime à environ 5 % le taux d'inflation moyen d'ici à 2020, ce qui est nettement plus bas que les taux enregistrés en Turquie ces dix dernières années. Le taux de change employé était de 1,00 TRY = 0,57 USD.

Le budget d'Istanbul 2020 pour les Jeux comprend les recettes suivantes :

	USD	
	2012 (Millions)	%
CONTRIBUTION CIO	531,5	18,3
PROGRAMME TOP	225,4	7,8
PARRAINAGES NATIONAUX	653,2	22,5
BILLETTERIE	409,4	14,1
LICENCES	47,1	1,6
SUBVENTIONS GOUVERNMENTALES	552,9	19,1
AUTRES RECETTES	482,1	16,6
RECETTES TOTALES	2 901,6	100,0

Conformément aux directives du CIO, aucune dépense en capital n'est comprise dans le budget du COJO. Le budget d'Istanbul 2020 prévoit les dépenses suivantes :

	USD	
	2012 (Millions)	%
TECHNOLOGIE	431,0	14,9
MAIN D'ŒUVRE DES JEUX	267,5	9,2
SITES, VILLAGES ET AUTRES INSTALLATIONS	843,4	29,1
CÉRÉMONIES ET CULTURE	140,3	4,8
TRANSPORT	106,2	3,7
JEUX PARALYMPIQUES	219,6	7,6
PUBLICITÉ ET PROMOTION	123,6	4,3
ADMINISTRATION ET AUTRES	526,2	18,1
IMPRÉVUS	243,8	8,4
DÉPENSES TOTALES	2 901,6	100,0

Finance

La majorité des sites à Istanbul seraient des constructions neuves, mises à la disposition du COJO sans frais de location, ce qui contribuerait à réduire le coût des constructions temporaires. D'un autre côté, un grand village des médias augmenterait les coûts opérationnels. Certains points, notamment la main d'œuvre et certains secteurs de services employant beaucoup de personnel, reflètent les barèmes salariaux généralement inférieurs en Turquie.

Le gouvernement national s'est engagé à verser USD 553 millions de subventions. Le budget COJO bénéficierait du fait que certains coûts, comme les transports publics pour les personnes accréditées et les détenteurs de billets ou des dépenses liées à la durabilité, incombant habituellement au COJO, seraient cette fois assumés par les partenaires du gouvernement.

Le COJO travaillerait très étroitement avec le gouvernement national et la municipalité. Certains domaines des relations commerciales entre les parties, par exemple le détail de l'accord sur l'utilisation des sites, seraient traités après l'élection de la ville hôte. Un partenariat efficace entre les différentes parties, définissant clairement les rôles et les responsabilités de chacune, serait primordial pour une organisation efficace des Jeux.

Istanbul 2020 a estimé la contribution du CIO et les recettes du programme TOP à USD 532 millions et USD 225 millions respectivement, et ce sur la base du taux d'inflation mentionné ci-dessus.

Le comité de candidature a estimé à 40 % (USD 222 millions) la part des parrainages nationaux sous forme d'avantages en nature. Cette valeur estimée ainsi que la valeur estimée des avantages en nature du programme TOP ont été entièrement prises en compte dans le budget des dépenses.

BUDGET HORS COJO

Le montant des dépenses en capital hors COJO s'élève à USD 16,8 milliards. Plus de la moitié de ces dépenses (USD 9,76 milliards) concerne la construction de routes et de voies ferrées. USD 2,9 milliards seraient alloués à la construction des sites de compétition et d'entraînement. USD 348 millions sont prévus pour le village olympique et USD 617 millions pour le village des médias. USD 975 millions seraient investis dans les infrastructures électriques. Le gouvernement financerait USD 15 milliards du budget total et USD 1,8 milliard proviendrait du secteur privé.

La grande majorité des dépenses en capital hors COJO est planifiée indépendamment des Jeux et USD 3 milliards ont déjà été investis. Les dépenses supplémentaires liées aux Jeux, qui auraient donc lieu uniquement si Istanbul était élue ville hôte, seraient de USD 1,1 milliard.

Des garanties sans équivoque du financement de la construction ont été apportées par le gouvernement national.

Finance

Le budget opérationnel hors COJO est d'USD 2,63 milliards et est réparti parmi différents services gouvernementaux. Ce chiffre comprend USD 1,36 milliard pour la sécurité et USD 600 millions pour le partenaire de mise en œuvre olympique. La quasi-totalité du budget opérationnel hors COJO proviendrait de sources gouvernementales. Le coût en capital supplémentaire pour les Jeux est estimé à USD 1,82 milliard (69 %).

GARANTIES FINANCIÈRES

Le gouvernement national et le gouvernement local ont garanti de mettre gratuitement à la disposition du COJO tous les services de sécurité, de santé, de douane, d'immigration et autres services relevant de leur compétence, conformément à leurs responsabilités juridictionnelles. Par ailleurs, ils mettraient gracieusement à la disposition du COJO les sites qui leur appartiennent.

Le gouvernement national apporterait au projet un solide soutien financier par les moyens suivants :

- Garantie couvrant tout déficit économique éventuel du COJO
- Subventions allouées au budget du COJO
- Financement du COJO au début des activités de ce dernier

TAXES

La loi olympique offre un cadre clair et général pour l'exonération de taxes sur les activités liées aux Jeux.

L'importation, l'utilisation et l'exportation de biens requis par le CIO, les FI, les CNO et leurs délégations, les télédiffuseurs, la presse écrite, les photographes, les partenaires et les fournisseurs, seraient exemptes de taxes douanières.

La TVA pourrait être remboursée aux entités étrangères liées aux Jeux, mais des procédures accélérées et simplifiées devraient être mises sur pied à cet effet.

RÉSUMÉ FINANCIER

Le COJO présente un budget équilibré et garanti d'USD 2,9 milliards incluant des subventions du gouvernement national.

La part des investissements gouvernementaux prévus au budget hors COJO est très importante et constitue un objectif ambitieux pour l'amélioration des infrastructures de la ville. La compréhension des exigences liées à l'organisation des Jeux est bonne. Si de nombreux investissements sont en cours ou planifiés indépendamment des Jeux, le niveau des investissements futurs pourrait varier en fonction des résultats de l'économie turque à l'avenir.

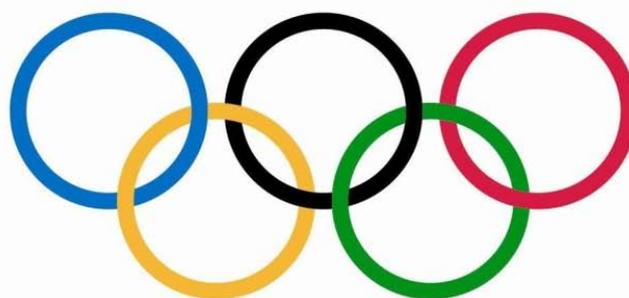
Finance

Le gouvernement national a fourni des garanties financières très claires et sans équivoque tant pour le budget du COJO que pour le budget hors COJO.

Toutes les garanties financières requises ont été fournies.



TOKYO ● 2020
CANDIDATE CITY



Vision, concept et héritage

VISION

En tant que ville moderne et dynamique qui dessine les tendances mondiales et, dans le même temps, conserve un profond respect pour son histoire et sa culture, Tokyo entend offrir des Jeux bien organisés et sûrs, lesquels associeraient culture de l'innovation et valeurs traditionnelles sous le mot d'ordre "Découvrez demain".

La vision des Jeux est de créer une célébration d'exception au cœur de la ville qui contribuerait au renforcement des valeurs olympiques et démontrerait les avantages du sport à la nouvelle génération, comme les Jeux Olympiques de 1964 à Tokyo l'avaient fait. L'ambition de Tokyo 2020 est d'utiliser le pouvoir du sport pour apporter de l'espoir aux Japonais et promouvoir l'esprit national, l'unité et la confiance, en particulier suite à l'important séisme et au tsunami qu'a connus l'Est du Japon en mars 2011.

La vision des Jeux du comité de candidature de Tokyo 2020 est en parfaite harmonie avec la stratégie urbaine à long terme baptisée "Tokyo Vision 2020" du gouvernement métropolitain de Tokyo, laquelle planifie plus en détail le réaménagement de la baie de Tokyo et a pour objectif de créer une société où tout un chacun pourrait faire du sport et adopter un mode de vie plus sain.

CONCEPT

Tokyo propose que les Jeux Olympiques de 2020 se déroulent du vendredi 24 juillet au dimanche 9 août, ces dates ayant été choisies pour des raisons météorologiques et parce qu'elles correspondent à la période des vacances, ce qui permettrait de garantir un nombre maximal de spectateurs et une circulation minimale.

La ville propose un concept des Jeux compact, avec des sites tous (à l'exception des sites pour les matchs préliminaires de football) localisés à Tokyo. La majorité des sites se trouveraient au cœur de la ville et le village olympique serait à l'intersection des deux zones des Jeux :

La zone héritage regorge d'éléments durables hérités des Jeux Olympiques de 1964 et accueillerait le stade olympique ainsi que les hôtels du CIO.

La zone de la baie de Tokyo serait construite dans le respect de l'eau, de l'écologie et de la biodiversité. Elle comprendrait le CIRTV/CPD ainsi que les principaux logements pour les médias.

Tokyo disposant de l'un des meilleurs réseaux de transports publics du monde en termes de modernité et d'efficacité, l'essentiel des groupes de clients bénéficieraient de temps de trajet courts. Le concept repose sur la possibilité pour Tokyo de créer un centre-ville entièrement consacré à la célébration des Jeux.

Vision, concept et héritage

HÉRITAGE

Les plans relatifs à l'héritage sont bien pensés. Ils comprennent des initiatives sur les plans structurel, social et environnemental. Une "commission pour l'héritage olympique" serait créée et chargée de veiller à l'utilisation post-olympique des sites et de coordonner, conseiller et superviser l'héritage tangible et intangible. La commission serait un organe indépendant dont le Comité National Olympique japonais serait le secrétariat.

Bon nombre d'aspects de l'héritage structurel sont liés au développement de la zone de la baie de Tokyo qui inclurait de nouveaux sites de sport, loisirs et divertissement. Tokyo indique que l'accueil des Jeux Olympiques de 2020 permettrait de redoubler d'efforts pour promouvoir le sport au service des personnes handicapées.

Les Jeux Olympiques de 1964 à Tokyo ont laissé un héritage sportif qui a duré 50 ans à la ville de Tokyo. À travers l'organisation des Jeux de 2020, Tokyo entend faire perdurer cet héritage pour les générations à venir.

La stratégie de Tokyo en termes d'héritage comprend aussi la transformation d'une partie du village olympique en une "Esplanade des nations", laquelle deviendrait une plateforme mondiale pour la recherche, l'organisation d'événements et les projets de coopération.

COMMUNICATION

Lors de la visite de la commission, Tokyo 2020 a précisé sa stratégie de communication et donné de plus amples détails sur le budget général alloué à cette dernière. La commission a jugé l'ensemble satisfaisant. La stratégie de communication pourrait compter sur la solide base du Japon en termes de technologie de l'information et largement se concentrer sur la communication en ligne/électronique et les médias numériques.

La commission a indiqué que si Tokyo devait être élue ville hôte, il serait important que les efforts de communication débutent immédiatement afin de développer la vision et de veiller à ce que le pays tout entier partage l'enthousiasme des Jeux.

CULTURE, ÉDUCATION, CÉRÉMONIES ET ACTIVITÉS ORGANISÉES EN VILLE

La culture, l'éducation, les cérémonies et les activités en ville de Tokyo montreraient le dynamisme actuel et l'esprit d'innovation du Japon, sans oublier la riche culture et les traditions du pays.

Le comité de candidature de Tokyo 2020 envisage de lancer un "Programme des jeunes créateurs autour de l'art et de l'Olympisme" afin de soutenir les jeunes artistes du monde entier. Les programmes culturels lancés avant les Jeux culmineront pendant les Jeux avec le Festival des arts et de la culture de Tokyo 2020, dont le but serait d'associer le travail de jeunes artistes internationaux à la culture japonaise.

Vision, concept et héritage

Bon nombre de sites en milieu ouvert, des célébrations communautaires et des événements culturels sont prévus, et seraient largement gérés et financés par le gouvernement métropolitain de Tokyo, en coopération avec le COJO. Les sites en milieu ouvert dans les parcs les plus célèbres seraient liés aux sites en milieu ouvert dans des zones frappées par le tremblement de terre et le tsunami de 2011. Afin de contribuer à la création d'une ambiance festive dans la ville, des volontaires et de jeunes artistes de rue animent des "fan trails" (routes des fans) entre les sites et les plateformes de transport.

S'agissant du volet éducatif, des efforts considérables ont été déployés pour développer la pratique du sport dans les écoles. Tokyo 2020 a pour ambition d'élargir certains des programmes lancés par Londres 2012 et les précédents COJO, tels que le jumelage de CNO avec des écoles au Japon et des programmes de développement au niveau international. À des fins d'échange culturel et financés par le budget hors COJO, des camps de la jeunesse seraient organisés trois ans avant les Jeux avec plus de 600 participants. De plus amples détails, tels que le lieu, la durée et la sélection des participants seraient discutés avec le CIO si Tokyo devait être élue. Tokyo envisage aussi d'introduire des programmes scolaires portant sur les Jeux Paralympiques dès 2013 et jusqu'aux Jeux afin de sensibiliser à la question du handicap. En général, les plans pour l'éducation paraissent conceptuels et la commission estime que le budget qui y est consacré est plutôt bas.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture devraient se dérouler dans un nouveau stade de 80 000 places, lequel serait construit indépendamment des Jeux sur le site du stade des Jeux Olympiques de 1964. Le thème global des deux cérémonies serait "Découvrez demain" et associerait la culture moderne et les traditions du Japon.

Alors qu'une plus grande attention devrait être accordée à la mobilisation du pays autour des Jeux, en particulier à l'approche de 2020, Tokyo et le Japon aiment le sport, possèdent une histoire et une culture riches qui seraient certainement des facteurs très positifs pour promouvoir les Jeux aussi bien au Japon qu'à l'étranger.

Sports et site de compétition

CONCEPT SPORTIF

Le concept sportif repose sur la vision stratégique à long terme de Tokyo en termes de sports et de développement des loisirs dans le centre-ville et a été conçu dans ce sens. Le concept comprend l'utilisation de sites emblématiques des Jeux de 1964, ainsi que la modernisation et le développement de la zone de la baie de Tokyo, également centrale.

Tous les sports, à l'exception des matchs préliminaires de football, se dérouleraient à Tokyo dans 36 sites de compétition*, localisés comme suit :

* Le cyclisme sur route est considéré par la commission comme un site, et non comme deux sites, tel qu'indiqué dans le dossier de candidature, ce qui porte le nombre de sites de compétition à 36.

Zone héritage - 6 sites de compétition :

- Enceinte du stade olympique (2 sites de compétition, avec le stade olympique utilisé pour les cérémonies d'ouverture et de clôture)
- Noyau central du palais impérial (2 sites de compétition)
- 2 sites autonomes pour le handball et la boxe

Zone de la baie de Tokyo – 21 sites de compétition :

- Waterfront Plazas (9 sites de compétition)
- Enceinte de Dream Island (6 sites de compétition)
- Noyau de Sea Forest (4 sites de compétition)
- 2 sites autonomes pour le hockey et le slalom en canoë-kayak

À Tokyo, mais en dehors de ces deux zones, il y aura en outre le noyau de la forêt Musashino (3 sites de compétition) et 2 sites autonomes pour le golf et le tir.

Quatre sites de compétition sont situés en dehors de Tokyo pour les matchs préliminaires de football : Yokohama, Saitama, Miyagi, et Sapporo.

DISTANCES JUSQU'AUX SITES

Tokyo présente un projet compact, avec 85 % des sites de compétition et 70 % des sites d'entraînement situés dans un rayon de 8 km du village olympique.

Les athlètes pourraient bénéficier de temps de trajet courts car la majorité des sites seraient à moins de 20 minutes du village olympique. Le golf, le noyau de la forêt Musashino (pentathlon moderne, football et cyclisme sur route) ainsi que le site prévu pour le tir nécessiteraient des temps de trajet plus longs (voir la section transport pour plus de détails).

Sports et sites de compétition

ÉTAT DE CONSTRUCTION DES SITES

Il n'y a aucun risque concernant l'acquisition des terrains car tous les terrains requis pour les sites ont d'ores et déjà été garantis. Le gouvernement métropolitain de Tokyo est en charge de la plupart des travaux de construction des sites.

Sur les 36 sites de compétition proposés :

- 15 existent, 13 sont en excellent état et deux nécessiteraient des travaux permanents;
- 10 sites seraient des sites temporaires, démontés après les Jeux;
- 9 sites seraient de nouveaux sites permanents dont la construction dépendrait des Jeux;
- 2 sites sont prévus indépendamment des Jeux, notamment le nouveau stade olympique qui sera construit par le gouvernement japonais par le biais du Conseil japonais du sport.

Malgré l'importance du programme de construction, la commission est convaincue que les travaux seraient terminés à temps et que Tokyo possède la capacité financière nécessaire pour les réaliser grâce notamment au fonds de réserve pour l'organisation des Jeux du gouvernement métropolitain de Tokyo. Ce fonds s'élève à USD 4,5 milliards et a été prévu pour la construction des sites (voir également la section finances de ce rapport).

Lors de sa visite, la commission a reçu le calendrier révisé et les garanties correspondantes s'agissant des dates d'accès du COJO aux différents sites de compétition. Tous les nouveaux sites sportifs permanents seraient terminés d'ici mai 2019, ce qui laisserait suffisamment de temps au COJO pour organiser des épreuves tests et réaliser les aménagements olympiques.

CARACTÉRISTIQUES DES SITES / DIFFICULTÉS

Tous les sites ont été approuvés par les Fédérations Internationales concernées et Tokyo 2020 a confirmé qu'il :

- réviserait les plans préliminaires de façon à intégrer les exigences opérationnelles des Jeux Olympiques dès les premières phases de la planification ;
- ferait preuve de flexibilité pour procéder à d'éventuels ajustements au programme olympique et/ou à l'horaire des sports / compétitions ;
- discuterait de l'utilisation optimale des sites et de tout éventuel changement avec le CIO.

La commission estime que trois sites emblématiques existants des Jeux de 1964 localisés dans la zone héritage (centre-ville) et que Tokyo propose d'utiliser pour accueillir les épreuves de judo, tennis de table et boxe présenteraient un certain nombre de difficultés du point de vue opérationnel, étant donné l'espace limité autour de ces sites.

Sports et sites de compétition

Dans la zone de la baie de Tokyo, un vaste espace est disponible, lequel serait d'une grande utilité pour faciliter les installations d'infrastructure des sites. Cet espace comprend au moins quatre vastes enceintes, chacune incluant plusieurs sites. Toutefois, Tokyo 2020 devrait définir avec soin l'utilisation des espaces afin d'optimiser l'expérience et les services aux spectateurs dans chaque enceinte.

ÉNERGIE

La compagnie d'électricité de Tokyo (TEPCO) est actuellement le principal fournisseur d'électricité de ce qui serait la région olympique de Tokyo. Immédiatement après le séisme de mars 2011, TEPCO a connu une réduction significative de sa capacité d'alimentation en électricité. Néanmoins dès juillet 2012, avec l'aide du gouvernement national, TEPCO est revenue aux niveaux de production d'électricité ou au-dessus des niveaux d'avant mars 2011.

Le gouvernement national entreprend des réformes pour l'ensemble du secteur énergétique national. Parmi les réformes envisagées, citons la libéralisation des marchés pour la production d'électricité, la transmission/la distribution et la vente au détail. Il y a une continuelle actualisation et expansion des systèmes de transmission, notamment une meilleure inter-connectivité, ce qui améliore la qualité et la stabilité de l'électricité.

Les conditions sont actuellement suffisantes pour accueillir les Jeux et devraient vraisemblablement continuer à s'améliorer d'ici à 2020.

EXPÉRIENCE SPORTIVE

Tokyo et le Japon ont accueilli des événements internationaux majeurs dans 27 sports olympiques ces dix dernières années.

HÉRITAGE SPORTIF

L'utilisation et la rénovation de sites existants permettraient de faire revivre l'héritage des Jeux Olympiques de 1964. Les 11 nouveaux sites permanents, dont certains seraient utilisés après les Jeux comme centres d'entraînement nationaux, permettraient quant à eux de jeter des bases à long terme pour la pratique des sports concernés au Japon.

Si Tokyo se voyait accorder l'organisation des Jeux de 2020, le gouvernement, par le biais du Conseil japonais du sport, envisage de doubler le financement annuel accordé aux programmes de sport d'élite pour tous les sports olympiques et paralympiques.

Village Olympique

EMPLACEMENT / CONCEPT

Tokyo propose un seul village olympique pour les athlètes et officiels sur un site de 44 hectares avec un emplacement attrayant sur les quais. L'expérience des athlètes serait encore favorisée grâce à la proximité du village avec le centre-ville. Pour les Jeux Olympiques, 17 000 lits (16 000 pour les besoins des CNO et 1 000 lits supplémentaires pour les officiels si nécessaire) seraient proposés.

Pendant les Jeux Paralympiques, 8 000 chambres individuelles seraient utilisées.

Les bâtiments oscilleraient entre 10 et 27 étages, dont la plupart compterait 10 et 14 étages, tous desservis par des ascenseurs très performants. Pendant les Jeux Olympiques, les athlètes et officiels occuperaient les 14 premiers étages et le rez-de-chaussée serait utilisé pour des bureaux réservés aux CNO. Pendant les Jeux Paralympiques, les 10 premiers étages seraient utilisés. La commission a noté qu'une attention particulière devrait être portée sur la planification, notamment s'agissant de la capacité des ascenseurs (le nombre de fauteuils roulants par ascenseur devant encore être calculé).

La distance de chaque tour jusqu'au restaurant principal et au centre de transport serait inférieure à 550 mètres.

La zone résidentielle comprendrait une piste de course le long des quais ainsi que des piscines. Étant donné la configuration en bordure de mer, le comité de candidature de Tokyo 2020 a confirmé que les mesures de sécurité nécessaires seraient prises, aussi bien sur terre que sur mer.

Tous les athlètes pourraient être hébergés au village olympique, à l'exception de certains footballeurs. Tokyo 2020 indique que la majorité des athlètes seraient à moins de 20 minutes de leur site de compétition. Les temps de trajet les plus longs concerneraient les sites pour le tir et le golf, lesquels seraient respectivement à 40 et 55 minutes du village.

L'hébergement des athlètes et des officiels dans les villes co-organisatrices des matchs de football a été garanti dans des hôtels proches des sites de compétition, avec le même niveau de services que ceux proposés au village olympique. Les athlètes disposeraient également d'un lit au sein du village olympique pendant toute la durée des Jeux.

ORGANISATION DU VILLAGE

Avec une capacité de 5 000 places assises, la surface du restaurant principal serait de 10 000 m². Le restaurant principal serait situé près du centre de transport. Des stands de restauration supplémentaires seraient situés sur les quais.

Village Olympique

Des transports respectueux de l'environnement desserviraient le village olympique. Une zone de stationnement CNO/CNP serait située près du centre de transport et à proximité immédiate du restaurant principal. La capacité totale des places de stationnement pour les CNO et CNP ainsi que les médias et les invités serait de 1 120 places avec un espace optionnel ouvert comprenant 150 places de stationnement supplémentaires en dehors du périmètre de sécurité.

Le comité de candidature de Tokyo 2020 a confirmé que les palefreniers et vétérinaires seraient hébergés sur le site des sports équestres.

DÉVELOPPEMENT DU VILLAGE

Le gouvernement métropolitain de Tokyo possède le terrain du village olympique. Il est prévu que le choix des promoteurs ait lieu mi-2014 avec la conception et la construction des travaux permanents à partir du troisième trimestre 2014 jusque mi-2019. Le village serait disponible pour le COJO un an avant les Jeux.

Le gouvernement métropolitain de Tokyo s'est engagé à veiller à ce que tous les représentants du COJO soient associés à toutes les étapes de la procédure de sélection du promoteur du village olympique - de la conception à l'appel d'offres et à la préparation des contrats. S'il n'y a encore aucun engagement financier ferme du secteur privé à cette étape, le financement du développement est quant à lui garanti par le gouvernement métropolitain de Tokyo.

UTILISATION POST-OLYMPIQUE

Le village olympique serait par la suite transformé en quartier résidentiel, à savoir un lieu pour les échanges internationaux et les activités entre générations dans les domaines de l'éducation, de la culture et du sport.

Jeux Paralympiques

CONCEPT

Tokyo 2020 propose un concept compact et accessible pour les Jeux Paralympiques. À l'exception du tir, tous les sites paralympiques seraient à moins de 20 minutes du village paralympique, lequel serait situé à l'intersection des deux zones des Jeux Olympiques.

Les Jeux Paralympiques se tiendraient du 25 août au 6 septembre. La période entre la clôture du village olympique et l'ouverture du village paralympique offrirait assez de temps pour effectuer la transition.

Tokyo entend démontrer que des améliorations en termes d'accessibilité peuvent constamment être faites, même dans des pays déjà bien avancés dans ce domaine. En outre, les Jeux agiraient comme un catalyseur pour lancer de nouvelles initiatives sportives destinées aux personnes souffrant de handicap.

Tokyo 2020 s'engage à offrir le même niveau de services que pour les Jeux Olympiques, tout en conservant l'identité distincte et l'ambiance propres aux Jeux Paralympiques.

Le gouvernement national a aussi fait part de son engagement, à travers la "Loi fondamentale pour le sport", à se concentrer sur les aspects sportifs des Jeux Paralympiques en plus des nombreux aspects sociaux et liés à héritage décrits dans le dossier de candidature.

BUDGET

Le budget de USD 159 millions représente le coût supplémentaire des Jeux Paralympiques car les dépenses liées aux Jeux Paralympiques sont intégrées dans les budgets du COJO et hors COJO. Le gouvernement métropolitain de Tokyo a garanti la couverture de 50 % du budget.

COMITÉ D'ORGANISATION

Le Japon possède une bonne expérience de l'organisation d'événements paralympiques aussi bien au niveau national qu'international. Le Comité National Paralympique japonais serait également représenté au sein du conseil d'administration du COJO.

Alors que chaque secteur fonctionnel de la structure du COJO serait en charge de la livraison des éléments olympiques et paralympiques, il y aurait également un département paralympique avec une approche intersectorielle, afin de faciliter l'intégration des éléments spécifiques aux Jeux Paralympiques à la planification générale.

Jeux Paralympiques

SPORTS ET SITES

Le concept très compact des sites, utilisant les mêmes sites que les Jeux Olympiques, permettrait des temps de trajet courts pour les athlètes, la famille paralympique et les autres clients des Jeux. La seule exception est le tir, dont le site se trouverait à 40 minutes du village paralympique.

Bien qu'aucun plan spécifique n'ait été mis en place, lors de la visite de la commission, le comité de candidature de Tokyo 2020 s'est engagé à discuter avec l'IPC concernant l'organisation d'épreuves tests paralympiques.

Les plans des sites pour les sports actuellement inscrits au programme paralympique ont été approuvés par les Fédérations Internationales de sports concernées.

Un "Plan de promotion du sport pour les personnes en situation de handicap" a été lancé par le gouvernement métropolitain de Tokyo début 2012 afin d'organiser des ateliers et des événements sportifs pour les jeunes enfants handicapés et leur famille et leur faire connaître très tôt les possibilités de faire du sport.

SERVICES AUX JEUX

Hébergement

Un total de 6 600 chambres a été garanti dans 35 hôtels, avec un large éventail de tarifs pour les chambres (même formule de calcul que pour les Jeux Olympiques). L'hébergement pour les membres de l'IPC, les présidents et directeurs administratifs des CNP ont été garantis au tarif fixe de USD 400 dans deux hôtels bien situés. Un nombre suffisant de chambres d'hôtel existantes pourraient héberger les médias.

Transport

Le système des transports de Tokyo possède de très hauts niveaux en termes d'accessibilité, avec 90 % des gares et 80 % des bus actuellement accessibles. Ces niveaux seront encore améliorés afin d'arriver à une pleine accessibilité d'ici aux Jeux.

Bon nombre de voies spécifiques seraient opérationnelles pendant les Jeux Paralympiques. Toutes les personnes accréditées et les détenteurs de billets pourraient bénéficier de la gratuité des transports publics. Des véhicules accessibles en fauteuil roulant seraient également mis à disposition.

MÉDIAS ET COMMUNICATION

Opérations médias

Le CIRTV/CPN prévu pour les Jeux Olympiques serait également utilisé pour les Jeux Paralympiques, à une échelle adaptée. Les médias seraient logés dans des hôtels à proximité.

Jeux Paralympiques

Communication et promotion des Jeux Paralympiques

La promotion des Jeux Paralympiques serait intégrée dans programme global de communication des Jeux, avec un message fort en faveur de l'intégration sociale.

Des campagnes spécifiques lancées dans les médias nationaux assureraient la promotion des Jeux Paralympiques comme un événement sportif de haut niveau, avec l'objectif de dépasser les ventes de billets prévues. Les sites en milieu ouvert des Jeux Olympiques seraient également utilisés et adaptés en conséquence.

Le concept pour la communication autour des Jeux Paralympiques se concentrerait principalement sur la sensibilisation au handicap et la promotion des sports paralympiques. La provision du budget est appropriée.

ASPECTS JURIDIQUES

La législation actuelle, bien établie, et plusieurs initiatives du gouvernement garantissent l'accessibilité et les droits des personnes handicapées, y compris leur accès à la pratique d'un sport.

Hébergement

GÉNÉRALITÉS

Dans un rayon de 50 km de Tokyo, il y a environ 140 000 chambres d'hôtels de style international ainsi que 9 500 chambres dans des auberges traditionnelles japonaises, offrant ainsi un large choix d'hébergement pour les clients des Jeux, les spectateurs, les visiteurs et la main-d'œuvre.

Le plan de Tokyo s'agissant de l'hébergement offre un inventaire total de plus de 46 000 chambres garanties dans 363 hôtels (de 2 à 5 étoiles), lesquels satisfont aux exigences du CIO. Près de 37 000 chambres sur ces 46 000 sont dans un rayon de moins de 10 km du centre des Jeux (village olympique), ce qui témoigne du concept très compact prévu pour l'hébergement. Les chambres restantes et garanties se trouvent dans un rayon de 10 à 50 km du centre des Jeux et des villes co-organisatrices des matchs de football.

TARIFS DES CHAMBRES

Le tarif olympique garanti pour les hôtels olympiques en 2020 dans quatre hôtels 5 étoiles est de USD 400 pour une chambre simple ou une chambre double (taxes, Wi-Fi et jusqu'à deux petits-déjeuners par jour compris). Une provision a été constituée dans le budget du COJO dans l'éventualité où une différence serait constatée entre le tarif garanti et les tarifs en vigueur en 2020.

Les tarifs maximums des chambres (en dollars 2020) pour les autres groupes de clients, taxes et petit-déjeuner inclus, seraient les suivants :

	Simple	Double
5 étoiles	USD 690	USD 1,634
4 étoiles	USD 480	USD 925
3 étoiles	USD 301	USD 571
2 étoiles	USD 209	USD 337

Lors de la visite de la commission, Tokyo 2020 a confirmé que des frais de réservation ne seraient pas facturés pour les chambres du CIO ou des autres groupes de clients et qu'il n'y aurait pas de séjour minimal requis. Un tarif maximum pour les espaces de réception a également été fixé.

Les tarifs susmentionnés sont donnés sur la base d'une formule d'indexation elle-même basée sur une augmentation de l'indice des prix à la consommation de 2,5 % par an plus une majoration olympique de 5 %.

La commission a fait part de son inquiétude s'agissant des tarifs élevés, notamment quant à la différence significative entre le tarif pour une chambre simple et celui pour une chambre double. Tokyo 2020 a répondu que la différence de prix venait du fait qu'au Japon les chambres simples étaient beaucoup plus petites et ne contenaient qu'un lit simple pour une personne. S'agissant du tarif des chambres à lit double ou à deux lits (deux petits-déjeuners), il s'appliquerait indépendamment du fait que la chambre soit occupée par une ou deux personnes.

Hébergement

Il a été confirmé à la commission que les chambres d'hôtels seraient payées en dollars américains.

HÉBERGEMENT DES MÉDIAS

Près de 20 000 chambres d'hôtels sont proposées pour les médias dans 175 hôtels spécifiques 2 à 5 étoiles. À Tokyo, les chambres d'hôtels seraient regroupées en 18 pôles médias. Les tarifs des groupes de clients mentionnés plus haut s'appliqueraient et il n'y aurait pas de séjour minimal requis.

Les hôtels des médias seraient localisés à proximité immédiate du CIRTV/ CPP et d'un certain nombre de sites de compétition. Au total, 2 000 chambres seraient à courte distance à pied du CIRTV/ CPP. Pour les autres hôtels des médias, un service de navettes par bus fonctionnant 24 heures sur 24 assurerait la liaison entre ces derniers et le CIRTV/ CPP.

Étant donné le nombre élevé d'hôtels des médias, les opérations de transport pourraient présenter certaines difficultés.

ATTRIBUTION DES CHAMBRES

L'attribution des chambres à chaque groupe de clients tient compte des différents noyaux de sites et des besoins des clients.

Il existe un bon choix d'hôtels 3, 4 et 5 étoiles répondant aux besoins des clients des Jeux.

REMARQUES SUPPLÉMENTAIRES

Le nombre total de chambres existantes à Tokyo est un atout et élimine le risque associé à la nécessité de construire de nouveaux hôtels. Il facilite en outre grandement les plans d'attribution aux différents groupes de clients.

Transport

TAILLE DE LA VILLE ET TENDANCES

La zone métropolitaine de Tokyo compte 13 millions d'habitants et l'agglomération de Tokyo (le Grand Tokyo) 36 millions d'habitants. Le nombre d'habitants et de propriétaires de voitures reste plutôt stable, ce qui ne devrait pas poser de difficulté supplémentaire pour les conditions de circulation à l'avenir.

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET HÉRITAGE

Avec son excellent réseau de transport existant, moderne et d'une grande capacité, Tokyo ne devrait pas avoir besoin d'une infrastructure de transport supplémentaire pour accueillir les Jeux Olympiques.

Tokyo dispose d'un plan de transport à long terme, lequel comprend des infrastructures qui seront mises en place indépendamment des Jeux. Une rocade pour contourner le centre de Tokyo par l'ouest et une grande artère centrale sont en construction. L'artère centrale améliorerait les connections pour se rendre dans la zone de la baie de Tokyo, laquelle accueillerait la plupart des sites olympiques.

Le comité de candidature de Tokyo 2020 a informé la commission qu'un autre réseau de tronçons autoroutiers est sur le point d'être terminé autour de la ville, lequel soulagerait encore davantage la circulation et permettrait que des solutions de gestion de la circulation soient mises en œuvre.

AÉROPORTS D'ACCÈS

La ville de Tokyo est desservie par deux aéroports internationaux à grande capacité, tous deux reliés au centre-ville par liaison ferroviaire :

- l'aéroport international de Narita (aéroport principal), avec une capacité de 42 millions de passagers par an;
- l'aéroport international de Tokyo (Haneda), avec une capacité de 90 millions de passagers par an.

Ces deux aéroports disposent de capacités suffisantes pour répondre aux besoins des Jeux Olympiques d'été.

CONCEPT DE TRANSPORT POUR LES JEUX

Avec 27 sites de compétition dans un rayon de 8 km à l'intérieur de deux zones qui se chevauchent, avec le village olympique au centre, le concept des transports est compact.

- La zone héritage avec six sites de compétition (y compris le stade olympique) serait desservie par le système de transports publics sur rails efficace et de grande capacité de Tokyo.

Transport

- La zone de la baie de Tokyo, avec le village olympique, le CIRTV/CPP et 21 sites de compétition, serait située sur une série d'îles artificielles et accessibles par métro, lignes ferroviaires de banlieue et des bus navettes. Une attention particulière devrait être accordée aux accès et aux opérations dans les Waterfront Plazas en raison de la grande concentration des sites et dans le noyau de la Sea Forest où les sites ne seraient desservis que par bus navettes.
- Cinq sites de compétition seraient situés en dehors des zones mais toujours au sein de la zone métropolitaine, atteignables par métro, lignes ferroviaires de banlieue et bus navettes.
- Quatre sites pour le football, situés en dehors de Tokyo, sont directement reliés par rail.

TRANSPORTS PUBLICS

Sur les 32 sites de compétition à Tokyo, 27 seraient desservis par un système de transports publics intégré. Les sites restants seraient desservis par les transports publics et des bus navettes.

ORGANISATION DES TRANSPORTS ET GESTION DE LA CIRCULATION PENDANT LES JEUX

Outre le concept compact des Jeux, Tokyo propose un vaste ensemble de mesures pour gérer la circulation afin d'offrir un service de transport olympique efficace :

- 317 km de voies olympiques relieraient presque tous les sites et les deux aéroports internationaux.
- 290 km de réseau routier olympique prioritaire (facilitant la circulation) relieraient le système des voies olympiques aux sites d'entraînement et aux sites périphériques.
- Un système ultramoderne pour la gestion de la circulation et des itinéraires alternatifs sont prévus et complètement intégrés dans le système global.

Toutes les personnes accréditées et les détenteurs de billets bénéficieraient de la gratuité des transports publics.

DISTANCES ET TEMPS DE TRAJET

Le tableau suivant indique les temps de trajet prévus en 2020 entre le village olympique et les 32 sites de compétition (à l'exception des villes co-organisatrices des matchs de football) :

<10 min	11-20 min	21-30 min	31-40 min	>40 min
20	5	5	1 (shooting)	1 (golf)

Transport

Prenant en considération la solidité du réseau de transport actuel de Tokyo, les mesures de gestion de la circulation optimisées et centralisées ainsi que la nature compacte du concept, la commission estime que tous les groupes de clients bénéficieraient de temps de trajet raisonnables.

Opérations médias

CONCEPT DU CIRTV/ CPP

Tokyo 2020 propose un plan compact s'agissant des opérations médias, lequel satisfait aux exigences du CIO et témoigne d'une bonne connaissance des besoins des médias. Quinze sites de compétition seraient à moins de 20 minutes du CIRTV/ CPP et 2 000 chambres d'hôtels des médias seraient à une courte distance à pied de l'installation, le reste des chambres d'hôtels se trouvant dans la ville.

Au cœur de la zone de la baie de Tokyo, le CIRTV/ CPP seraient tous deux situés dans une structure de congrès et d'expositions déjà existante ("Big Sight"), moderne et de grande capacité, dont le gouvernement métropolitain de Tokyo est propriétaire. Trois sports (dans deux sites de compétition) se dérouleraient dans des halls adjacents à cette installation.

Le CIRTV occuperait deux étages de l'aile ouest du centre d'exposition et trois halles de l'aile est. Le CPP occuperait trois étages dans une nouvelle extension de 44 000 m² qui serait construite par le gouvernement métropolitain de Tokyo sur la partie sud de l'actuelle aile ouest du centre d'exposition.

L'espace total prévu pour le CIRTV/ CPP satisfait aux exigences du CIO. Qui plus est, le site pourrait permettre de construire des restaurants/stands de restauration pour les diffuseurs et les journalistes de presse écrite, et remplit les exigences fixées pour les autres services partagés. Toutefois, si Tokyo devait obtenir l'organisation des Jeux, une réorganisation des espaces pourrait être requise.

Les exigences du CIO sont respectées pour ce qui est du calendrier d'occupation des lieux par le COJO et des places de stationnement.

TRANSPORT DES MÉDIAS

L'emplacement central du CIRTV/ CPP faciliterait les déplacements entre les sites. Tokyo 2020 propose un centre réservé aux médias ouvert 24 heures sur 24 et un système de transport en rayons qui relierait tous les logements des médias aux sites en passant par le CIRTV/ CPP qui servirait de plateforme de transport principale. Un service direct de sites à sites et un service d'hôtels à sites sont également envisagés dans certains cas.

Les médias disposeraient également d'un accès gratuit au système de transports publics extrêmement efficace et bien développé de Tokyo.

Environnement

GÉNÉRALITÉS

Tokyo 2020 prévoit d'accorder une priorité élevée à l'environnement et au développement durable, de s'appuyer sur les normes exigeantes d'amélioration de la qualité de l'environnement appliquées par le gouvernement métropolitain de Tokyo ces dernières années et de laisser de façon générale un héritage significatif dans ce domaine.

ORGANISATION

La "Stratégie de développement durable de Tokyo 2020" couvrirait toutes les phases du projet, lequel serait géré et certifié selon la norme ISO 20121 sur les Systèmes de management responsable appliqués à l'activité événementielle. Le département en charge de l'environnement au sein du COJO dirigerait la mise en œuvre de cette stratégie – en étroite coopération avec le gouvernement métropolitain de Tokyo et d'autres partenaires chargés de la mise en œuvre. La candidature a souligné l'importance d'un engagement actif des parties prenantes et reconnu la nécessité de transparence et d'indépendance dans les rapports, bien que les moyens précis d'y parvenir ne soient pas clairs

Alors qu'une grande confiance est accordée aux politiques existantes, aux normes et au savoir-faire du gouvernement métropolitain de Tokyo, la relation et la coordination entre le COJO et le gouvernement métropolitain de Tokyo seraient déterminantes.

INITIATIVES CLÉS

L'emplacement compact des sites, l'utilisation de 15 sites de compétition existants et le vaste réseau de transports publics moderne de Tokyo constituent une bonne base pour minimiser l'impact environnemental des Jeux.

Si Tokyo était élue, des évaluations de l'impact complet sur l'environnement seraient menées pour tous les sites. Toutes les nouvelles constructions devraient respecter le programme de certification des bâtiments de la vision de Tokyo 2020. Dans cette vision, le gouvernement métropolitain de Tokyo a en effet insisté sur l'utilisation de normes strictes en matière d'efficacité énergétique, de production d'énergie propre et d'autres ressources efficaces. Les nouveaux sites seraient construits en respectant les normes définies dans les systèmes CASBEE (le système japonais équivalent à la norme de certification des bâtiments LEED).

Le comité de candidature de Tokyo 2020 utiliserait pleinement le vaste et dense réseau de transports publics de la ville. La flotte des véhicules olympiques serait uniquement composée de véhicules à faibles émissions de dioxyde de carbone et économes en carburant.

Environnement

Des politiques durables pour l'approvisionnement des fournisseurs de biens et de services s'appuieraient largement sur le "Guide des achats verts" du gouvernement métropolitain de Tokyo et comprendrait les vastes questions de l'approvisionnement social et éthique. Le COJO appliquerait ses politiques durables en matière d'approvisionnement au choix de ses fournisseurs, détenteurs de licences et sponsors nationaux.

Le comité de candidature de Tokyo 2020 vise à organiser des Jeux à bilan carbone neutre, en prenant à sa charge toutes les émissions de carbone associées à l'ensemble du projet olympique, ce que la commission juge peut-être ambitieux. Des ressources significatives ont été allouées au budget COJO et hors COJO afin d'atteindre cet objectif, mais si Tokyo devait être élue ville hôte, il serait important de bien comprendre quelle serait la portée exacte de ce programme et comment l'empreinte carbone et les mesures de compensation seraient mesurées.

Le comité de candidature de Tokyo 2020 a pour ambition d'atteindre le "zéro déchets" entreposés à travers un vaste plan de réduction au minimum et de gestion des déchets, accompagné d'une hiérarchie dans la réutilisation, le recyclage et la régénération. Ce programme couvre aussi bien la phase de construction que les opérations des Jeux.

Il existe déjà de nombreux parcs et espaces verts au centre de Tokyo. En outre, des plans significatifs sont prévus pour promouvoir la préservation de la biodiversité et la création d'espaces verts supplémentaires dans la zone de la baie de Tokyo.

REMARQUES SUPPLÉMENTAIRES

Le site proposé pour les épreuves de slalom en canoë au parc Kasai Rinkai se trouve au cœur d'un parc public populaire et proche d'une importante réserve ornithologique. Tokyo 2020 est conscient qu'il s'agit là d'une question sensible. Des discussions concernant le développement du site ont eu lieu avec les citoyens préoccupés et, dans le cas où Tokyo se verrait confier l'organisation des Jeux, une évaluation plus approfondie de l'impact environnemental des Jeux serait menée.

Sûreté et sécurité

Le gouvernement national aurait l'ultime responsabilité financière et opérationnelle de la sécurité des Jeux. Les agences du gouvernement associées à la planification et aux opérations de sécurité couvriraient leurs propres coûts financiers (garantie du gouvernement national).

Une bonne coordination existe entre toutes les agences de sécurité et la structure de commandement et de contrôle des Jeux est claire avec une chaîne de commandement unique opérant sous les ordres du "Conseil des Jeux Olympiques de Tokyo", au niveau du Cabinet. La préfecture de police de Tokyo, par le biais du centre de commandement de la sécurité olympique, serait chargée de la sécurité des Jeux sous la direction du responsable de la préfecture de police. Ce centre serait en charge de la coordination de tous les organes suivants, lesquels ont tous donné des garanties au CIO :

- Département de la sécurité du COJO
- Préfecture de police de Tokyo
- Garde-côtes du Japon
- Brigade des sapeurs-pompiers de Tokyo
- Équipe d'assistance médicale des catastrophes de Tokyo

Plus de 50 000 personnes seraient affectées à la sécurité des Jeux, y compris 14 000 agents de sécurité privés qui seraient formés par la préfecture de police de Tokyo. Le COJO prendrait à sa charge le coût des agents de sécurité privés et les équipements de sécurité des sites. Si des ressources supplémentaires en termes de sécurité étaient nécessaires, le gouvernement métropolitain de Tokyo et le gouvernement national se sont engagés à en couvrir les frais aussi bien pour les Jeux Olympiques que Paralympiques.

Les forces de sécurité japonaises sont très bien entraînées, professionnelles et rompues à l'accueil de grands événements publics et sportifs. Le comité de candidature de Tokyo 2020 a confirmé que les départements en charge de la conception des sites et de la sécurité travailleraient en étroite coopération afin d'élaborer les aspects opérationnels du "Plan de sécurité de Tokyo 2020".

Le Japon est situé dans une zone sismique et de solides mesures ont été adoptées par les autorités japonaises en termes de normes de construction.

Suite au tremblement de terre et au tsunami de 2011, de nombreuses études et simulations ont été réalisées par des experts compétents afin d'évaluer les risques futurs de la zone de la baie de Tokyo. Ces études ont montré que la topographie et la forme de la baie réduisent de manière significative l'impact éventuel d'un tsunami. Toutefois, les mesures de sécurité nécessaires telles que des murs d'eau et des brise-lames sont en cours d'installation. Les services d'urgence et de gestion des catastrophes du Japon sont très entraînés, bien équipés et chevronnés.

Le dossier de candidature décrit bien les propositions formulées pour une planification réussie et un bon déroulement des opérations, lesquels permettraient la tenue des Jeux en toute sécurité.

Services médicaux et contrôle du dopage

Tokyo 2020 propose des soins de santé excellents et complets pour la famille olympique.

Dix hôpitaux (6 400 lits) ont été désignés pour les athlètes et les autres groupes de clients du CIO. Sept seraient situés à moins de 12 minutes du village olympique et 3 à moins de 16 minutes des sites les plus éloignés.

S'agissant de la sécurité de la chaîne alimentaire suite au tremblement de terre et au tsunami de 2011, Tokyo 2020 a informé la commission que le département de la santé surveillait constamment les niveaux de radiation, lesquels se trouvent actuellement dans les limites autorisées sur le plan international. La qualité de l'air et de l'eau ainsi que la chaîne alimentaire continueraient d'être surveillées et testées. Le gouvernement métropolitain de Tokyo et le comité de candidature ont confirmé que le confort et le bien-être de tous les citoyens et visiteurs au Japon sont essentiels et qu'ils étaient prêts à travailler de concert avec les organisations internationales pour surveiller et réaliser des audits quant aux niveaux de radiation.

Des ambulances spéciales sont prévues pour tous les sites et le comité de candidature de Tokyo 2020 a confirmé que la ville souhaitait maintenir le temps moyen de réponse des ambulances à sept minutes pendant les Jeux.

Des experts et des volontaires chevronnés sont régulièrement recrutés pour les événements sportifs au Japon. Pour les Jeux, des volontaires possédant une formation médicale appropriée seraient recrutés.

Les médecins d'équipe seraient en mesure de fournir des services médicaux à leur délégation pendant les Jeux. Le dossier de candidature indique que les médecins d'équipe devraient avoir leur diplôme traduit en japonais pour ensuite le soumettre aux autorités. Le comité de candidature a confirmé que si Tokyo se voyait accorder l'organisation des Jeux, le COJO travaillerait avec le CIO afin de faciliter le processus, de concert avec l'autorité japonaise compétente, et examinerait la possibilité d'autoriser la présentation des diplômes dans d'autres langues.

CONTRÔLE DU DOPAGE

Le Japon a ratifié la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport et a signé la Déclaration de Copenhague.

L'Agence japonaise antidopage (JADA pour "Japan Anti-Doping Agency") est indépendante et reconnue. Le Japon a été déclaré conforme au Code mondial antidopage.

Aspects, juridiques, gouvernance et livraison des Jeux

GARANTIES

Le dossier de candidature et les garanties démontrent une bonne compréhension des exigences du CIO et le respect de ces dernières.

En réponse à une question concernant l'autorité administrative des 23 arrondissements spéciaux où des sites olympiques seraient localisés, le comité de candidature de Tokyo 2020 a précisé que si ces arrondissements étaient responsables pour les questions locales telles que l'éducation et le bien-être des habitants, c'est le gouvernement métropolitain de Tokyo qui aurait la responsabilité des services liés au gouvernement pour les Jeux. Une garantie a été donnée à cet effet par le gouvernement métropolitain de Tokyo pendant la visite de la commission.

LÉGISLATION / MESURES JURIDIQUES

La législation existante est suffisante pour organiser les Jeux. Héritage de la candidature à l'organisation des Jeux de 2016, la Loi fondamentale pour le sport, introduite en 2011, donne au gouvernement japonais la responsabilité de promouvoir le sport pour le bien-être de la nation.

Comme exigé par le CIO, les propriétés olympiques et paralympiques sont protégées par la loi sur la propriété intellectuelle. Des mesures spéciales pourraient être mises en œuvre afin de prendre des actions immédiates en cas de violation de la marque.

Tous les niveaux du gouvernement se sont engagés à prendre les mesures nécessaires afin de veiller à ce que la ville de Tokyo respecte ses obligations.

PERMIS DE TRAVAIL

Lors de la visite de la commission, il a été établi qu'au Japon, les permis de travail n'existent pas. Les travailleurs étrangers doivent en effet demander un statut de résident dans l'une des 30 catégories proposées au point d'entrée au Japon. Tokyo 2020 indique "qu'il est impatient de travailler en étroite collaboration avec les autorités compétentes afin de faciliter et accélérer la mise en place du statut de résident aux différentes parties prenantes."

Étant donné le fait que cette question a une incidence sur un certain nombre de clients des Jeux, la commission estime que celle-ci devrait retenir l'attention immédiate de Tokyo si la ville était élue.

Aspects, juridiques, gouvernance et livraison des Jeux

STRUCTURE DU COJO ET TRANSITION

a) Gouvernement

Partenaire clé de la Loi fondamentale pour le sport, le gouvernement soutient l'organisation des Jeux Olympiques à Tokyo. Le gouvernement métropolitain de Tokyo jouerait le rôle de chef de file s'agissant du financement et de l'organisation des Jeux, en coopération avec le CNO. Le gouvernement national est représenté au sein de l'organe directeur et fournirait tous les services qui relèvent de son mandat.

b) Organe directeur

Le COJO serait créé comme une entité distincte avec un statut juridique propre. Le conseil d'administration serait l'organe exécutif en charge de l'organisation des Jeux et comprendrait toutes les parties prenantes sous la direction du CNO et du gouvernement métropolitain de Tokyo.

c) Opérations

Toutes les opérations et services nécessaires aux Jeux seraient gérés par un certain nombre de départements qui rendraient compte au conseil d'administration. Le gouvernement métropolitain de Tokyo créerait également le Bureau des Jeux Olympiques et Paralympiques afin de coordonner tout le travail du gouvernement métropolitain en lien avec la mise en œuvre des Jeux. En outre, des comités seraient créés afin de faciliter la coopération entre les différents organes publics et privés dans des domaines tels que le transport et la sécurité.

La structure proposée prend en considération l'engagement des parties prenantes clés. Si Tokyo se voyait accorder l'organisation des Jeux, la matrice des responsabilités, ainsi que le mécanisme de coordination entre les différents niveaux du gouvernement, devraient être revus dès que possible.

Soutien politique et public

POPULATION

Le Japon est une démocratie parlementaire qui compte une population de 128 millions d'habitants, dont 13 millions dans la ville de Tokyo et 36 millions dans le Grand Tokyo.

ÉCONOMIE NATIONALE

Le Japon est la troisième plus grande économie du monde et sa croissance a été d'environ 2 % en 2012. Pour la période 2013-2016, l'*Economist Intelligence Unit* prévoit un taux de croissance moyenne annuelle de l'ordre de 1 à 2 % (au mois d'avril 2013).

Le Fonds monétaire international indique un produit intérieur brut (PIB) nominal de USD 5 964 milliards (2012) et un PIB nominal par tête de USD 47 000 (2012).

La commission estime que l'économie japonaise serait capable d'assumer le développement des infrastructures nécessaires à l'organisation des Jeux.

SOUTIEN

Le projet bénéficie du solide soutien de tous les niveaux du gouvernement (national, régional et local), ainsi qu'en témoignent les engagements pris par le Premier ministre, le gouverneur de Tokyo, les maires des villes co-organisatrices des matchs de football, et les résolutions prises par toutes les autorités publiques clés de Tokyo.

La candidature est également soutenue par les principaux partis politiques. Lors de la visite de la commission, une deuxième résolution en soutien de la candidature de Tokyo a été passée par les deux chambres de l'Assemblée nationale avec une majorité significative.

La candidature pour accueillir les Jeux de 2020 fait partie du plan national des sports mis sur pied en 2012 suite à la mise en œuvre de la Loi fondamentale pour le sport en 2011.

Le soutien et l'engagement du secteur commercial sont évidents et ont été largement constatés par la participation de nombreux dirigeants d'entreprises aux différentes réunions.

La Confédération des syndicats japonais (RENGO) est membre du conseil d'administration du comité de candidature.

Soutien politique et public

La répartition des responsabilités pour l'organisation des Jeux entre les différents niveaux du gouvernement a été convenue comme suit :

- Le gouvernement national, à travers le Conseil japonais du sport, financerait la construction du nouveau stade olympique (USD 1,477 milliard) et assurerait la fourniture sans frais pour le COJO de tous les services médicaux, douaniers, de sécurité, d'immigration et autres services liés au gouvernement.
- Le gouvernement métropolitain de Tokyo (qui avait un budget de USD 134 milliards en 2012) financerait la construction de la majorité des sites de compétition (USD 1,584 milliard), le CIRTV/ CPP (USD 164 millions) et garantirait la construction du village olympique. À cet égard, le gouvernement métropolitain a d'ores et déjà créé un fonds de réserve pour l'organisation des Jeux d'un montant s'élevant à USD 4,5 milliards (voir section finances pour les détails). Le gouvernement métropolitain de Tokyo fournirait sans frais pour le COJO tous les services médicaux, de sécurité et autres services liés au gouvernement.
- Les développements des infrastructures routières et ferroviaires seraient couverts par les différents niveaux du gouvernement, selon leur juridiction.

Le sondage d'opinion publique commandé par le CIO révèle une adhésion au projet d'accueillir les Jeux Olympiques de 2020 de 70 % pour Tokyo et de 67% pour le reste du pays.

Marketing

PROGRAMME DE MARKETING CONJOINT

La ville de Tokyo et le Comité National Olympique japonais ont conclu un accord sur le programme de marketing conjoint conforme aux prescriptions du CIO.

Tel qu'exigé par le CIO, la ville de Tokyo et le Comité National Paralympique japonais ont signé un engagement à conclure un accord sur le programme de marketing conjoint paralympique, et un budget a été alloué à cet effet.

PANNEAUX D’AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément aux exigences du CIO, Tokyo 2020 a fourni des garanties relatives aux espaces publicitaires extérieurs existants dans les différentes parties de Tokyo concernées par les Jeux. Ces garanties couvriraient tous les espaces publicitaires physiques et électroniques extérieurs, les espaces publicitaires sur les transports publics (bus, métro et rail), les taxis et les espaces publicitaires dans les aéroports internationaux de Narita et Haneda et dans les deux aéroports régionaux des villes co-organisatrices des matchs préliminaires de football. Ces garanties seraient effectives à compter du 16 juin 2020 jusqu'au 15 septembre 2020. Le comité de candidature a indiqué qu'il n'y a aucun espace publicitaire extérieur à acquérir dans les villes régionales co-organisatrices des matchs préliminaires de football. Le comité de candidature de Tokyo 2020 a inclus USD 34 millions de la valeur totale des USD 171 millions dans le budget des opérations du COJO, prévoyant ainsi qu'il serait en mesure de vendre les éventuels stocks restants.

PROTECTION DES DROITS

Au Japon, la loi sur les droits d'auteur, la loi sur les marques et la loi sur la prévention de la concurrence déloyale offrent une solide protection contre l'utilisation sans autorisation des marques protégées. Le Japon respecte généralement les propriétés intellectuelles, ce qui réduit les menaces sur le marché national.

Tokyo 2020 a informé qu'en vertu du cadre juridique en vigueur, une injonction contre le marketing sauvage pouvait être obtenue en deux semaines environ. Le comité de candidature s'est engagé à examiner davantage la législation afin de déterminer s'il serait nécessaire de mettre en œuvre des mesures spéciales pour prendre des actions efficaces et immédiates en réponse au marketing sauvage.

Le commerce ambulant est strictement contrôlé au Japon. Un réseau de plus de 1 200 "Kobans" (bureaux de police de quartiers) existe à Tokyo et offre une plus grande protection contre les commerçants ambulants non autorisés.

Marketing

BILLETTERIE

Les recettes générées par la billetterie sont estimées à USD 776,4 millions pour les Jeux Olympiques et USD 46,3 millions pour les Jeux Paralympiques. Le comité de candidature prévoit de vendre 7,8 millions de billets pour les Jeux Olympiques (pourcentage de vente de 84 %) et 2,3 millions de billets pour les Jeux Paralympiques (pourcentage de vente de 69 %).

Au total, 60 % des billets seraient vendus à moins de USD 50 et 30 % des billets seraient vendus à plus de USD 100. Pour les Jeux Paralympiques, le prix moyen d'un billet serait de USD 20. Les billets feraient l'objet d'une taxe à la consommation au Japon. Le comité de candidature a l'intention d'adopter une politique visant à réduire le prix des billets pour les enfants et les écoles qui ont des besoins spécifiques.

Le comité de candidature a identifié plusieurs stratégies afin de veiller à ce que les stades soient remplis, notamment :

- offrir la gratuité des transports publics à tous les détenteurs de billets;
- proposer une vaste distribution à travers plusieurs canaux; et
- proposer un mécanisme d'échange des billets pendant les Jeux pour le public, les sponsors et la famille olympique.

Étant donné la taille du marché de Tokyo, la stratégie adoptée en matière de prix et la passion pour le sport au Japon, la commission estime que les objectifs en termes de revenus sont atteignables.

PARRAINAGES LOCAUX ET LICENCES

Les prévisions du comité de candidature de Tokyo 2020 pour les recettes issues du soutien des parrainages nationaux s'élèveraient à un total de USD 932 millions, avec USD 26 millions supplémentaires pour les Jeux Paralympiques.

Le comité de candidature de Tokyo 2020 a choisi d'adopter une approche conservatrice pour établir le budget des Jeux Paralympiques avec des prévisions relativement basses issues des revenus commerciaux (parrainages, droits TV, licences et billetterie). Toutefois, étant donné l'intérêt grandissant pour les sports paralympiques au Japon, Tokyo 2020 est convaincu que des revenus commerciaux plus importants seraient générés, avis que la commission partage.

Les revenus issus des marchandises sous licences sont estimés à USD 140 millions, et sont réalisables sur le marché japonais.

Étant donné la portée de l'économie japonaise et le soutien au sport affiché par le secteur des entreprises, les objectifs de revenus totaux sont jugés atteignables.

Finance

BUDGET DU COJO

Tokyo propose un budget équilibré avec des revenus et des dépenses de USD 3,42 milliards, sur la base des estimations en dollars américains de 2012. Le budget comprend une réserve pour imprévus de USD 273 millions (8 % des dépenses totales).

Les prévisions pour le taux d'inflation moyen jusqu'en 2020 sont de 1 %. Le Japon a connu une légère déflation au cours des dix dernières années. Sur la base des informations du Fonds monétaire international, le comité de candidature estime que le yen continuera à se déprécier par rapport au dollar américain au fil du temps. Pour le budget, un taux de base allant de USD 1 = 88 JPY en 2012 à USD 1 = 100 JPY en 2020 a été utilisé.

Le budget des Jeux de 2020 à Tokyo comprend les recettes suivantes :

	2012 USD	
	(millions)	%
CONTRIBUTION DU CIO	790,0	23,1
PROGRAMME TOP	335,0	9,8
PARRAINAGES NATIONAUX	931,8	27,2
BILLETTERIE	776,4	22,7
LICENCES	139,8	4,1
AUTRES REVENUS	451,1	13,2
TOTAL DES RECETTES	3424,1	100

Conformément aux directives du CIO, aucun investissement en capital n'est inclus dans le budget du COJO. Le budget des dépenses de Tokyo 2020 comprend les principaux éléments suivants :

	2012 USD	
	(millions)	%
TECHNOLOGIE	421,2	12,3
MAIN D'ŒUVRE DES JEUX	251,5	7,3
SITES, VILLAGES & AUTRES		
INFRASTRUCTURES	1073,4	31,3
CÉRÉMONIES ET CULTURE	99,4	2,9
TRANSPORT	233,5	6,8
JEUX PARALYMPIQUES	159,4	4,7
PUBLICITÉ ET PROMOTION	104,3	3,0
ADMINISTRATION ET AUTRES	808,7	23,6
IMPRÉVUS	272,7	8,0
TOTAL DES DÉPENSES	3424,1	100

Finance

Au Japon, il est commun que les entreprises du secteur privé détachent des employés dans une entité telle que le COJO dans le cadre d'un arrangement où les coûts relatifs au personnel sont partagés entre le COJO et l'organisation mère. En vertu de ce principe, le comité de candidature de Tokyo 2020 a estimé que ses coûts de main-d'œuvre pourraient être à un niveau plus bas qu'escompté. La location des sites et les coûts d'aménagement sont significatifs étant donné que plusieurs grands sites temporaires devraient être construits.

Le COJO travaillerait en étroite collaboration avec le gouvernement métropolitain de Tokyo. Certains domaines des relations commerciales entre les parties, tels que les accords détaillés pour les sites, seraient traités après l'attribution des Jeux. Une mise en œuvre efficace des Jeux dépendrait de la réussite et de l'efficacité de ce partenariat.

Tokyo 2020 n'a pas déduit la contribution du CIO et les revenus issus du programme TOP et a ainsi utilisé les chiffres fournis par le CIO, soit USD 790 millions et de USD 335 millions respectivement.

Le comité de candidature a estimé que 34 % (USD 319 millions) des parrainages nationaux seraient fournis via des avantages en nature. Cette valeur estimée ainsi que la valeur estimée des avantages en nature du programme TOP ont été entièrement prises en considération dans le budget des dépenses.

BUDGET HORS COJO

Le montant des dépenses en capital hors COJO s'élève à USD 4,38 milliards, dont la majorité (USD 3,06 milliards) est pour la construction des sites de compétition. Il est prévu USD 1,08 milliard pour le village olympique et USD 163 millions supplémentaires pour l'extension du CIRTV/ CPP. Sur le total général, USD 3,25 milliards devraient être financés par le gouvernement tandis que USD 1,13 milliard proviendrait du secteur privé. USD 1,53 milliard représente les coûts supplémentaires des Jeux, lesquels seraient uniquement dépensés si Tokyo se voyait accorder l'organisation des Jeux.

Le gouvernement métropolitain de Tokyo a créé un fonds de réserve de USD 4,5 milliards. Ce fonds, détenu en espèces, serait utilisé afin de financer les travaux de construction nécessaires à l'accueil des Jeux. Le fonds dépasse le montant proposé des dépenses en capital financées par le gouvernement pour les Jeux et son existence réduit de manière significative les risques généralement inhérents à la livraison des infrastructures des Jeux par le gouvernement. De plus, lors de la visite de la commission, il a été précisé que le fonds, lequel avait été créé à l'époque de la candidature de Tokyo à l'organisation des Jeux de 2016 et qui était resté en place depuis, pourrait également être utilisé à des fins olympiques, non liées à la construction, pour autant que les autorisations appropriées soient obtenues.

Finance

Si l'investissement dans les infrastructures régionales va se poursuivre dans les années à venir, aucun investissement en capital n'est requis pour le transport, les aéroports, l'hébergement, l'infrastructure électrique ou la sécurité en vue de l'organisation des Jeux.

Le budget opérations hors COJO s'élève à USD 537 millions et est ventilé à travers un large éventail de services tels que la sécurité, la culture, l'éducation et d'autres domaines. USD 287 millions devraient provenir de sources du gouvernement tandis que USD 250 millions devraient provenir du secteur privé.

GARANTIES FINANCIÈRES

Les deux niveaux du gouvernement (national, municipal) ont garanti qu'ils fourniraient gratuitement au COJO tous les services de sécurité, de santé, douaniers, d'immigration et autres services liés au gouvernement, conformément à leurs responsabilités juridictionnelles. Par ailleurs, le gouvernement fournirait gratuitement au COJO des sites de compétition détenus par le secteur public.

Une garantie couvrant un éventuel déficit budgétaire du COJO a été apportée par le gouvernement métropolitain de Tokyo, à laquelle s'ajoute une garantie du gouvernement national.

Le financement de la construction des sites par le gouvernement a reçu les garanties appropriées.

Une garantie pour le financement de la construction du village olympique a été apportée par le gouvernement métropolitain de Tokyo en cas de déficit de financement de la part du secteur privé.

TAXES

L'importation, l'utilisation et l'exportation des biens requis par le CIO, les FI, les CNO et leurs délégations, les diffuseurs, les représentants de la presse écrite et photographique, les sponsors et les fournisseurs seraient exempts de droits de douane à condition qu'ils soient réexportés au cours d'une période d'un an.

Reconnaissant que pour les Jeux certains biens devraient rester au Japon pendant plus longtemps qu'un an, le comité de candidature de Tokyo 2020 a fourni un document garantissant un "traitement souple et approprié" s'agissant des exemptions douanières, avec notamment "l'extension de cette période".

La taxe sur la consommation (similaire à la TVA) pourrait être récupérée par les entités étrangères liées aux Jeux, mais des processus simplifiés et traitements accélérés devraient être mis en place.

Finance

RESUMÉ FINANCIER

Le budget du COJO a été préparé de façon efficace et approfondie en tenant compte des exigences ainsi que de l'expérience des précédentes villes hôtes afin d'appliquer le tout au contexte de Tokyo. Il représente une estimation raisonnable des coûts et des revenus liés à l'accueil des Jeux. Aussi la commission le considère-t-elle comme réalisable.

Le budget hors COJO reflète une bonne compréhension de la portée des engagements financiers requis par l'organisation des Jeux. Les Jeux tireraient parti du fait qu'un fonds de réserve qui couvre entièrement les investissements hors COJO ait déjà été créé.

Toutes les garanties financières requises ont été fournies.



madríd2020

Candidate City



Vision, concept et héritage

VISION

Le désir de Madrid d'accueillir les Jeux s'inscrit dans la stratégie de développement à long terme de la ville, qui est formalisée dans un nouveau plan stratégique intitulé *Futuro Ciudad Madrid 2020*, et qui comprend des projets ayant pour objectif de régénérer des espaces verts, d'améliorer les infrastructures de transport et de construire de nouvelles installations sportives.

La vision de Madrid est axée sur le développement social et économique. En tirant profit de son infrastructure moderne existante, Madrid 2020 vise à démontrer que les Jeux Olympiques peuvent être organisés moyennant de faibles investissements financiers, sans pour autant compromettre la qualité de l'expérience des Jeux Olympiques. Cette candidature est motivée par la conviction que les Jeux Olympiques donneraient un élan au développement économique durable et aux perspectives d'emploi, en particulier pour les jeunes. Avec l'organisation des Jeux de 2020, Madrid aspire à promouvoir l'intégration sociale par le sport et à partager la passion de l'Espagne pour le sport avec le reste du monde sous la devise « *Illuminate the future* » (Illuminer l'avenir).

CONCEPT

Madrid propose d'organiser les Jeux Olympiques de 2020 du vendredi 7 au dimanche 23 août. Ces dates ont été choisies pour des raisons météorologiques et pour coïncider avec la période des vacances, et ainsi garantir un nombre maximal de spectateurs et une circulation minimale.

Le concept est fondé sur l'utilisation d'un grand nombre de sites existants, faciles d'accès en transports publics.

Le concept des Jeux proposé est très compact : tous les sites se trouveraient à Madrid (à l'exception des épreuves de voile et des matchs préliminaires de football). La majorité des sites de compétition se situeraient dans deux grandes zones :

La zone de Campo de las Naciones, dans l'est de la ville, inclurait également le village olympique, le CIRTV/CPD et le village des médias.

La zone de Manzanares, qui longe la rivière du même nom à l'ouest de la ville, fait partie d'un plan de régénération environnementale mis en œuvre par la ville et constituera un espace vert dédié aux activités sportives et de loisirs.

Étant donné la proximité des sites et les infrastructures de transport modernes de Madrid, tous les groupes de clients devraient bénéficier de temps de trajet courts. Grâce à son concept, Madrid placera véritablement la fête olympique au centre-ville.

Vision, concept et héritage

HÉRITAGE

La planification de l'héritage est étroitement liée au plan de développement stratégique de la ville et s'appuie sur le travail déjà accompli lors des candidatures olympiques de 2012 et 2016, qui ont permis d'accroître le nombre d'installations sportives, d'acquérir de l'expérience dans l'organisation d'événements sportifs et d'apporter des améliorations au système de transports publics.

Une fondation chargée de l'héritage, qui serait financée par la société responsable du développement des sites olympiques (*Olympic Development Authority – ODA*) serait intégrée dans les départements de la municipalité afin de garantir une coopération étroite. Après les Jeux, la responsabilité de cette fondation serait transférée à la ville de Madrid.

En accueillant les Jeux de 2020, Madrid désire contribuer à la poursuite de sa régénération et à l'intégration de deux zones urbaines majeures. Les projets visent notamment à faire de Madrid un centre du sport national et international, à accorder plus de place aux moyens de transports durables et respectueux de l'environnement et à promouvoir le sport en tant que vecteur d'intégration sociale et de santé.

Madrid 2020 s'engage à ne construire de nouveaux sites permanents que lorsqu'un héritage sportif à long terme est garanti. L'organisation des Jeux renforcerait les compétences et le savoir-faire organisationnel et consoliderait le statut de Madrid et de l'Espagne, qui deviendraient des destinations sportives en plus d'être des destinations touristiques populaires.

Le comité de candidature affirme que l'organisation des Jeux permettrait en outre de sensibiliser la population au handicap, et favoriserait l'intégration et l'acceptation des personnes handicapées.

COMMUNICATION

Le thème central du plan de communication septennal de Madrid 2020 est « Pour un avenir durable ». Au niveau national, le plan de communication s'attacherait à entretenir et à renforcer le soutien en faveur des Jeux dans tous les secteurs de la société, en mettant particulièrement l'accent sur les médias et les réseaux sociaux. En termes de communication internationale, les Jeux seraient promus par des événements internationaux qui se dérouleraient en Espagne au cours des années précédant les Jeux. L'accent serait mis sur le renforcement de la marque « Sport et Espagne ».

La commission estime que des efforts de communication ciblés seraient nécessaires pour encourager l'engagement national autour des Jeux.

Vision, concept et héritage

CULTURE, EDUCATION, CEREMONIES ET ACTIVITÉS ORGANISÉES EN VILLE

Le programme culturel s'attacherait à renforcer les racines multiculturelles de la ville et à promouvoir l'intégration, le respect et la diversité. Bien que le dossier de candidature parle du lancement d'un plan stratégique culturel, celui-ci en est encore à l'état de concept. Durant la visite de la commission, il a été précisé que la ville de Madrid lancerait un programme culturel trois ans avant les Jeux et que le COJO mettrait sur pied une série de « superproductions » culturelles au cours de l'année précédant les Jeux.

Madrid 2020 propose de développer des projets éducatifs élaborés lors des candidatures précédentes et d'étendre les programmes existants du CNO pour les mettre en œuvre dans les écoles de Madrid et du pays. Le plan proposé est cohérent. Il soutient l'éthique du sport en tant que moyen de promouvoir et de transmettre des valeurs sociales, un mode de vie sain pour tous et l'inclusion, en particulier celle des jeunes en danger d'exclusion sociale. Madrid 2020 profiterait de la « Journée olympique » pour promouvoir le sport, en particulier les sports moins populaires en Espagne, et, au cours de l'année précédant les Jeux, associerait toutes les villes co-organisatrices à cet effort.

Un camp de jeunesse rassemblant jusqu'à 500 jeunes athlètes du monde entier, y compris des athlètes handicapés, aurait lieu 10-15 jours avant les Jeux Olympiques.

Les cérémonies d'ouverture et de clôture se dérouleraient dans le stade de Madrid – situé dans le parc olympique (*Campo de las Naciones*) – qui subit actuellement des travaux de rénovation et d'agrandissement qui lui permettront d'atteindre une capacité de 65 000 places.

Les activités culturelles et éducatives, les animations en ville et les cérémonies ont toutes été incorporées dans le concept et un budget détaillé a été présenté. L'histoire de Madrid, sa diversité culturelle, son amour du sport et de la fête, sa popularité en tant que destination touristique et la concentration des activités dans la ville devraient garantir un festival vivant durant les Jeux.

Sports et sites de compétition

CONCEPT SPORTIF

Le concept sportif a été élaboré autour d'un plan qui accorde une place importante à des sites existants bien situés, dans le centre-ville, auxquels s'ajoutent les travaux en cours dans l'est de la ville.

Le plan prévoit l'exploitation optimale de 28 sites de compétition existants, tandis que sept sites doivent être construits (quatre sites permanents et trois temporaires).

Madrid 2020 propose 35 sites de compétition, répartis de la façon suivante :

Zone de Campo de las Naciones – 14 sites de compétition

- Noyau du parc olympique, incluant l'enceinte du parc olympique (5 sites de compétition, le site des cérémonies d'ouverture et de clôture et le village olympique)
- Noyau IFEMA (9 sites de compétition) incluant le CIRTV/CPP et le village des médias.

Zone de Manzanares – 8 sites de compétition

- Noyau du Club de Campo (4 sites de compétition)
- Enceinte de Casa de Campo (2 sites de compétition)
- 2 sites autonomes

6 sites de compétition à l'intérieur de Madrid entre les deux zones, notamment les deux lieux emblématiques que sont le parc du Retiro et les arènes de Las Ventas.

1 site (tir) à Paracuellos de Jarama, à l'est du village olympique.

6 sites de compétition hors de Madrid : matches préliminaires de football à Barcelone, Cordoue, Malaga, Valladolid et Saragosse, et le site de voile à Valence.

DISTANCES JUSQU'AUX SITES

Madrid présente un projet très compact. Tous les sites localisés à Madrid se trouveraient dans un rayon de 10 km autour du centre-ville. Les athlètes pourraient se rendre sur tous les sites de compétition et d'entraînement en 20-25 minutes environ.

Un train à grande vitesse relierait Madrid au site des épreuves de voile en moins de deux heures.

Sports et sites de compétition

ÉTAT DE CONSTRUCTION DES SITES

Tous les terrains nécessaires pour les sites et l'aménagement olympique ont été obtenus.

Sur les 35 sites de compétition proposés :

- 28 existent déjà, dont 3 qui nécessiteraient des travaux permanents ;
- 3 sites seraient temporaires et démontés après les Jeux ;
- 4 sites seraient des constructions neuves, permanentes, qui dépendent des Jeux.

Bien que le comité de candidature ait placé les sites de cyclisme sur route, de triathlon et de tir à l'arc parmi les sites existants, car certaines infrastructures existantes seraient utilisées, la commission juge que d'importants travaux d'aménagement seraient nécessaires, équivalant au type de travaux requis pour un site temporaire.

Les épreuves tests se dérouleraient entre août 2018 et juillet 2020. Près de 50 % des sites ne seraient accessibles pour les travaux d'aménagement qu'à la fin mai 2020 (deux mois avant les Jeux), ce qui, de l'avis de la commission, pourrait poser des difficultés.

Dans l'ensemble, le programme de construction des sites de compétition est relativement modeste et la commission est convaincue que Madrid 2020 pourrait le mener à bien conformément aux prescriptions des Jeux.

CARACTERISTIQUES DES SITES / DIFFICULTÉS

Tous les sites ont été approuvés par les Fédérations Internationales concernées et le comité de candidature de Madrid 2020 a confirmé qu'il :

- réviserait les plans préliminaires de façon à intégrer les exigences opérationnelles des Jeux Olympiques dès les premières phases de la planification ;
- ferait preuve de flexibilité pour procéder à d'éventuels ajustements liés au programme olympique et/ou à l'horaire des sports / compétitions ;
- discuterait de l'utilisation optimale des sites et de tout éventuel changement avec le CIO.

La commission juge que si l'utilisation de lieux connus du centre-ville (Las Ventas et le parc du Retiro) constituerait indubitablement un grand attrait pour les Jeux, leur transformation en sites olympiques pourrait présenter des difficultés.

De nombreuses études de faisabilité ont été effectuées sur le site proposé pour l'aviron et le canoë. Cependant, la présence d'un grand pont autoroutier rend le développement de ce site complexe, lequel nécessiterait des investissements considérables.

Sports et sites de compétition

ENÉRGIE

Les infrastructures énergétiques actuelles de la région de Madrid sont sûres et stables. La demande accrue générée par les Jeux entraînerait une augmentation de 1 % par rapport à la demande actuelle dans la région, ce qui serait largement couvert par la hausse prévue de la production.

En 2010, 31 % du courant électrique produit à Madrid provenait de sources renouvelables. Conformément aux améliorations prévues depuis 2003, la région de Madrid s'efforce d'atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto (meilleure efficacité, qualité de la distribution, ressources énergétiques renouvelables et protection contre les impacts environnementaux). Elle réalise en outre des investissements majeurs dans le but de moderniser la production, et améliore considérablement la capacité de transmission et de distribution du réseau électrique.

La région de Madrid est bien placée pour répondre à la fois à la demande à long terme et aux besoins prévus des Jeux de 2020.

EXPÉRIENCE SPORTIVE

Madrid et l'Espagne ont accueilli des événements internationaux majeurs dans 28 sports olympiques ces dix dernières années.

HÉRITAGE SPORTIF

L'utilisation de sites existants et l'achèvement des travaux de construction en cours renforceront les bonnes infrastructures sportives que Madrid fournit déjà à ses athlètes d'élite et à ses habitants. Les quatre sites permanents prévus offriront des installations nationales d'entraînement et de compétition pour les athlètes espagnols, dans des sports où ces infrastructures sont actuellement inexistantes ou mal situées.

Malgré le contexte économique actuel, le gouvernement a confirmé à la commission qu'il était déterminé à soutenir la promotion de tous les sports, et à encourager les athlètes olympiques et paralympiques espagnols à atteindre l'élite.

Village Olympique

EMPLACEMENT / CONCEPT

Madrid propose un seul village olympique sur un site de 64 hectares (soit 46 hectares pour le village olympique et 18 hectares pour les installations sportives et un lac/espace vert) à proximité du parc olympique. L'expérience des athlètes serait encore améliorée du fait de la proximité immédiate du centre-ville. Pour les Jeux Olympiques, 17 800 lits (16 800 pour les CNO et 1 000 pour les officiels supplémentaires si nécessaire) seraient fournis.

Durant les Jeux Paralympiques, environ 8 000 lits seraient utilisés (50 % en chambre double et 50 % en chambre simple). Étant donné que l'aménagement est flexible et accessible, il serait possible d'augmenter le nombre de chambres simples.

Le village comprendrait 19 bâtiments résidentiels de 3 à 10 étages (8 étages en moyenne), tous équipés d'ascenseurs très performants. Durant les Jeux Olympiques, le rez-de-chaussée servirait d'espace de bureaux pour les CNO. Pendant les Jeux Paralympiques, seuls les 5 premiers étages seraient utilisés.

Tous les bâtiments résidentiels se trouveraient à moins de 300 m du restaurant principal et du centre de transport.

Les installations du village comprendraient une piste de course et une piscine en plein air.

Tous les athlètes vivraient au village olympique, à l'exception des participants aux épreuves de voile et de football. Madrid 2020 affirme que tous les athlètes seraient hébergés à moins de 20 minutes de leur site de compétition.

L'hébergement des athlètes et des officiels dans les villes co-organisatrices des épreuves de voile et de football a été prévu dans des hôtels situés à proximité immédiate de leur site de compétition, où ils bénéficieraient du même niveau de services qu'au village olympique. Ces athlètes disposeraient également d'un lit au village olympique pendant toute la durée des Jeux.

ORGANISATION DU VILLAGE

Le restaurant principal, situé à côté du centre de transport, aurait une capacité de 6 000 places et couvrirait une surface de 11 000 m². Des stands de restauration supplémentaire seraient aussi disponibles.

Des moyens de transport respectueux de l'environnement seraient fournis dans le village, notamment 3 000 vélos mis gracieusement à disposition. En tout, entre 1 910 et 2 320 places de stationnement seraient fournies, réparties de la façon suivante : 1 650 places pour les CNO (jusqu'à 2 000 places pourraient être mises à disposition si nécessaire), 250-300 pour les invités et 10-20 pour les médias.

Village Olympique

Les palefreniers et les vétérinaires seraient hébergés dans des installations temporaires sur le site des épreuves équestres.

DEVELOPPEMENT DU VILLAGE

Le terrain prévu pour le village olympique appartient à la municipalité de Madrid. Des représentants du gouvernement (ODA) et du COJO travailleraient ensemble à la conception du village. L'ODA serait chargée de la construction. En raison de la présence d'une route importante à proximité du village olympique, Madrid 2020 a confirmé que des mesures appropriées seraient prises pour réduire les nuisances sonores. Les travaux de construction débuteraient au cours du deuxième trimestre 2016 et se termineraient au plus tard en décembre 2019, ce qui signifie que le village serait mis à la disposition du COJO sept mois avant les Jeux.

Les fonds proviendraient d'un partenariat public/privé et sont pleinement garantis par les trois niveaux de gouvernement. Les fonds publics couvriraient les infrastructures et les zones non résidentielles du village (USD 279 millions), tandis que les fonds privés financeraient les zones résidentielles (USD 479 millions).

UTILISATION POST-OLYMPIQUE

Le village olympique serait transformé en quartier résidentiel avec des logements sociaux. La ville s'attend à ce que la demande annuelle, qui est actuellement d'environ 13 000 unités, atteigne les 15 000 unités. Les infrastructures sportives seraient publiques. La polyclinique continuerait de fournir des services médicaux à la collectivité, tandis que le centre des CNO/CNP serait principalement occupé par une école primaire, un des bâtiments étant transformé en maison de retraite.

La place du village olympique, ainsi que les lacs et les espaces verts, seraient conservés et convertis en zones de détente pour la population locale.

Jeux Paralympiques

CONCEPT

Pour les Jeux Paralympiques, Madrid 2020 propose un concept très compact. À l'exception des épreuves de voile, qui se dérouleraient à Valence, tous les sites paralympiques seraient à moins de 15 minutes du village paralympique.

Les Jeux Paralympiques se dérouleraient du 11 au 22 septembre. L'ouverture du village paralympique aurait lieu huit jours après la fermeture du village olympique, ce qui laisserait amplement le temps de faire la transition.

Les Jeux Paralympiques bénéficieraient du même niveau de services que les Jeux Olympiques.

La devise « Illuminate the future » inclut des objectifs propres aux Jeux Paralympiques, notamment la sensibilisation aux Jeux Paralympiques dans le but d'augmenter leur valeur marketing. Par ailleurs, on constate un fort engagement social à créer une société accessible à tous les égards et à améliorer l'accès des personnes handicapées aux activités sportives.

BUDGET

Le budget de USD 173,9 millions représente le coût marginal des Jeux Paralympiques car les dépenses liées aux Jeux Paralympiques sont entièrement intégrées dans le budget du COJO. Le gouvernement espagnol, le gouvernement régional et la ville de Madrid se sont chacun portés garants à hauteur de USD 32 millions.

COMITÉ D'ORGANISATION

L'Espagne a une bonne expérience de l'organisation de manifestations paralympiques nationales et internationales, et le Comité National Paralympique siègerait au comité exécutif du COJO et au conseil olympique, la plus haute instance décisionnelle liée aux Jeux.

La structure que Madrid 2020 propose pour les Jeux Paralympiques soulève des questions relatives à la livraison des Jeux. La commission estime qu'il serait important que la structure du comité d'organisation soit revue afin de garantir une pleine intégration opérationnelle.

SPORTS ET SITES

Le concept très compact des sites garantirait des trajets courts pour les athlètes, la famille paralympique et les autres clients des Jeux. La seule exception est le site de la voile, à Valence, qui serait relié à Madrid par un train à grande vitesse.

Jeux Paralympiques

Les sites paralympiques de compétition, d'entraînement et autres sites seraient les mêmes que ceux utilisés pour les Jeux Olympiques. Des sommes sont prévues dans le budget pour améliorer l'accessibilité des sites existants. Les nouveaux sites respecteraient, voire surpasseraient, les exigences du Code technique de construction espagnol et les lignes directrices de l'IPC relatives à l'accessibilité.

Il y aurait dix épreuves tests paralympiques spécifiques dans des sports restant à déterminer en accord avec l'IPC.

Les plans des sites pour les sports actuellement au programme paralympique ont été approuvés par les Fédérations Internationales concernées.

SERVICES AUX JEUX

Hébergement

Madrid 2020 a réservé suffisamment de chambres pour la période des Jeux Paralympiques, avec un bon éventail de prix. La famille paralympique serait logée dans des hôtels 5 étoiles proches du parc olympique, à un prix maximal de USD 375 par chambre. Madrid 2020 prévoit d'utiliser 20 à 25 hôtels afin de répondre aux exigences en matière d'accessibilité mais s'engage à collaborer étroitement avec l'IPC afin d'en limiter le nombre au maximum. Les officiels des Jeux seraient hébergés dans une zone du village olympique réservée à leur intention. Les médias seraient logés dans des chambres d'hôtel et dans un village des médias faciles d'accès.

Transport

Il existe déjà 170 stations de métro accessibles aux personnes handicapées (soit 61 % du total) et la totalité de la flotte de bus est composée de véhicules à plancher surbaissé. Le but est que toutes les stations de métro des sites soient accessibles d'ici 2020.

En tout, 250 km de voies seraient réservés durant les Jeux Paralympiques. Toutes les personnes accréditées bénéficieraient de la gratuité des transports publics. Ceux-ci seraient également gratuits pour les détenteurs de billets le jour de l'épreuve. Les personnes accréditées recevraient des véhicules adaptés si nécessaire.

Un système de réservation en ligne serait disponible pour l'attribution de places de stationnement adaptées aux spectateurs et au personnel à mobilité réduite.

MEDIAS ET COMMUNICATION

Opérations médias

Le CIRTV / CPP utilisé pour les Jeux Olympiques serait également utilisé pour les Jeux Paralympiques, à une échelle adaptée.

Jeux Paralympiques

Communication et promotion des Jeux Paralympiques

La promotion des Jeux Paralympiques serait axée sur l'augmentation de la couverture médiatique de performances sportives remarquables.

Madrid 2020 a conclu des accords avec des chaînes de télévision publiques afin d'accroître la couverture des sports paralympiques avant les Jeux, en mettant en évidence l'histoire personnelle d'athlètes paralympiques.

Le budget du COJO prévoit des fonds pour la promotion des Jeux Paralympiques. La campagne aurait en outre comme objectif de démontrer que chacun peut pratiquer un sport et que le handicap ne constitue pas un obstacle. Des programmes éducatifs seraient également lancés, avec un contenu spécifique destiné aux écoles et aux universités.

ASPECTS JURIDIQUES

La législation actuelle, bien établie, et plusieurs initiatives du gouvernement garantissent l'accessibilité et les droits des personnes handicapées, y compris leur accès à la pratique d'un sport.

Hébergement

GÉNÉRALITÉS

Environ 45 000 chambres d'hôtel se trouvent dans un rayon de 50 km autour de Madrid (et 43 000 chambres supplémentaires sont à disposition dans d'autres types d'hébergement), ce qui offre suffisamment de choix pour les clients des Jeux, les spectateurs, les visiteurs et la main-d'œuvre.

Le plan d'hébergement de Madrid prévoit au total plus de 45 000 chambres garanties dans 385 hôtels et autres établissements de 2 à 5 étoiles, ce qui répond aux exigences du CIO. Parmi ces chambres, 33 500 se trouveraient dans un rayon de 10 km autour du centre des Jeux (le centre-ville), reflétant un concept d'hébergement compact. Parmi les chambres restantes, 6 500 se trouveraient dans un rayon de 10 à 50 km autour du centre des Jeux et plus de 5 000 chambres seraient proposées dans les villes co-organisatrices.

TARIFS DES CHAMBRES

Le tarif maximal garanti par chambre d'hôtel pour la famille olympique en 2020 serait : USD 540 pour un hôtel 5 étoiles « super luxe », USD 375 pour un hôtel 5 étoiles et USD 316 pour un hôtel 4 étoiles. Tous ces prix incluent deux petits-déjeuners, les taxes et le Wi-Fi. Comme certains des hôtels proposés n'offrent que des chambres 5 étoiles « super luxe », d'autres hôtels devraient être proposés pour ce groupe de clients.

Le prix maximal garanti en USD 2020 pour les autres groupes de clients, petit-déjeuner, taxes et Wi-Fi inclus, serait le suivant :

5 étoiles « super luxe »	USD 626
5 étoiles	USD 428
4 étoiles	USD 362
3 étoiles	USD 283
Économique	USD 218
Village des médias	USD 283

La formule utilisée pour calculer les tarifs ci-dessus est basée sur une moyenne pondérée des tarifs d'août 2012. Pour chaque catégorie de chambre, il a été ajouté un facteur d'inflation d'environ 2 % par an sur huit ans, ainsi qu'une majoration olympique de 5 % pour les Jeux Olympiques. La commission juge ces tarifs avantageux.

Il n'y aurait pas de frais de réservation et pas de durée de séjour minimale.

Un taux maximal d'espace fonctionnel par m² a aussi été fixé.

Durant la visite de la commission, Madrid 2020 a garanti la mise à disposition d'environ 3 000 chambres sur le campus universitaire à un prix inférieur.

La commission a eu la confirmation que les chambres seraient payées en dollars US.

Hébergement

HÉBERGEMENT DES MEDIAS

Les médias seraient hébergés dans des hôtels 2 à 5 étoiles (offrant environ 16 000 chambres) qui leur seraient réservés et qui, à Madrid, seraient regroupés à proximité immédiate du centre-ville et des deux zones des Jeux. Les tarifs des chambres mentionnés ci-dessus pour les autres groupes de clients s'appliqueraient aussi aux hôtels des médias et il n'y aurait pas de durée minimale de séjour.

Un village temporaire des médias comprenant 3 000 chambres (100 % de chambres simples) est aussi proposé dans le noyau IFEMA, qui sera démonté après les Jeux. Le prix maximal d'une chambre en 2020 serait de USD 283 (soit l'équivalent d'une chambre dans un hôtel 3 étoiles). Le village serait géré par des entreprises hôtelières spécialisées et les services incluraient un accès à Internet, le service de restauration en chambre, un service de blanchisserie, des services médicaux et la possibilité de se restaurer 24 h/24.

Un service de navette permanent relierait les hôtels au CIRTV/ CPP. Étant donné le grand nombre d'hôtels attribués aux médias, le fonctionnement du système de transport pourrait présenter certaines difficultés.

ATTRIBUTION DES CHAMBRES

L'attribution des chambres proposée pour chaque groupe de clients a été effectuée en prenant en considération les différents noyaux de sites et les exigences des clients.

Il existe un bon choix d'hôtels 3, 4 et 5 étoiles répondant aux besoins des clients des Jeux.

REMARQUES SUPPLÉMENTAIRES

Le choix et l'emplacement des chambres existantes à Madrid est un plus et élimine tout risque lié à la construction de nouveaux hôtels.

Transport

TAILLE DE LA VILLE ET TENDANCES

La ville de Madrid a une population de 3,3 millions d'habitants, et sa région compte 6,4 millions d'habitants. Le nombre d'habitants et de propriétaires de voitures est stable, ce qui devrait limiter l'impact futur sur les conditions de circulation.

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET HÉRITAGE

Au cours des 20 dernières années, d'importants investissements ont été réalisés dans les infrastructures de transport de Madrid, ce qui permet à la ville de bénéficier d'un réseau routier et d'un système de transports publics denses et modernes. En résultat, aucun investissement majeur dans les infrastructures de transport ne serait nécessaire pour accueillir les Jeux Olympiques.

Si Madrid était élue ville hôte pour les Jeux de 2020, les investissements liés aux Jeux atteindraient USD 0,43 milliard. Environ la moitié de cette somme serait destinée à la construction de deux stations de métros et de trois gares de train de banlieue, sur des lignes qui existent déjà. Ces stations sont nécessaires pour améliorer l'accès au complexe IFEMA (emplacement du CIRTV/ CPP) et aux sites prévus dans la zone de Campo de las Naciones. La construction de ces stations serait terminée d'ici 2019.

AÉROPORT D'ACCÈS

Madrid est desservie par l'aéroport international Barajas. En 2011, il a vu passer 49 millions de voyageurs alors que sa capacité actuelle est de 70 millions de passagers par année, ce qui suffit amplement aux besoins des Jeux Olympiques d'été.

Les quatre terminaux sont accessibles en métro ou en train, ce qui facilite l'accès à la ville. De plus, le village olympique se situerait à 10 km de l'aéroport.

CONCEPT DE TRANSPORT POUR LES JEUX

À Madrid, tous les sites se trouveraient dans un rayon de 10 km autour du centre-ville. La ville possède un réseau d'autoroutes et d'artères urbaines ainsi qu'un bon système de transport ferroviaire, offrant un système multimodal de transports urbains.

- La zone compacte de Campo de las Naciones, qui comprend 14 sites de compétition, le village olympique, le village des médias et le CIRTV/ CPP serait desservie par des lignes de métro et de train de banlieue.

Transport

- La zone de Manzanares, le long de la rivière, réunit huit sites de compétition. Proches du centre-ville, quatre sites du noyau du Club de Campo seraient desservis par navette et deux sites du noyau Casa de Campo seraient desservis par métro et par bus navette. Les deux derniers sites autonomes, pour le tennis et l'aviron/canoë seraient respectivement desservis par un système de transport multimodal et des bus navettes.

Si Madrid était élue, une grande attention devrait être accordée à la planification opérationnelle détaillée, notamment à l'accès des spectateurs aux sites du noyau du Club de Campo.

- Six autres sites de compétition seraient situés dans le centre-ville et desservis par les transports publics ou par des bus navettes.
- Un site de compétition (tir) se trouve à l'est de Madrid, à 12 km du village olympique, et serait desservi par des bus navettes.
- Les villes hôtes des épreuves de football et de voile sont toutes reliées à Madrid par des trains à grande vitesse qui arrivent à la gare centrale. Le trajet dure au maximum trois heures.

TRANSPORTS PUBLICS

Sur les 29 sites de compétition de Madrid, 23 seraient desservis par un système intégré de transports publics. Les six autres sites de compétition (sports équestres, golf, tir à l'arc, pentathlon moderne, tir et épreuves d'aviron et de course en ligne de canoë-kayak) seraient accessibles par bus navettes.

ORGANISATION DES TRANSPORTS ET GESTION DE LA CIRCULATION PENDANT LES JEUX

La nature très compacte du concept des Jeux et les systèmes de gestion de la circulation faciliteraient les opérations de transport.

Un système étendu de voies réservées aux Jeux Olympiques (267 km) serait mis en place, principalement sur les autoroutes urbaines.

- 82 km de voies seraient réservés ;
- le reste du réseau olympique serait géré en fonction de l'horaire des compétitions et serait facilité par les mesures existantes de gestion de la circulation.

Toutes les personnes accréditées bénéficieraient de la gratuité des transports publics, tout comme les détenteurs de billets le jour de l'épreuve prévue.

Transport

DISTANCES ET TEMPS DE TRAJET

Le tableau ci-dessous indique les temps de trajet prévus en 2020 entre le village olympique et les 29 sites de compétition à Madrid. Les villes co-organisatrices des épreuves de football et de voile ne sont pas incluses.

<10 min	11-20 min	21-30 min	31-40 min	>40 min
19	10	0	0	0

Prenant en considération la solidité du réseau de transport actuel et les mesures de gestion de la circulation de Madrid, ainsi que la nature très compacte du concept des Jeux, la commission estime que Madrid pourrait offrir de bons services de transport qui garantiraient des temps de trajet courts pour tous les groupes de clients des Jeux.

Opérations médias

CONCEPT DU CIRTV/CPP

Madrid 2020 propose pour les opérations médias un plan compact qui répond aux exigences du CIO et démontre une bonne connaissance des besoins de ce groupe de clients.

Le CIRTV et le CPP voisin se trouveraient dans le centre d'exposition de Madrid (IFEMA), dans la zone de Campo de las Naciones, et seraient accessibles à pied depuis neuf sites de compétition.

Selon le plan proposé, le CIRTV occuperait deux étages de deux halles d'exposition. Si Madrid est élue, la commission pense qu'il faudrait peut-être réaffecter des espaces dans l'IFEMA pour répondre aux besoins du CIRTV, ce qui pourrait influencer sur le plan directeur des sites sportifs.

Le CPP se trouverait à 150 m du CIRTV, dans l'actuel centre de conférence municipal de Madrid, qui offre les 40 000 m² requis pour les Jeux. L'espace serait réparti entre quatre niveaux au-dessus du niveau de la rue et trois niveaux inférieurs. La configuration du bâtiment pourrait présenter des difficultés pour les opérations médias. La candidature prévoit des services de restauration distincts pour le CIRTV et le CPP.

Le CIRTV et le CPP partageraient un périmètre de sécurité et un centre de transport, qui se trouverait entre les deux sites. L'emplacement du CIRTV et du CPP permettrait de garantir des temps de trajet courts vers tous les sites de compétition de Madrid et le village olympique, qui se trouveraient tous à moins de 20 minutes.

Les exigences du CIO sont respectées pour ce qui est du calendrier d'occupation des lieux par le COJO et des places de stationnement.

TRANSPORT DES MÉDIAS

L'emplacement central du CIRTV/CPP faciliterait les déplacements entre les sites. Madrid 2020 propose un centre réservé aux médias ouvert 24h/24 et un système de transport en rayons qui relierait tous les logements des médias aux sites en passant par le CIRTV/CPP, qui servirait de plaque tournante (plateforme de transport). D'autres centres permettant d'aller directement des sites d'hébergement aux sites sportifs sont prévus dans la ville.

Les médias auraient un accès libre au système de transports publics extrêmement efficace et bien développé de Madrid.

Environnement

GÉNÉRALITÉS

Madrid 2020 prévoit d'accorder une priorité élevée à l'environnement et au développement durable, de s'appuyer sur les normes exigeantes d'amélioration de la qualité de l'environnement appliquées par la ville de Madrid ces dernières années, et de laisser de façon générale un héritage significatif dans ce domaine.

ORGANISATION

Immédiatement après l'élection de la ville hôte, un plan détaillé sur l'environnement et le développement durable serait élaboré par un comité directeur comprenant de hauts responsables du COJO, de l'ODA et des organismes du gouvernement. Ainsi, le plan de développement durable couvrirait tous les développements liés aux sites et aux infrastructures, l'organisation des Jeux et les programmes environnementaux urbains plus généraux.

Le département du développement durable du COJO serait inclus dans le département de la stratégie et de la planification et dirigerait et coordonnerait l'élaboration et la mise en œuvre du plan. Le COJO se conformerait à la norme ISO 20121 sur les systèmes de management responsable appliqués à l'activité événementielle et entend faire certifier par une tierce partie le respect de la norme.

À titre d'engagement supplémentaire à l'égard de la transparence, un organe indépendant serait désigné pour assurer la mise en œuvre du plan et un soutien technique, et entretenir le dialogue avec les parties prenantes. La commission estime qu'il s'agirait d'un bon moyen d'obtenir le soutien des parties prenantes et d'assurer la crédibilité du programme de développement durable des Jeux, car cet organe serait entièrement financé par le COJO, mais il faudrait veiller à ce qu'il soit crédible en termes d'indépendance et qu'il ait l'autorité nécessaire pour certifier le travail d'autres partenaires de Madrid 2020.

INITIATIVES CLÉS

Conformément aux législations espagnole et européenne, chacun des nouveaux sites serait soumis à des études d'impact environnemental.

Une caractéristique majeure de la candidature est l'utilisation de sites existants. En effet, seuls quatre nouveaux sites sportifs permanents et le village olympique devraient être construits. Ces sites seraient certifiés selon des normes de construction durable internationalement reconnues.

Le village serait construit sur un site qui fait partie d'un vaste programme de régénération environnementale dans l'est de Madrid. La planification inclut la création de vastes espaces verts dans le but de créer un projet exemplaire d'aménagements paysagers durables et d'atténuation des impacts sur le climat. Les Jeux favoriseraient en outre l'amélioration de la « ceinture verte » de Madrid et du « couloir de la biodiversité ».

Environnement

Il est proposé que tous les sites se conforment aux normes européennes de gestion de l'environnement. Cependant, l'engagement formel à appliquer ces normes n'a pas encore été obtenu de la part des propriétaires et des gérants des nombreux sites existants qui seront utilisés pour les Jeux.

Le groupement très compact des sites et le bon réseau de transports publics contribueraient à réduire les impacts liés aux transports. Le parc officiel de véhicules serait composé de divers véhicules peu polluants et peu bruyants.

Le comité d'organisation de Madrid 2020 vise à organiser des Jeux à bilan carbone neutre, en prenant en considération toutes les émissions de carbone associées à la totalité du projet Jeux, ce que la commission juge peut-être ambitieux. Le projet se concentrerait sur les bâtiments peu gourmands en énergie et l'utilisation d'énergies renouvelables, auxquels s'ajouteraient la compensation des émissions de carbone et d'autres mesures de compensation. L'empreinte carbone des Jeux inclurait les impacts liés à l'« énergie grise » utilisée par les matériaux de construction et des produits. Si Madrid était élue ville hôte, il serait important de bien comprendre quelle serait la portée exacte de ce programme et comment l'empreinte carbone et les projets de compensation seraient mesurés.

Le COJO et l'ODA adopteraient des politiques d'acquisition de ressources durables et leurs équipes respectives chargées du développement durable seraient intégralement associées au processus d'acquisition des fournisseurs. Le COJO appliquerait également ces politiques à la sélection des détenteurs de licences et des sponsors nationaux.

Sûreté et sécurité

Le gouvernement national, par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur, serait l'ultime responsable de la sécurité des Jeux sur les plans financier et opérationnel.

La structure de commandement est claire, tout comme l'est la répartition des rôles et des responsabilités entre la commission supérieure de la sécurité olympique (niveau politique), la commission de planification et de sécurité olympique (niveau stratégique), la division de la sécurité olympique (niveau tactique et opérationnel) et le département du COJO chargé de la sécurité olympique. Il est clairement établi que le but est de mener une opération de sécurité entièrement intégrée.

Le personnel de sécurité des Jeux proviendrait de divers organes du gouvernement et d'entreprises de sécurité privées (plus de 79 000 collaborateurs). Tous ces organismes ont de l'expérience en matière de grands rendez-vous sportifs.

Le COJO prendrait en charge les frais liés aux aspects technologiques de la sécurité des sites et à l'engagement de personnel de sécurité privé, et assumerait la responsabilité de la sécurité à l'intérieur du périmètre des sites. Durant la visite de la commission, des représentants du ministère de l'Intérieur ont expliqué que leur ministère couvrirait les frais de toutes les opérations de sécurité qui se dérouleraient hors de ce périmètre et que le budget du ministère pourrait être ajusté pour répondre à tout besoin supplémentaire en matière de sécurité.

L'organisation séparatiste basque ETA a commis de nombreux attentats à Madrid et dans les alentours pendant plusieurs dizaines d'années. En novembre 2012, le groupe a annoncé être prêt à "*mettre fin définitivement*" à ses opérations.

La commission juge que la planification de la sécurité est bonne, en particulier au vu du nombre d'agents proposé, et que Madrid serait capable d'assurer le déroulement des Jeux Olympiques d'été de 2020 en toute sécurité.

Services médicaux et contrôle du dopage

L'Espagne dispose d'un plan bien développé pour les soins de santé pour les Jeux Olympiques.

Cinq hôpitaux (2 400 lits) ont été prévus pour les athlètes et autres groupes de clients des Jeux. Ils se trouvent tous à moins de 20 minutes du village olympique.

Il existe un savoir-faire en médecine du sport et un engagement à fournir des volontaires issus de centres d'excellence espagnols, notamment de récents diplômés en médecine.

La planification d'urgence des Jeux semble être complète et satisfaisante. Il existe un numéro unique à appeler en cas d'urgence, ce qui garantit une réponse coordonnée, et Madrid 2020 a confirmé que la ville visait à maintenir le délai de réponse des services d'ambulance à 7 minutes (en moyenne) et à un maximum de 15 minutes durant les Jeux.

Les médecins d'équipe des CNO pourraient fournir des services médicaux à leur délégation durant les Jeux. Un processus d'enregistrement simple et clair est prévu à leur intention.

CONTRÔLE DU DOPAGE

L'Espagne a ratifié la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport et a signé la Déclaration de Copenhague.

La législation actuellement en vigueur n'est pas conforme au Code mondial antidopage. Cependant, le gouvernement espagnol s'est engagé à adopter une nouvelle législation pour y remédier d'ici fin juin 2013. Sur la base de cet engagement, l'AMA a déclaré l'Espagne conforme au Code. Cependant, si le projet de loi était modifié avant d'être formellement adopté, ou si le processus législatif durait plus longtemps que prévu, l'AMA devrait reconsidérer sa position.

Aspects juridiques, gouvernance et livraison des Jeux

GARANTIES

Le dossier de candidature et les garanties démontrent une bonne compréhension des exigences du CIO et le respect de ces dernières.

Durant la visite de la commission, la répartition des responsabilités entre les trois niveaux des autorités publiques (gouvernement national, gouvernement régional et ville de Madrid) et leur capacité conjointe ou respective de garantir la livraison des Jeux au CIO ont été clarifiées, tout comme la méthode permettant de couvrir tout manque de fonds éventuel. Madrid 2020 a présenté à la commission une confirmation supplémentaire, signée par les trois niveaux de gouvernement, qui stipule : *"dans le cas très improbable où un niveau de l'administration souffrirait d'une incapacité totale d'honorer son engagement, le gouvernement national espagnol s'engage à couvrir toute perte (...). En d'autres termes, l'État espagnol servira de garant de dernier recours pour les Jeux de 2020"*. Si Madrid était choisie comme ville hôte, un mécanisme devrait être mis en place pour garantir que tous les fonds publics nécessaires soient mis à la disposition du COJO le cas échéant.

LÉGISLATION / MESURES JURIDIQUES

Madrid 2020 déclare que le gouvernement espagnol introduirait des mesures législatives spécifiques pour l'organisation des Jeux afin de garantir que tout le soutien juridique, administratif et financier supplémentaire nécessaire soit fourni pour la mise en œuvre réussie des Jeux. Des mesures semblables avaient été prises pour l'organisation des Jeux Olympiques de 1992 à Barcelone et la Coupe de l'America à Valence.

Tous les niveaux de gouvernement, y compris le gouvernement régional de Madrid et ceux des villes co-organisatrices, se sont engagés à prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que toutes les obligations soient remplies.

Comme l'a demandé le CIO, les propriétés olympiques et paralympiques sont protégées par le droit sur la propriété intellectuelle. De plus, une loi relative au marketing sauvage serait adoptée d'ici 2018 afin d'assurer une protection supplémentaire.

PERMIS DE TRAVAIL

Madrid 2020 a confirmé que, conformément à la législation européenne, les personnes accréditées pourraient remplir leurs fonctions olympiques un mois avant les Jeux et un mois après la fin des Jeux. En dehors de cette période, Madrid 2020 collaborerait avec les autorités compétentes pour garantir un processus permettant de faciliter et d'accélérer l'émission de permis de travail pour les diverses parties prenantes, selon des processus déjà mis en œuvre avec succès pour d'autres événements sportifs internationaux organisés en Espagne.

Aspects juridiques, gouvernance et livraison des Jeux

STRUCTURE DU COJO ET TRANSITION

a) **Gouvernement**

Comme il s'agit d'un projet national, les trois niveaux de gouvernement (national, régional et municipal) seraient pleinement associés à l'organisation des Jeux, en particulier par l'intermédiaire d'une entité (ODA) qui serait créée pour gérer les travaux de construction et les services publics. Les trois niveaux de gouvernement seraient en outre membres du conseil olympique, qui servirait d'organe de supervision et de coordination pour toutes les activités menées conjointement par le COJO et l'ODA.

La structure de l'ODA reflète ce qui serait attendu d'un pays ayant trois niveaux de gouvernement. Les responsabilités juridiques et financières seraient réparties à parts égales au sein de l'ODA.

b) **Organe directeur**

Le COJO jouirait d'une personnalité juridique et disposerait d'un système de gouvernance à deux niveaux :

- un comité exécutif représentant toutes les parties prenantes et dirigé par la ville et le CNO ;
- un conseil d'administration ayant pour responsabilité spécifique de garantir que toutes les obligations relatives à la livraison des Jeux soient remplies. Le conseil dépendrait du comité exécutif.

L'ODA prendrait la forme d'un consortium d'autorités publiques avec une personnalité juridique distincte et le maire de Madrid pour président.

c) **Opérations**

Tous les services et opérations nécessaires dans le cadre des Jeux seraient gérés par plusieurs secteurs fonctionnels et départements, qui dépendraient d'un directeur général relevant du conseil d'administration. L'ODA aurait son propre budget, son propre personnel et la pleine capacité d'agir. De plus, la coordination opérationnelle entre le COJO et l'ODA serait assurée par les comités de coordination compétents.

La structure proposée par Madrid 2020 semble bien pensée. Si l'organisation des Jeux était confiée à Madrid, il serait essentiel de revoir rapidement la matrice des responsabilités attribuées aux divers organes.

Soutien politique et public

POPULATION

L'Espagne est une monarchie parlementaire. Elle compte environ 46 millions d'habitants, dont plus de 6 millions dans la région de Madrid et environ 3,3 millions dans la ville de Madrid.

ÉCONOMIE NATIONALE

L'Espagne est la 13^e économie mondiale. Le Fonds monétaire international indique un produit intérieur brut (PIB) nominal d'environ USD 1 352 milliards (2012) et un PIB nominal par habitant d'environ USD 29 000 (2012).

L'économie était en récession en 2012. Pour 2013-2016, *l'Economist Intelligence Unit* (en avril 2013) prévoit une croissance annuelle moyenne de -1,7 % (2013) à +1,1 % (2016).

Madrid bénéficie encore d'importants investissements réalisés par le passé dans les infrastructures de la ville. Comme les investissements supplémentaires requis pour livrer les Jeux sont relativement modestes, la commission estime que l'économie espagnole devrait être capable d'assumer l'organisation des Jeux.

SOUTIEN

En tant que priorité nationale, le projet bénéficie du plein appui de tous les niveaux de gouvernement, comme le montrent les engagements pris par le gouvernement national, le gouvernement régional et la municipalité de Madrid, ainsi que tous les gouvernements régionaux et locaux des villes co-organisatrices.

Les deux principaux partis politiques, qui représentent plus de 80 % des élus aux niveaux national, régional et local, soutiennent la candidature.

Le secteur privé est favorable et de nombreuses entreprises appuient la candidature. Les deux principaux syndicats sont représentés dans la fondation Madrid 2020.

La répartition des responsabilités de mise en œuvre des Jeux entre les trois niveaux de gouvernement a été définie. Le gouvernement national, le gouvernement régional et la ville de Madrid garantissent le financement d'un tiers chacun de tous les investissements en capital (sites et infrastructures de transport) nécessaires pour accueillir les Jeux (pour un montant total de USD 647 millions chacun). De plus :

- le gouvernement national, dans les limites de ses compétences, fournirait gracieusement au COJO les services publics liés aux transports, à la sécurité publique, à la protection civile, à la circulation, aux douanes et à l'immigration ;
- le gouvernement régional de Madrid fournirait gracieusement au COJO les services publics relevant de sa responsabilité en matière de transports, de police et de sécurité, de protection civile et de soins de santé ;

Soutien politique et public

- la ville de Madrid fournirait gracieusement au COJO les services publics relevant de sa responsabilité en matière de transports publics, de sécurité publique, de protection civile, de prévention et de lutte contre les incendies, de réglementation de la circulation des véhicules et des piétons ainsi que des autoroutes, et de participation à la gestion des soins de santé primaires.

Le sondage d'opinion public commandé par le CIO révèle une adhésion au projet d'accueillir les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2020 de 76 % à Madrid et de 81 % dans le reste du pays.

Marketing

La ville de Madrid et le Comité olympique espagnol ont conclu un accord sur le programme de marketing conjoint conforme aux prescriptions du CIO.

Comme l'exige le CIO, la ville de Madrid et le Comité paralympique espagnol ont signé un engagement à conclure un accord sur le programme de marketing conjoint pour les Jeux Paralympiques et un budget a été alloué à cet effet.

PANNEAUX D’AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément aux prescriptions du CIO, Madrid 2020 a fourni des garanties relatives aux espaces publicitaires existants à l'aéroport, dans les transports publics et les zones extérieures dans les différentes parties de Madrid concernées par les Jeux et dans les villes co-organisatrices. Ces garanties seraient effectives du 1^{er} juillet au 30 septembre 2020 et couvriraient tout nouveau support publicitaire encore à créer.

Le comité de candidature a indiqué qu'il a l'intention d'acquérir des espaces publicitaires sur panneaux d'affichage à Madrid pour le mois d'août 2020 pour la communication du COJO.

PROTECTION DES DROITS

L'Espagne dispose d'une législation stricte qui protège la propriété intellectuelle olympique, et a une expérience considérable des événements rassemblant de nombreuses entreprises partenaires. Le comité de candidature estime que ces mesures sont suffisantes dans le contexte des Jeux. Les différents niveaux de gouvernement (national, régional et local) se sont engagés à introduire une législation supplémentaire pour s'attaquer spécifiquement au problème du marketing sauvage d'ici à 2018. De plus, durant sa visite, la commission a eu la confirmation que la police n'a pas besoin d'ordonnance du tribunal pour engager des poursuites pénales en cas de contrefaçons, ce qui garantit la poursuite immédiate de toute violation.

BILLETTERIE

Les recettes de la billetterie sont estimées à USD 899 millions pour les Jeux Olympiques et à USD 58 millions pour les Jeux Paralympiques. Le comité de candidature prévoit de vendre 7,4 millions de billets pour les Jeux Olympiques (un pourcentage de vente de 84 %) et 2 millions de billets pour les Jeux Paralympiques (un pourcentage de vente de 73 %). Le plan de billetterie des Jeux Paralympiques inclut des « billets journaliers » et des « abonnements ».

39 % des billets des épreuves olympiques seraient vendus pour moins de USD 55, tandis que 32 % des billets seraient à plus de USD 100. Le prix moyen d'un billet pour les Jeux Paralympiques serait de USD 29.

Marketing

Le comité de candidature a décrit plusieurs circonstances et stratégies qui, à son avis, contribueraient à remplir les stades :

- des tarifs abordables, comparables au prix actuel des événements sportifs en Espagne ;
- un marketing efficace et une diffusion passant par plusieurs voies ;
- la gratuité des transports publics locaux, compris dans le prix du billet, et l'accès facile aux sites de compétition en transports publics.

Les plans de Madrid 2020 démontrent une bonne connaissance des services supplémentaires nécessaires pour contribuer à garantir des stades pleins. Bien que les recettes totales attendues soient relativement élevées, étant donné la popularité des événements sportifs en Espagne et la taille du marché, la commission estime qu'elles sont réalisables.

PARRAINAGES LOCAUX ET LICENCES

Madrid 2020 estime à USD 694 millions le total des recettes générées par les parrainages nationaux. Comme le programme de marketing inclurait à la fois les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques, le budget ne présente pas de total distinct pour le marketing lié aux Jeux Paralympiques. Les valeurs moyennes prévues pour chaque niveau sont inférieures à celles des dernières éditions des Jeux Olympiques d'été, un facteur qui reflète le contexte économique espagnol. La commission reste prudente au sujet de la réalisation des objectifs de parrainage à l'échelon national. Madrid 2020 déclare que l'économie espagnole donne des signes de reprise.

Madrid 2020 s'engage à accroître la valeur commerciale des Jeux Paralympiques, à augmenter les retours sur investissement des partenaires commerciaux des Jeux et à se montrer flexible pour inclure des sponsors propres aux Jeux Paralympiques.

Les recettes liées à la vente de produits sous licence sont estimées à USD 106 millions. L'objectif est jugé réalisable sur le marché espagnol.

Finance

BUDGET DU COJO

Madrid propose un budget équilibré présentant des recettes et des dépenses s'élevant à USD 3,10 milliards, sur la base d'estimations en USD 2012. Une réserve pour imprévus d'USD 260 millions (soit 8,4 % des dépenses totales) est incluse dans le budget.

Madrid prévoit un taux annuel d'inflation de 1,4% à 2,2 % jusqu'en 2020, sur la base d'informations de l'*Economist Intelligence Unit* et du Fonds monétaire international. Madrid 2020 prévoit un taux de change en légère baisse de l'euro face au dollar américain et, pour le budget, a utilisé un taux de 1,28 pour les chiffres de 2012 et de 1,32 pour les chiffres de 2020.

Le budget de Madrid 2020 pour les Jeux comprend les recettes suivantes :

	USD	
	2012 (millions)	%
CONTRIBUTION DU CIO	672,1	21,7
PROGRAMME TOP	285,0	9,2
PARRAINAGES NATIONAUX	694,0	22,4
BILLETTERIE	898,8	29,0
LICENCES	105,8	3,4
AUTRES RECETTES	440,3	14,2
RECETTES TOTALES	<u>3 096,0</u>	<u>100,0</u>

Conformément aux directives du CIO, aucune dépense en capital n'est comprise dans le budget du COJO. Le budget de Madrid 2020 comprend les dépenses suivantes :

	USD	
	2012 (millions)	%
TECHNOLOGIE	463,6	15,0
MAIN-D'ŒUVRE DES JEUX	369,8	11,9
SITES, VILLAGES ET AUTRES INSTALLATIONS	733,4	23,7
CEREMONIES ET CULTURE	148,8	4,8
TRANSPORT	140,5	4,5
JEUX PARALYMPIQUES	173,9	5,6
PUBLICITE ET PROMOTION	163,0	5,3
ADMINISTRATION ET AUTRES	642,6	20,8
IMPRÉVUS	260,4	8,4
DÉPENSES TOTALES	<u>3 096,0</u>	<u>100,0</u>

Finance

Le projet tire profit de l'existence préalable d'un grand nombre de sites de compétition et autres sites, très proches les uns des autres. Tous les sites de compétition étant mis à disposition gracieusement et un nombre restreint de sites temporaires étant nécessaire, les frais liés aux sites sont inférieurs à ce qu'on aurait pu prévoir. De plus, le soutien des autorités publiques au COJO sous forme de transports locaux gratuits pour les personnes accréditées a un impact positif sur le budget des transports.

Le COJO travaillerait en très étroite collaboration avec les autorités nationales, régionales et locales. Certains aspects des relations commerciales entre les parties concernées, tels que les accords détaillés relatifs aux sites, seraient réglés après l'élection de la ville hôte. La mise en œuvre efficace des Jeux dépendrait d'un partenariat fructueux et efficace.

Madrid 2020 a estimé la contribution du CIO et les recettes liées au programme TOP à, respectivement, USD 672 millions et USD 285 millions. Ces estimations ont été effectuées en appliquant le taux d'inflation mentionné ci-dessus.

Le comité de candidature a estimé que 50 % des parrainages nationaux (USD 346 millions) seraient des avantages en nature. Cette estimation, à laquelle s'ajoute la valeur estimée des avantages en nature du programme TOP, a été pleinement prise en compte dans le budget des dépenses.

BUDGET HORS COJO

Le montant des dépenses en capital hors COJO s'élève à USD 1,94 milliard, dont la majeure partie (USD 835 millions) est prévue pour le village olympique. Bien que le budget hors COJO comprenne suffisamment de fonds pour terminer la construction du village olympique, il est prévu que le gouvernement ne finance que la préparation du site et les bâtiments non résidentiels, tandis qu'un partenaire privé sera recherché pour la construction et l'exploitation post-olympique des appartements. D'autres postes budgétaires importants sont les USD 470 millions prévus pour la construction des routes et des voies ferrées et les USD 355 millions destinés aux sites de compétition, parmi lesquels USD 263 millions sont considérés comme étant supplémentaires pour les Jeux et ne seraient dépensés que si la ville de Madrid était élue. Les chiffres ci-dessus comprennent un fonds de réserve de 10 %.

Aucune dépense en capital liée aux Jeux n'est nécessaire pour les aéroports, les infrastructures énergétiques ou le CIRTV/CPP.

Les garanties relatives au financement des constructions ont été conjointement fournies par les trois niveaux de gouvernement (national, régional et municipal).

Finance

Le budget des opérations hors COJO s'élève à USD 192 millions et couvre divers services liés au gouvernement, notamment les transports, la sécurité et les soins médicaux. Ce budget semble peu élevé, principalement en raison d'une contribution très modeste allouée à la sécurité (USD 19 millions). Cependant, Madrid 2020 a déclaré que tous les frais supplémentaires visant à garantir la sécurité des Jeux seraient pris en charge par le gouvernement.

GARANTIES FINANCIÈRES

Les gouvernements national, régional et municipal ont garanti qu'ils fourniraient gracieusement au COJO tous les services de sécurité, de santé, de douane et d'immigration, et autres services relevant de leur compétence, en fonction de leurs responsabilités juridictionnelles. De plus, les autorités publiques mettraient gracieusement à la disposition du COJO les sites qui leur appartiennent.

Les pouvoirs publics nationaux, régionaux et locaux se portent garants de tout manque de fonds éventuel du COJO, chaque niveau en assumant la responsabilité pour un tiers. Le gouvernement national s'est engagé à servir de garant de dernier recours si l'une et/ou l'autre des deux autres parties (gouvernement régional et/ou municipal) ne pouvait pas assumer sa part de responsabilité.

TAXES

L'importation, l'utilisation et l'exportation des biens requis par le CIO, les FI, les CNO et leurs délégations, les diffuseurs, la presse écrite et photographique, les sponsors et les fournisseurs, seraient exemptées de droits de douane.

Les entités étrangères liées aux Jeux pourraient récupérer la TVA et des procédures accélérées et simplifiées seraient mises en place.

Le gouvernement a fait part de son intention d'introduire un traitement fiscal spécial pour les non résidents venant travailler en Espagne pour des raisons liées à l'organisation et à la mise en œuvre des Jeux, afin que leurs revenus soient exonérés d'impôts en Espagne.

Madrid 2020 a confirmé que des mesures fiscales incitatives semblables à celles introduites pour les Jeux Olympiques de 1992 à Barcelone et la Coupe de l'America seraient mises en place pour les Jeux Olympiques de 2020 afin d'aider les parties prenantes des Jeux; il s'agirait notamment du remboursement accéléré de la TVA et de l'exonération de l'impôt espagnol sur le revenu.

Finance

RÉSUMÉ FINANCIER

Le COJO a présenté un budget équilibré de USD 3,10 milliards, préparé de façon détaillée sur la base des exigences du projet, d'un modèle de suivi des coûts de fonctionnement et de l'expérience d'anciennes villes hôtes, en appliquant ces facteurs au contexte de Madrid. Si les estimations des recettes provenant des sponsors peuvent paraître prudentes, le COJO serait malgré tout en mesure de faire face à certains risques liés à l'état de l'économie espagnole. Madrid 2020 et le gouvernement ont tous les deux indiqué que l'économie espagnole donne des signes de reprise. Le budget présente une estimation raisonnable des coûts et des recettes liés à l'organisation des Jeux et la commission le juge réaliste.

Les USD 192 millions prévus pour les opérations hors COJO semblent faibles en raison de la méthode utilisée pour inclure les coûts dans le budget hors COJO. Le gouvernement national a donné l'assurance qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires pour garantir la célébration des Jeux.

Madrid bénéficie des importants investissements réalisés par le passé dans les infrastructures de la ville et, par conséquent, ne requiert que peu d'investissements en capital supplémentaires. La commission estime que le risque financier auquel Madrid 2020 s'exposerait devrait être gérable sur sept ans, au vu de la situation globale de l'économie espagnole et des garanties du gouvernement.

Toutes les garanties financières requises ont été fournies.

Annexes

- A. Composition de la commission
- B. Liste d'abréviations
- C. Résumé des résultats du sondage d'opinion du CIO
- D. Cartes

Annexe A – Composition de la commission

Président	Sir Craig REEDIE
Directeur exécutif pour les Jeux Olympiques	M. Gilbert FELLI
Membres	M. Nat INDRAPANA M. Guy DRUT M. Frank FREDERICKS Mme Claudia BOKEL (Représentante des athlètes) M. Patrick BAUMANN (Représentant des FI) M. Eduardo PALOMO (Représentant des CNO) M. Andrew PARSONS (Représentant du Comité International Paralympique)
Conseillers	M. Philippe BOVY M. Stefano MANELLI M. John McLAUGHLIN M. David STUBBS M. Grant THOMAS
Administration du CIO	Mme Jacqueline BARRETT M. Mattias KAESTNER Mme Helen STEWART Mme Meghan DAWE

Annexe B – Liste d'abréviations

AMA	Agence Mondiale Antidopage
CIO	Comité International Olympique
CIRTV	Centre International de Radio et Télévision
CNO	Comité National Olympique
CNP	Comité National Paralympique
COJO	Comité d'organisation des Jeux Olympiques
CPM	Centre Principal des Médias
CPP	Centre Principal de Presse
EUR	Euro
FI	Fédération Internationale
IPC	International Paralympic Committee (Comité International Paralympique)
JPY	Yen japonais
LEED	Leadership in Energy and Environmental Design (norme de certification en matière d'énergie et d'environnement)
OBO	Organisme de radio-télévision olympique
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
TRY	Livre turque
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)
USD	Dollar américain
Wi-Fi	Wireless Fidelity (accès sans fil à Internet)

Annexe C – Résumé des résultats du sondage d'opinion du CIO

Le CIO a mandaté *REPUCOM/Sports Marketing Surveys* pour effectuer un sondage d'opinion dans les trois villes candidates et les pays correspondants concernant le soutien à l'organisation des Jeux Olympiques en 2020. Les trois sondages ont été effectués entre le 14 et le 25 janvier 2013.

En réponse à la question précise :

« Dans quelle mesure seriez-vous favorable ou opposé à ce que (ville) soit l'hôte des Jeux Olympiques en 2020 ? »

les résultats ont été les suivants :

	Tout à fait favorable	Favorable	Sans opinion / Neutre	Opposé	Tout à fait opposé
Istanbul	46 %	37 %	14 %	2 %	1 %
Turquie (hors Istanbul)	41 %	35 %	22 %	2 %	0 %
<hr/>					
Tokyo	36 %	34 %	14 %	9 %	7 %
Japon (hors Tokyo)	35 %	32 %	21 %	7 %	5 %
<hr/>					
Madrid	46 %	30 %	4 %	9 %	11 %
Espagne (hors Madrid)	44 %	37 %	6 %	8 %	5 %

Annexe D – Cartes

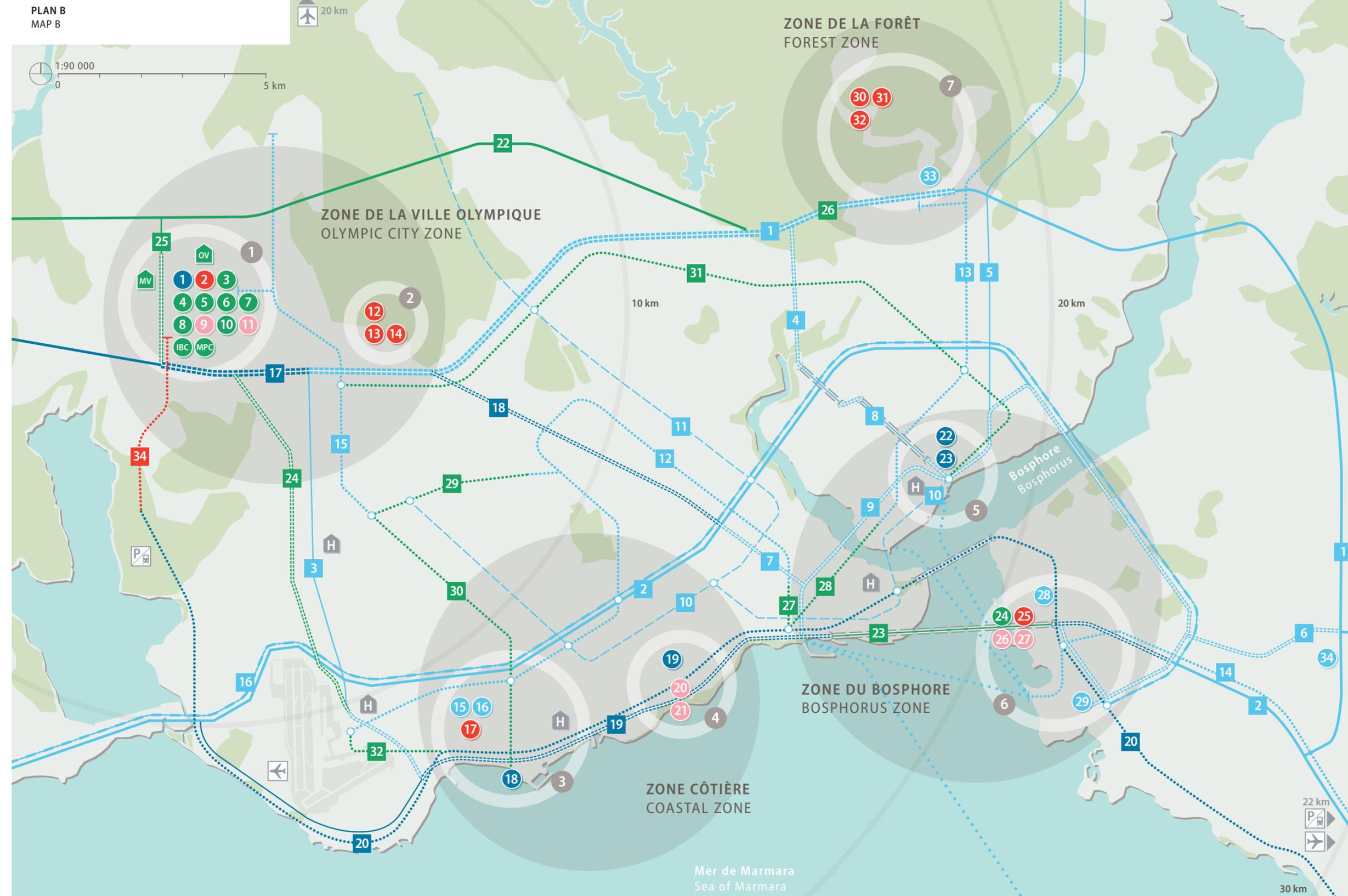
Istanbul

Tokyo

Madrid

	Nom du site Venue Name	Sports Sports
1 Noyau de la Ville olympique Olympic City Cluster	1 Stade olympique Atatürk Atatürk Olympic Stadium	Athlétisme (Courses et concours), Pentathlon moderne Athletics (Track and Field), Modern Pentathlon
	2 Arène nationale National Arena	Gymnastique Gymnastics
	3 Centre d'entraînement olympique, Hall 1 Olympic Training Centre Hall 1	Boxe Boxing
	4 Centre d'entraînement olympique, Hall 2 Olympic Training Centre Hall 2	Judo, Lutte Judo, Wrestling
	5 Centre d'entraînement olympique, Hall 3 Olympic Training Centre Hall 3	Badminton Badminton
	6 Centre d'entraînement olympique, Hall 4 Olympic Training Centre Hall 4	Tennis de table Table Tennis
	7 Centre olympique de hockey Olympic Hockey Centre	Hockey Hockey
	8 Centre olympique de tennis Olympic Tennis Centre	Tennis Tennis
	9 Centre olympique des sports aquatiques Olympic Aquatic Centre	Sports aquatiques (Natation, Natation synchronisée) Aquatics (Swimming, Synchronized Swimming)
10 Stade olympique de plongeon Olympic Diving Stadium	10	Sports aquatiques (Plongeon) Aquatics (Diving)
	11 Stade olympique de water-polo Olympic Water Polo Stadium	11
2 Noyau d'Esenler Esenler Cluster	12 Centre national des sports équestres National Equestrian Centre	Sports équestres Equestrian
	13 Centre olympique de basketball Olympic Basketball Centre	Basketball Basketball
	14 Golf Club d'Esenler Esenler Golf Club	Golf Golf
3 Noyau d'Ataköy Ataköy Cluster	15 Dome d'Ataköy Ataköy Dome	Basketball Basketball
	16 Arène d'Ataköy Ataköy Arena	Escrime, Taekwondo Fencing, Taekwondo
	17 Vélodrome olympique Olympic Velodrome	Cyclisme (Piste) Cycling (Track)
	18 Marina d'Ataköy Ataköy Marina	Voile Sailing
4 Noyau de la vieille ville Old City Cluster	19 Arène de la Porte d'Or Golden Gate Arena	Handball Handball
	20 Parc de la Porte d'Or Golden Gate Park	Athlétisme (Marche), Cyclisme (Route) Athletics (Race Walks), Cycling (Road)
	21 Marina de la Porte d'Or Golden Gate Marina	Sports aquatiques (Marathon), Triathlon Aquatics (Swimming Marathon), Triathlon
5 Noyau de Taksim Taksim Cluster	22 Auditorium de la Vallée des congrès Congress Valley Auditorium	Haltérophilie Weightlifting
	23 Stade İnönü İnönü Stadium	Rugby Rugby
6 Noyau du Port Port Cluster	24 Stade du Bosphore Bosphorus Stadium	Cérémonies, Athlétisme (Marathon) Ceremonies, Athletics (Marathon)
	25 Centre d'aviron du Bosphore Bosphorus Rowing Centre	Canoë-Kayak (Course en ligne), Aviron Canoe-Kayak (Sprint), Rowing
	26 Parc de tir à l'arc du Bosphore Bosphorus Archery Park	Tir à l'arc Archery
	27 Centre de volleyball de plage du Bosphore Bosphorus Beach Volleyball Centre	Volleyball (Plage) Volleyball (Beach)
	28 Centre national de volleyball National Volleyball Centre	Volleyball Volleyball
	29 Stade de Kadıköy Kadıköy Stadium	Football Football
7 Noyau de la forêt de Belgrad Forest Cluster	30 Centre national de tir National Shooting Centre	Tir Shooting
	31 Parc de cyclisme de la forêt de Belgrad Belgrad Forest Cycle Park	Cyclisme (BMX), Cyclisme (VTT) Cycling (BMX), Cycling (Mountain Bike)
	32 Stade olympique d'eaux vives Olympic Whitewater Stadium	Canoë-Kayak (Slalom) Canoe-Kayak (Slalom)
	33 Stade de Seyrantepe Seyrantepe Stadium	Football Football
Sites isolés Stand Alone Venues	34 Arène Ataşehir Ataşehir Arena	Volleyball Volleyball
	35 Nouveau stade d'Ankara New Ankara Stadium	Football Football
	36 Nouveau stade de Bursa New Bursa Stadium	Football Football
	37 Nouveau stade d'Antalya New Antalya Stadium	Football Football

Type d'infrastructure Infrastructure Type	Description
■	Infrastructure existante, pas de travaux permanents requis Existing infrastructure, no permanent works required
■	Infrastructure existante, travaux permanents requis Existing infrastructure, permanent works required
■	Infrastructure permanente prévue Planned permanent infrastructure
■	Infrastructure permanente supplémentaire Additional permanent infrastructure
■	Sites temporaires Temporary venues
■	Sites annexes Non-Competition Venues
OV	Village olympique et paralympique Olympic and Paralympic Village
MV	Village des médias Media Village
■	Centre International de Radiodiffusion et Télévision (CIRTV) International Broadcast Centre (IBC)
■	Centre Principal de Presse (CPP) Main Press Centre (MPC)
■	Sites en direct Live Sites
■	Centre des Congrès et d'Exposition d'Istanbul Istanbul Convention and Exhibition Centre
■	Zones des principaux hôtels Main Hotel Areas
■	Zone Zone
■	Noyau Cluster
■	Type d'infrastructure de transport Transport Infrastructure Type
■	Réseau routier des Jeux dans les deux directions Games Route Network in both directions
■	Autoroutes Motorways
■	Réseau de principales artères urbaines Major Urban Arterial Network
M	Métro Metro
T	Tramway Tram
MB	Métrobus Metrobus
■	Gare de correspondance Transfer Station
■	Aéroport Airport
P	Parc - relais (train) Park and Rail
P	Parc - relais (bus) Park and Ride
■	Tunnel Tunnel
■	Pont Bridge
■	Trajets de ferries Ferry Routes
■	Routes d'accès et périmètres Access Routes and Perimeters
■	Périmètre sécurisé Secure Perimeter
■	Périmètre du site Venue Perimeter
■	Entrées réservées aux personnes accréditées Accredited Entries
■	Routes d'accès réservées aux personnes accréditées Accredited Access Routes
■	Entrées publiques Public Entries
■	Routes d'accès public Public Access Routes
■	Domaine commun Common Domain



Map B - Venue location and transport / Plan B - Emplacement des sites et transport

HERITAGE ZONE / Zone Héritage

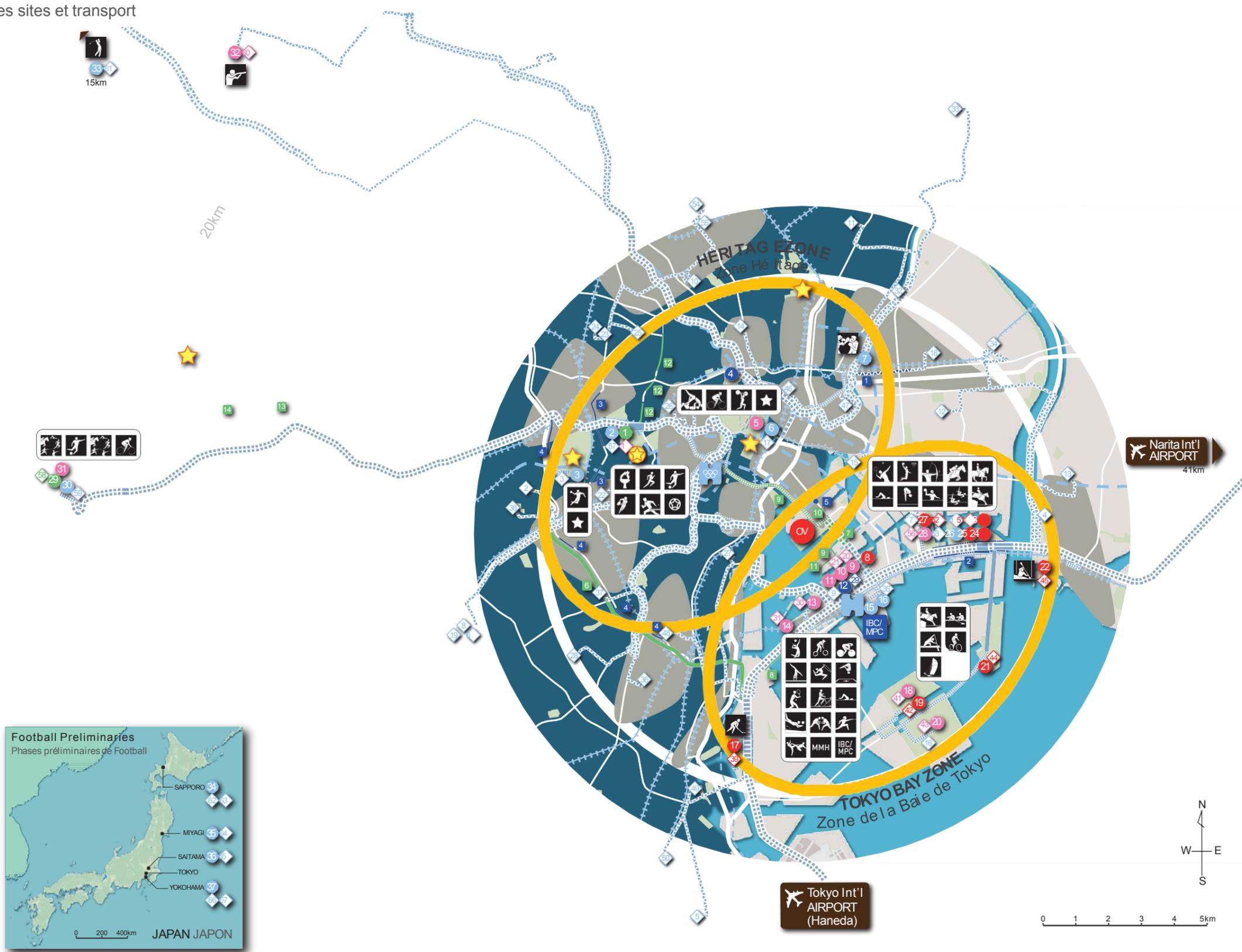
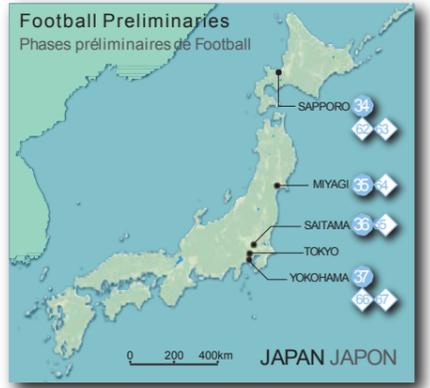
1	Opening / Closing Ceremony Cérémonies d'ouverture et de clôture	3	Handball Handball	10	11	12
2	Table Tennis Tennis de table	4	Judo Judo	14	15	
	Athletics Athlétisme	5	Cycling (road : start) Cyclisme (sur route : départ)	16		
	Football	6	Weightlifting Haltérophilie	17		
	Rugby	7	Boxing Boxe	18		

TOKYO BAY ZONE / Zone de la Baie de Tokyo

8	Volleyball Volleyball	19	Rowing Aviron	42		
9	Cycling (BMX) Cyclisme (BMX)	20	Canoe - kayak (sprint) Canoe-kayak (course en ligne)	43		
10	Cycling (track) Cyclisme (sur piste)	21	Sailing Voile	44		
11	Gymnastics (artistic) Gymnastique (artistique)	22	Canoe - kayak (slalom) Canoe-kayak (slalom)	45		
	Gymnastics (rhythmic) Gymnastique (rythmique)	23	Badminton Badminton	46	47	
	Gymnastics (trampoline) Gymnastique (trampoline)	24	Basketball Basketball	48	49	50
12	Tennis Tennis	25	Archery Tir à l'arc	51		
13	Triathlon Triathlon	26	Equestrian (jumping) Sports équestres (saut d'obstacles)	52	53	54
	Aquatics (marathon swimming) Sports aquatiques (marathon de natation)		Equestrian (dressage) Sports équestres (dressage)	55	56	57
14	Beach Volleyball Volleyball de plage		Equestrian (eventing) Sports équestres (concours complet)	58	59	60
15	Wrestling Lutte	27	Aquatics (swimming) Sports aquatiques (natation)	61	62	63
16	Fencing Escrime		Aquatics (diving) Sports aquatiques (plongeon)	64	65	66
	Taekwondo		Aquatics (water polo) Sports aquatiques (water-polo)	67	68	69
17	Hockey Hockey		(synchronised swimming) Sports aquatiques (natation synchronisée)	70	71	72
18	Equestrian (eventing) Sports équestres (concours complet)	28	Aquatics (water polo) Sports aquatiques (water-polo)	73	74	75

OTHER VENUES / Autres Sites

29	Modern Pentathlon (fencing) Pentathlon moderne (escrime)	33	Golf Golf	81		
30	Football Football	34	Football Football	82	83	
	Modern Pentathlon (swimming, riding, running, shooting) Pentathlon moderne (natation, équitation, course, tir)	35	Football Football	84		
31	Cycling (road : finish) Cyclisme (sur route : arrivée)	36	Football Football	85		
32	Shooting Tir	37	Football Football	86	87	88



OV	Olympic Village Village olympique	IOC	IOC Hotel Hôtel du CIO
MMH	Main Media Hotel Hôtel principal des médias	IBC/MPC	International Broadcast Centre / Main Press Centre Centre international de radio et télévision / Centre principal de presse

Star	Olympic Hospitality Site Site d'hospitalité olympique	Circle	Olympic competition venue Site de compétition olympique
Star	Live site Site de retransmission en direct	Circle	Transport « tableau 13.6 » Transport « tableau 13.6 »
Circle	Hotel Pool Pool d'hôtels	Circle	Training venue Site d'entraînement

Road Network / Réseau routier

Thick line	Motorway Autoroute	Thin line	Olympic lane Voie olympique
Thin line	Major urban arterial network Principale artère urbaine	Dashed line	Olympic priority route Route olympique prioritaire

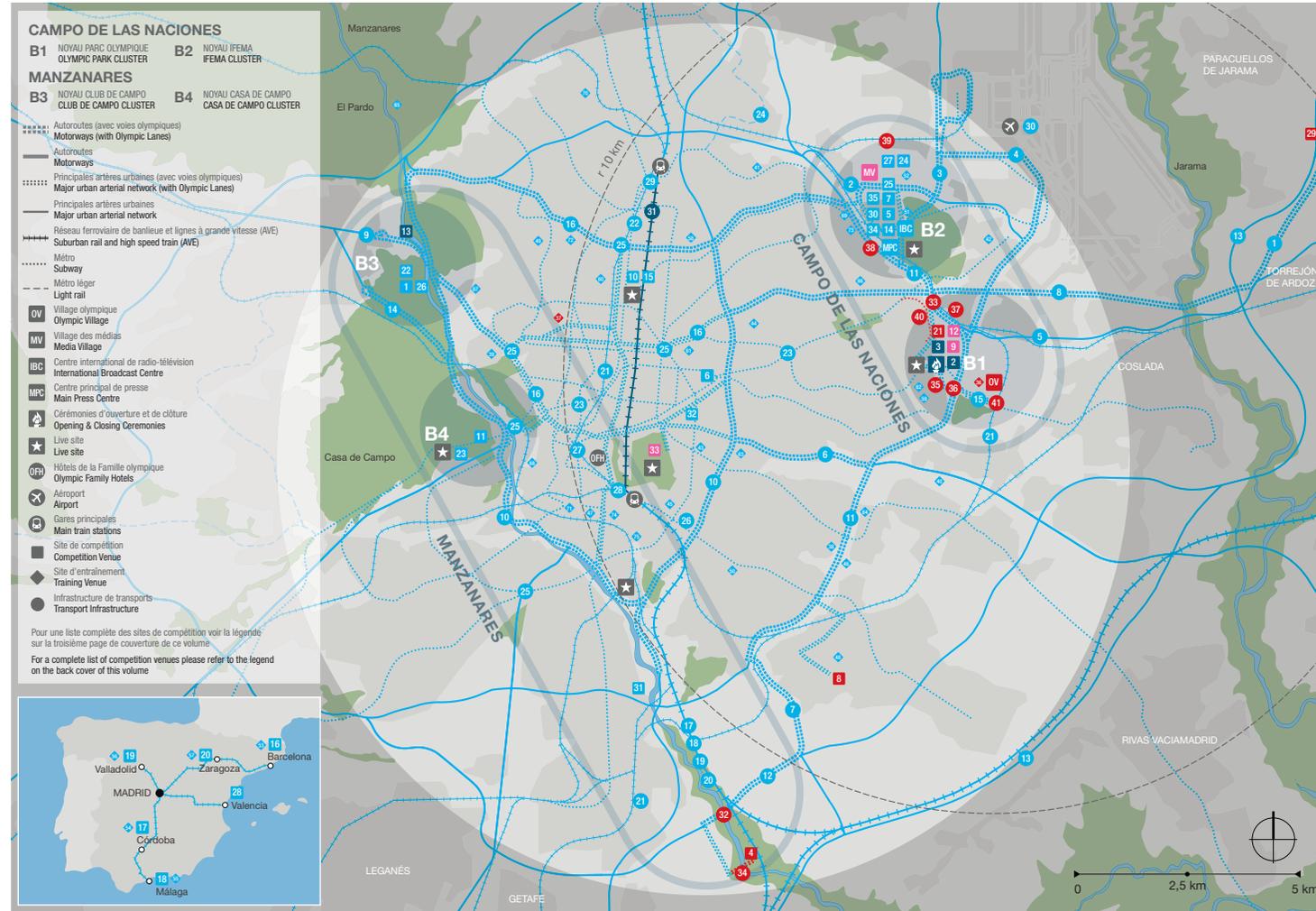
Rail Lines / Lignes ferroviaires

Thick dashed line	Suburban rail Réseau ferroviaire de banlieue
Thin dashed line	Subway Métro
Thin solid line	Light rail Trains légers

Colour Coding / Code couleur

Blue	Existing, no permanent works required Existant, pas de constructions permanentes	Green	Planned Prévu
Dark Blue	Existing, permanent works required Existant, constructions permanentes nécessaires	Red	Additional Supplémentaire
Pink	Temporary Temporaire		

PLAN B EMPLACEMENT DES SITES ET INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT – MAP B VENUE LOCATION AND TRANSPORT INFRASTRUCTURE



**SITES DE COMPÉTITION ET NON COMPÉTITION / INFRASTRUCTURE DE TRANSPORTS
 COMPETITION AND NON COMPETITION VENUES / TRANSPORT INFRASTRUCTURE**

